



National Library
of Canada

Bibliothèque nationale
du Canada

Canadian Theses Service Service des thèses canadiennes

Ottawa, Canada
K1A 0N4

NOTICE

The quality of this microform is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us an inferior photocopy.

Reproduction in full or in part of this microform is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30, and subsequent amendments.

AVIS

La qualité de cette microforme dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de qualité inférieure.

La reproduction, même partielle, de cette microforme est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30, et ses amendements subséquents.

Permission has been granted to the National Library of Canada to microfilm this thesis and to lend or sell copies of the film.

The author (copyright owner) has reserved other publication rights, and neither the thesis nor extensive extracts from it may be printed or otherwise reproduced without his/her written permission.

L'autorisation a été accordée à la Bibliothèque nationale du Canada de microfilmer cette thèse et de prêter ou de vendre des exemplaires du film.

L'auteur (titulaire du droit d'auteur) se réserve les autres droits de publication; ni la thèse ni de longs extraits de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation écrite.

ISBN 0-315-53810-4

ETAT ET DEPENDANCE ALIMENTAIRE: LE CAS DU MEXIQUE.

*(Sur une théorie des priorités de
l'Etat en matière d'industrialisation dans un
capitalisme périphérique.)*

Par

Ulla Kourany

Thèse de maîtrise présentée à l'École des
études supérieures et de la recherche de l'Université d'Ottawa
en vue de l'obtention de la maîtrise ès Arts en science politique

automne 1987

© Ulla Kourany, Ottawa, Canada, 1988.

Dans un univers qui se balance entre le rêve et la réalité. Dans des paysages colorés où les traditions et la culture d'un peuple renferment une saveur magique presque surréaliste. Dans un pays où se mêle l'enchantement et la magie et où l'on sent la vie qui s'exalte dans toute sa profondeur... j'ai puisé mon inspiration.

Je remercie tout particulièrement mon directeur de thèse M. Lawrence Alschuler pour m'avoir encouragé à découvrir le Mexique et sa réalité. Je le remercie pour sa patience, ses suggestions, mais aussi pour ses critiques amicales et constructives.

En ce qui concerne les défauts et les incomplétudes de ce travail, je m'en tiens pour seule responsable.

INTRODUCTION

"Il ne suffit pas de constater certains phénomènes pour les comprendre, c'est-à-dire pour établir entre eux des correspondances pertinentes".¹ Il faut examiner et s'interroger sur la nature d'un processus et sur les raisons qui le font aboutir à une situation. Dans cette recherche, nous tenterons de saisir et de comprendre les processus qui ont mené à la situation actuelle de dépendance alimentaire au Mexique.

Pour suivre ces évolutions, il faudra procéder à une analyse théorique qui part des rapports entre l'Etat et le capital pour établir la liaison entre la crise - l'intervention de l'Etat - et, la situation de dépendance alimentaire au Mexique. Nous pourrions nous apercevoir que l'intervention de l'Etat n'arrive plus à garantir le déroulement normal de l'accumulation et à mettre en avant une politique de sortie de crise, car les contradictions à la base du régime d'accumulation 'excluant' se développent continuellement de façon à faire apparaître de nouvelles contradictions.

Une étude du cas mexicain sera faite à travers trois aspects: L'Etat dans un capitalisme périphérique (chapitre 1); l'industrialisation dans un capitalisme périphérique (chapitre 2); et, l'agriculture dans un capitalisme périphérique (chapitre 3). A travers eux nous verrons comment les priorités de l'Etat en matière d'industrialisation et de là, les interventions publiques qui en découlent, se sont traduites par une politique de sortie de crise. Celles-ci contiennent des contradictions, qui mettent en danger la survie alimentaire de la population mexicaine et plongent le Mexique hier exportateur de biens alimentaires aujourd'hui importateur dans une situation de dépendance alimentaire.

Avant de présenter nos hypothèses de recherche, mentionnons un point à retenir. Ce travail

¹ Paniagua-Ruiz, R., (1983), p. 9.

prétend contribuer aux réflexions qui permettront l'élaboration d'une théorie du capitalisme périphérique. Or, en revisant la littérature existante sur le sous-développement et le capitalisme périphérique, nous remarquons une approche qui prétend analyser les économies et les sociétés du capitalisme périphérique à l'aide de concepts et d'instruments dérivés de la réflexion qui pose comme objet théorique principal; le capitalisme central. Tout au long de ce travail, nous essayerons de dépasser cette limite, en dérivant la spécificité du capitalisme périphérique à partir de la discussion d'un aspect de la théorie de l'économie mondiale.

Cette thèse s'appuie sur trois hypothèses de recherche. Mentionnons que la première cherche à soutenir les deux autres.

La *première hypothèse* concerne le point de départ qui marque l'ensemble de la thèse. C'est-à-dire que la reproduction du capital (Fonction régénération - accumulation) et la reproduction de l'Etat (Fonction légitimation), vue comme étant une unité contradictoire - unité puisque l'Etat est inhérent à la genèse du capital ainsi que le capital l'est à la genèse de l'Etat, se heurtent à des limites. Or, leurs limites apparaissent dans la crise.

Cela équivaut donc nécessairement à adopter le point de vue de la crise, qui appelle une relance de la stratégie d'accumulation en cours à travers l'intervention de l'Etat que définit la totalité: Reproduction de l'Etat - reproduction du capital.

La *seconde hypothèse* prend pour point de départ, la spécificité de la rente. Elle part de la rente agricole qui s'épuise avec la stratégie de développement dite de substitution des importations, passe par la rente prenant la figure principale d'emprunt extérieur, pour en arriver à la rente pétrolière. Le pétrole permet à l'Etat de subventionner l'importation de produits alimentaires de première nécessité à travers la CONASUPO (Compagnie nationale de ravitaillement populaire), et concoure à structurer l'Etat comme gestionnaire de la population, à travers une organisation sociale du stock alimentaire et non comme gérant de la reproduction de la force de travail, qui, elle, se fait

de plus en plus grâce au secteur non-capitaliste (domestique) ou par un autre secteur , que l'on nomme informel.

C'est à travers ceci que nous verrons la double fonction de l'Etat; fonction accumulation mais aussi fonction légitimation, par la mise en oeuvre de dépenses étatiques, qui apparaissent comme les supports de la reproduction du salariat et de la domination étatique.

Nous en sommes à notre *troisième hypothèse* , à savoir que l'intervention de l'Etat est déterminée d'une part par un espace qu'elle ne contrôle pas - celui de l'économie mondiale et des contraintes posées par la division internationale du travail et le système monétaire international (la reproduction du capital). D'autre part, par un espace qu'elle peut modeler - celui de l'économie nationale (la reproduction de l'Etat). Le premier fait partie de la constitution et des conditions de reproduction du second.

C'est à partir de l'étude de ces déterminants de l'intervention de l'Etat, que nous trouverons la logique de ce que l'Etat fait, pourquoi il le fait. C'est-à-dire, pourquoi l'Etat a contribué à la dualisation du secteur agricole, a encouragé l'implantation de firmes multinationales agro-alimentaires et a donc conduit à l'internationalisation de l'agriculture mexicaine.

Procédons à présent au plan de la thèse. Elle se divise en trois chapitres, à chacun correspondant une hypothèse. Précisons d'abord que si le premier chapitre cherche à poser le problème de l'intervention de l'Etat et de ses priorités à partir des rapports globaux entre l'Etat et le capital, le second et troisième chapitres veulent introduire la spécificité des phénomènes de pétrolisation de l'économie et de dépendance alimentaire.

Si le premier chapitre a une valeur en soi, les deux autres ne peuvent se lire et avoir du poids qu'à la lumière du premier où l'on s'interroge plus particulièrement sur la nécessité de l'intervention de l'Etat. Puisque sa seule existence ne saurait suffire à démontrer sa nécessité, car comme nous

l'avons dit, il ne suffit pas de constater pour comprendre.

Le premier chapitre se présente sous la forme d'un survol des débats récents sur l'Etat. La première section se veut une critique brève des visions instrumentaliste et subjectiviste de l'intervention de l'Etat et des notions qui peuvent en résulter, ainsi que des analyses traditionnelles sur la nature de l'accumulation périphérique - analyse Cépaliennne du processus d'industrialisation, dont la faiblesse vient de son aspect essentiellement exogénéiste. Le point de départ c'est que l'élaboration théorique de la CEPAL constitue une référence essentielle pour la discussion du capitalisme périphérique. Or, l'analyse de la CEPAL est centrée sur la catégorie demande, c'est là une de ses faiblesses puisqu'elle néglige la catégorie accumulation. L'analyse que nous introduirons d'Oliveira, permet ce dépassement.

Pour ce qui est de la spécificité du capitalisme périphérique, nous développerons une argumentation selon laquelle le dépassement du débat sur les facteurs endogènes et exogènes, acquiert une nouvelle perspective - l'introduction de l'économie mondiale en tant qu'objet théorique. Dans cette perspective, le capitalisme périphérique tout comme le capitalisme central apparaît comme étant *une* des composantes de la totalité.

Partant de cette base, nous verrons que le capitalisme périphérique est en lui-même un objet théorique dont l'interprétation devrait se situer au niveau de l'ensemble capitaliste; conjonction du capitalisme d'Etat et du capitalisme privé.

Voilà ce qui nous amène à la section II de ce chapitre. Celle-ci cherche à s'inscrire dans un mouvement théorique, dont les premiers jalons ont été posés par l'école allemande de la dérivation, ainsi que l'enrichissement / dépassement qui résulte de l'introduction du concept d'abstraction réelle établie par P. Salama² dans l'analyse de l'Etat et des distinctions qui lui sont liées: Etat - régime politique et intervention étatique - intervention publique. Ceci constitue le maillon manquant de

² Salama, P., (1979).

beaucoup d'analyses. Elle permet de comprendre l'originalité des régimes politiques, de saisir les raisons d'une intervention publique. Il en résulte une définition originale des fonctions de l'Etat. La dérivation du concept d'Etat et des autres concepts qui lui sont liés, étant présenté, nous essayerons alors de préciser les liens entre l'Etat et la reproduction du système. Il s'agira donc de poser les fonctions de l'Etat sans les confondre ni avec l'Etat, ni avec ses liens théoriques avec le capital. Cette démarche définit donc l'Etat par ses fonctions, ce qui lui donne une valeur explicative car elle décrit le mode de l'intervention de l'Etat.

Nous avons dit qu'il fallait adopter le point de vue de la crise. Celle-ci représente le moment de l'essoufflement du modèle d'accumulation. L'Etat et la crise ont tous les deux une fonction de relance du modèle d'accumulation et de régénération du capital, écrivent P. Salama et G. Mathias; "[...] la première de façon douce en tentant d'influer sur le cours naturel de l'accumulation, l'autre (l'Etat) de façon brutale, en tentant de diriger la crise".³

Nous allons voir que l'Etat agit sur le cours de l'accumulation. La crise va introduire des modifications, d'une part, dans le type de codifications qui cherchent à soutenir l'accumulation et, d'autre part, dans la forme de l'intervention publique. Ces modifications cherchent à préparer la mise en place d'une nouvelle stratégie d'accumulation.

Toutefois, plusieurs tendances contradictoires peuvent se dessiner dans la formulation de l'intervention publique de sortie de crise. C'est ce que nous essayerons de voir dans les chapitres deux et trois, en débutant par l'exemple de la rente pétrolière pour ensuite voir l'exemple de l'agriculture.

Le second chapitre a pour objet d'étudier un des éléments déterminants de la dépendance alimentaire: Le pétrole.

Il s'agit dans la section I et II du chapitre, d'examiner tout d'abord la structure corporatiste de l'Etat mexicain qui repose depuis l'époque de Cardenas sur le double pacte paysan et ouvrier, qui

³ Salama, P. Mathias, G., (1983), p. 52.

permet à l'Etat de retenir la rente, agricole d'abord, pétrolière à présent. Ensuite, nous verrons comment la mise à jour des limites de la rente agricole à partir de 1965, en tant que phénomène de transfert d'excédent va être remplacé dès 1973, par la rente en tant qu'endettement extérieur. Cet endettement atteindra des proportions gigantesques limitant la capacité d'action de l'Etat à l'intérieur de l'économie nationale.

À partir de 1976, la rente pétrolière deviendra l'axe de l'accumulation. Nous verrons toutefois que malgré une croissance accélérée, le phénomène de pétrolisation de l'économie a conduit à un processus de désindustrialisation.

L'apparition de la rente pétrolière attribue à l'Etat le rôle de gestionnaire de la population. Celle-ci va introduire des modifications, dans la forme que prend l'Etat en tant que gestionnaire de la population - à travers le stock alimentaire, que l'Etat finance par le biais de la rente pétrolière et qu'il commercialise à travers la CONASUPO. L'Etat Mexicain n'est pas gestionnaire de la reproduction de la force de travail. La reproduction de la force de travail ne se fait pas à travers le salaire et la sécurité sociale, mais se reproduit dans le secteur traditionnel ou encore, en partie, dans le secteur informel. La rente pétrolière permet et encourage ceci dans la mesure où elle permet de financer l'importation massive d'aliments. Ceci en somme permet à l'Etat de maintenir sa base de légitimation et donc d'assurer sa propre reproduction. Ceci est le propos de la section II de ce chapitre - où sera spécifié le lien entre pétrole et alimentation.

Ainsi, l'Etat en relançant la stratégie d'accumulation, cette fois à travers le pétrole, a une fois de plus délaissé le secteur agricole qui nécessite de plus en plus d'importations. L'Etat a brimé son rôle de support de l'industrialisation et d'approvisionnement alimentaire pour les besoins nationaux. C'est là un des éléments de la dépendance alimentaire.

Il faut à présent revenir sur les rapports théoriques entre l'économie mondiale et l'Etat-nation pour deux raisons: D'abord pour présenter les effets de l'intervention publique mais aussi de la présence massive des FMN dans la dynamique profonde de l'accumulation, ensuite pour établir le rapport entre la transformation de l'agriculture (son internationalisation) et la dépendance alimentaire

à laquelle est confrontée l'Etat mexicain qui soutient la croissance périphérique. C'est ce que nous ferons dans le *chapitre 3*.

Dans ce chapitre, nous verrons que, lorsque nous avons déduit l'Etat périphérique de la catégorie de l'économie mondiale, celle-ci constituait un tout structuré et hiérarchisé en mouvement. Or, la politique économique suivie par un régime politique (forme de l'Etat) exprime le poids d'une division internationale du travail qu'elle subit, mais elle est l'expression d'une tentative de la modifier. Ainsi donc, l'Etat sera le lieu et le moyen où va se cristalliser la nécessité de reproduire le capital à l'échelle internationale.

Le secteur agraire renferme trois rôles essentiels: 1) moteur de la croissance; 2) support de l'industrialisation; 3) mécanisme de sécurité alimentaire. La section I du chapitre 3 montre la relation entre agriculture et accumulation et tente de cerner les raisons de l'essoufflement du secteur agraire paysan (producteur de biens vivriers) et la naissance du secteur agraire commercial (produisant pour l'exportation).

Après avoir montré que les fondements de la dépendance alimentaire se trouvent dans le régime d'accumulation, il faut montrer pourquoi l'internationalisation et la modernisation du secteur agraire se transforment en problème de dépendance alimentaire. Nous essaierons de le faire sous deux rubriques: 1) l'intervention de l'Etat, et 2) le processus d'internationalisation.

L'intervention de l'Etat, (l'objet de la section II de ce chapitre), se fait par des crédits, politiques de subventions, travaux d'irrigation, etc. qui encouragent l'implantation de FMN agro-alimentaires. Cette politique de subvention suivie par l'Etat, notamment dans le Nord du pays (les régions du Sinaloa et du Sonora), procède à une dualisation du secteur agraire. L'agriculture commerciale se développe aux dépens de l'agriculture paysanne qui ne reçoit plus de fonds pour sa reproduction et qui se confine à l'auto-consommation. En somme, l'intervention publique dans ce secteur appuie la structure bimodale.

Les FMN, l'élément clé de la dynamique de l'internationalisation, vont alors intégrer le secteur

agraire de façon plus profonde à la division internationale du travail. Ceci s'explique par le fait que ces firmes produisent en vue de l'exportation ou encore pour la population aisée des villes. De plus, elles poursuivent en matière de production des buts n'allant pas dans le sens des objectifs nationaux. Il y a alors un besoin d'importer.

Lorsque nous mentionnons la réduction de la superficie cultivable, nous parlons tout d'abord de la dépossession de la terre par les paysans et le mouvement massif d'urbanisation, ensuite, de la sous-traitance. Dans le dernier cas, le paysan possède la terre, mais ce sont les firmes agro-alimentaires (qu'elles soient nationales ou internationales), qui dictent son type d'utilisation. C'est enfin, l'objet de la section III (B) du chapitre.

Nous pouvons voir que les priorités de l'Etat en matière d'industrialisation, contiennent des contradictions. Le but de cette recherche est en somme de les identifier pour pouvoir les comprendre, à travers l'exemple du développement de la dépendance alimentaire.

MODELE CAUSALE:

CNP.1

REPRODUCTION DE L'ETAT
REPRODUCTION DU CAPITAL



CRISE DE CROISSANCE



RELANCE DE LA STRATEGIE
D'ACCUMULATION



INTERVENTION DE
L'ETAT

DIRECTE

INDIRECTE

CNP.2

PETROLISATION

PENETRATION DES
FMN AGRO-ALIMENTAIRES

ETAT COMME GESTIONNAIRE
(DE LA POPULATION ET NON
COMME GERANT DE LA REPRO-
DUCTION DE LA F.D.T.)

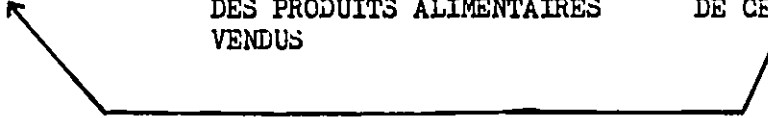
DUALISATION/
MODERNISATION
DU SECTEUR AGRICOLE

CNP.3

IMPORTATION DE
PRODUITS ALIMENTAIRES
(CONASUPO)

AUGMENTATION DU COÛT
DES PRODUITS ALIMENTAIRES
VENDUS

INTERNATIONALISATION
DE CE SECTEUR



DEPENDANCE ALIMENTAIRE

CHAPITRE 1

SUR L'ETAT DANS UN CAPITALISME PERIPHERIQUE

Il existe un commun accord entre les théoriciens de la dépendance, sur le fait qu'existe en Amérique Latine un capitalisme dépendant. Encore plus, sur le fait que la "Dépendance" en tant que telle est précisément ce qui représente le capitalisme latino-américain. Introduisant ainsi la discussion, nous nous trouvons devant un travail laborieux mais pourtant nécessaire; celui de définir le capitalisme périphérique d'abord et surtout, et donc latino-américain ensuite. Le travail ici conçu devant traiter le problème de la dépendance alimentaire au Mexique, il est alors impératif de procéder au chapitre 1 du travail, à l'élaboration d'une hypothèse théorique sur la spécificité du capitalisme périphérique.

Le processus se fera en deux étapes. La première, qualifiée de 'critique',⁴ et la seconde de 'positive'.⁵ Les deux sont nécessaires, la première afin de présenter la littérature classique sur l'Etat en vue de son dépassement pour une meilleure compréhension de la réalité de l'Etat à la périphérie; la deuxième pour offrir un cadre théorique plus adéquat en vue de l'élaboration des hypothèses sur l'Etat dans un capitalisme périphérique.

Il s'agira de procéder à la critique des visions dites 'endogénéiste' et 'exogénéiste', ainsi que de la vision 'instrumentaliste' et 'subjectiviste', afin de signaler leurs limites et de là leurs impossibilités à élaborer une théorie générale qui expliquerait l'intervention de l'Etat en périphérie. C'est alors qu'il sera possible de développer des hypothèses positives et présenter de nouveaux concepts, en vue d'élaborer une théorie sur l'Etat - son intervention - ses limites - mais aussi ses fonctions. A la

⁴ En ce qui concerne la partie 'critique', il sera question des analyses classiques de la CEPAL, du point de vue surtout de Prebisch, R., pour l'analyse Exogénéiste. Ceux de Oliveira, F., et de Cardoso, F.H., pour l'école Endogénéiste. Voir à ce sujet les ouvrages suivants dans la Bibliographie: Prebisch, R., (1981),(1982), pps. 35-132. Cardoso, F.H., (1974),(1982), pps. 133-228. Oliveira, F., (1973).

⁵ L'analyse positive, quant à elle, s'inspirera des ouvrages des auteurs suivants: Salama, P., (Oct.Déc 1976), (1976), (1979), (1982), (1983). Mathias, G., (1979), (1983). Paniagua-Ruiz, R., (1981), (1983). Ainsi que des théoriciens de l'Ecole Allemande de la Dérivation; Altvater, E., (1975), Hirsch, J., (1975), Negri, A., (1977).

lumière de ces analyses, s'établira une rupture d'avec la problématique de base; à savoir, facteurs endogènes ou exogènes comme éléments décisifs dans la dynamique de l'accumulation périphérique, pour prendre le point de vue de l'économie mondiale.⁶ Tout au long du premier chapitre, il sera alors évident que l'explication théorique des structures de dépendance dans le cas des pays latino-américains en général, implique l'établissement d'un lien connexe entre les déterminants internes et externes. Ce lien, toutefois, ne devrait pas être compris à travers une détermination mécanique immédiate, mais conçu comme étant spécifié eu égard à l'économie mondiale. La préoccupation essentielle sera donc d'expliquer une théorie à partir des limites internes et externes de l'Etat à la périphérie.

Tout au long du premier chapitre existera une limite essentielle provenant du fait que nous nous situerons à un niveau d'abstraction. C'est dire que nos hypothèses de base demeurent avant tout théorique. Malgré tout il y aura tentative de vérification de ces hypothèses à travers une certaine concrétisation aux chapitres 2, (Accumulation - Pétrole) et 3, (Agriculture - FMN) de la présente étude.

I. LE DEBAT SUR L'ETAT

La littérature sur l'Etat a jusqu'à nos jours fait l'objet d'une multitude d'ouvrages tentant de saisir la spécificité de l'Etat et de son rôle. Or, bien que la littérature soit vaste, il semble y avoir un trait constant qui fasse trébucher l'analyse sur une pierre commune, qui la fait culbuter dans un piège sans issue où l'Etat se voit destiné à n'être que ce qu'il n'est pas, c'est-à-dire, qu'un objet ou sujet. Ceci rend donc l'analyse de sa forme et de ses fonctions ni plus ni moins monotone.

C'est ce qui en est des visions subjectivistes et instrumentalistes. Ces deux positions ont marqué le débat sur l'Etat. Examinons-les.

⁶ Voir schéma: "Sur l'Etat", chapitre 1.

Le fonctionnalisme subjectiviste s'appuie sur l'idée d'une extériorisation de l'Etat pour aboutir à la figure d'un Etat omniscient capable de définir des stratégies conscientes d'accompagnement et de sauvetage du capital. La politique économique apparaît donc comme le résultat d'une intervention exogène d'un sujet nommé Etat, qui résume en lui les possibilités de pallier aux défaillances apparues dans l'économie. Ce que cette conception n'a pas saisi, c'est qu'entre l'existence et le fonctionnement de l'Etat d'une part, et la base de la production capitaliste d'autre part, il y a un lien indéniable. L'Etat n'est pas conçu comme un tout organique, mais comme le sujet de l'économie et donc extérieur à ses processus.

Quant à la version la plus élaborée de l'instrumentalisme, à savoir celle du capitalisme monopoliste d'Etat (CME), celle-ci confond tout d'abord le pouvoir d'Etat avec l'appareil d'Etat, et la nature de l'Etat avec la composition personnelle de l'appareil d'Etat. L'Etat étant possédé par la classe dominante, il ne lui revient aucune autonomie. Il s'ensuit une conception de l'Etat, qui le fait apparaître comme l'instrument de la classe dominante.

C'est donc une approche économiciste de l'Etat, puisqu'il y a séparation de l'économique et du politique, illustrée par la conception selon laquelle l'intervention économique de l'Etat, exigé par l'agonie du capitalisme, fait de celle-ci un élément étranger et extérieur au capitalisme.⁷ L'Etat n'est donc qu'un instrument ayant pour fonction de créer les conditions pour un déroulement continu de l'accumulation, au profit d'une fraction de la bourgeoisie. Ainsi, l'Etat et le capital sont deux entités séparées;⁸ rien n'est dit sur la nature du rapport qui s'établit entre le capital et l'Etat.

Nous sommes en présence de deux positions extrêmes dans la littérature sur l'Etat. Nous l'avons dit, cette littérature bascule continuellement entre l'une et l'autre position, sans s'y identifier pleinement, certes, mais en reproduisant nonobstant les traits analytiques les plus généraux. Or, ces

⁷ L'Etat ne peut pas être pensé "à côté" ou "au-dessus" de l'économie. Hirsch, J. (1975), p.31, Wirth, M., (1975), p.139.

⁸ Nous entendons par cela, que l'analyse conçoit Etat et Capital en termes d'extériorité. L'analyse faite par Salama, P., (1979) tend à démontrer que la domination et la reproduction du capital ne peuvent être pensées sans la prise en compte, dès le départ, de l'Etat. En somme, l'intervention étatique n'est pas extérieure au procès de l'accumulation.

deux positions, apparemment contradictoires, souffrent cependant de la même erreur analytique; il y a un trait fondamental qui consiste à ne pas considérer la reproduction de l'Etat et la reproduction du capital comme étant interdépendantes, c'est-à-dire du point de vue de leur unité contradictoire. En aucun cas, leur unité n'est conçue ou perçue comme étant organique. Dans la conception subjectiviste il y a une extériorité de l'Etat vis-à-vis du capital. Dans la conception instrumentaliste, il y a une réduction pure et simple de l'Etat au capital.⁹

A travers ces deux analyses l'Etat n'aura aucune efficacité lui permettant soit d'éviter la crise économique et sociale soit d'en maîtriser ses effets. L'analyse de la forme Etat et des fonctions de l'Etat devient dès lors impossible.

A) LA THEORIE DE LA CEPAL SUR LE CAPITALISME PERIPHERIQUE

Dans ce contexte, est-il alors possible de parler d'une théorie de l'Etat capitaliste; ou encore, peut-on parler de l'Etat dans le capitalisme périphérique?. Poser la question, c'est en somme se demander qu'est-ce que la spécificité du capitalisme périphérique. Nous nous trouvons de nouveau devant une conception réductionniste - l'analyse de la CEPAL en tant qu'approche fondamentale de la théorisation sur le capitalisme périphérique. Bien qu'étant valable, l'étude de la CEPAL renferme des limites qu'il s'agit de dépasser.

S'interroger sur l'Etat à la périphérie, c'est en somme s'interroger sur la nature de l'accumulation périphérique. Or, s'interroger sur l'accumulation périphérique, c'est se résoudre à se demander ce qu'est la spécificité du capitalisme périphérique. C'est ce que tente de fonder l'étude de la CEPAL. Rappelons les thèses essentielles de la CEPAL:

a) L'industrialisation en Amérique Latine est le résultat d'un processus de substitution des

⁹ Voir le livre de Jessop, B. (1982), *The Capitalist State: Marxist theories and methods*. New York: New York University Press.

importations (S.I.).

b) Dans la mesure où le processus de S.I. continue et que des marchandises de plus en plus sophistiquées doivent être produites à l'intérieur, la structure des importations du pays est aussi modifiée de telle sorte que le processus de S.I. se heurtera à certains obstacles et ne réussira pas à transformer des économies sous développées en économies industrialisées.

c) Le déséquilibre externe _ l'obstacle principal à la transition vers le développement s'explique en dernière analyse par la division internationale du travail qui nuit aux pays exportateurs de matières premières.

d) La limitation du marché intérieur constitue un obstacle au développement de l'accumulation du capital industriel.

e) Les économies latino-américaines souffrent d'un dualisme structurel qui doit être surmonté si l'on veut que l'industrialisation se réalise d'une manière complète et harmonieuse.

Nous insisterons dans ce travail qu'il s'agit de fonder l'analyse du capitalisme périphérique sur la catégorie, accumulation. Pour ce faire, il est important d'opérer une rupture significative avec la CEPAL, rupture survenant d'une réélaboration théorique qui aurait opposé à l'analyse centrée sur la demande - un des axes principaux dans l'étude de la CEPAL, une analyse centrée sur la catégorie accumulation. C'est à partir de cette différence méthodologique que la rupture prendra forme. Car, pour la CEPAL, la dite industrialisation par substitution d'importations a son origine dans les besoins de consommation et non pas dans les besoins de recréer des conditions spécifiques d'accumulation. L'approche de la CEPAL et de son porte-parole R. Prebisch se fonde sur l'opposition entre le centre et la périphérie capitaliste, attribuant ainsi aux rapports entre les nations un rôle décisif pour l'explication du développement dans la région.¹⁰ Nous qualifierons celle-ci d'exogénéiste, puisqu'elle privilégie une approche en termes des rapports entre les nations, c'est-à-dire basée sur l'échange.

¹⁰ Voir: Prebisch, R., (1981, 1982).

Cette analyse est centrée sur l'étude de la demande et de ses inadéquations eu égard à la structure de l'offre. En mettant de côté l'accumulation, elle concentre son attention sur la consommation et la circulation. Selon cette vision les fonctions de l'Etat, apparaissent définies à l'extérieur des Etats nations par une périodisation, à chaque étape survenant une fonction particulière de la périphérie vis-à-vis de l'accumulation au centre. Le trait principal de cette interprétation est de privilégier les facteurs exogènes dans l'industrialisation et ses limites. Or, face à l'interprétation qualifiée d'exogénéiste de la CEPAL, centrée autour du modèle de substitution des importations, certains ont développé une thèse qui explique l'industrialisation par la dynamique du modèle d'accumulation et donc par des causes fondamentalement endogènes.¹¹

Mentionnons le ralliement de F. Oliveira à l'école endogénéiste, qui, par l'introduction dans son étude de la polarité accumulation / demande mettant en relief l'importance du processus interne d'accumulation du capital, va opérer la rupture d'avec la CEPAL. Bien qu'Oliveira introduise le point de vue de l'accumulation, il n'y insiste pas assez, perdant ainsi de vue l'importance de la rupture avec la CEPAL: demande ou accumulation. Toutefois son étude en termes d'accumulation / demande va avoir le mérite de pouvoir établir la problématique de l'interventionnisme de l'Etat permettant ainsi de modifier le procès de l'accumulation du capital, créant ainsi les bases pour sa reproduction.¹²

Cette analyse privilégiant les facteurs 'internes' consiste à considérer l'Etat et les forces sociales locales comme le moteur de la transformation des systèmes économiques dans chaque pays, c'est-à-dire centrée sur l'étude de la dynamique interne de l'accumulation dans chaque pays. L'analyse de F.H. Cardoso reflète bien cette ligne de pensée. Il prendra en compte la variable externe antérieure, pour ensuite introduire la variable interne, c'est-à-dire basé sur les relations économique, politique et social au sein de l'Etat nation.

Chez Cardoso, la typologie des situations de dépendance se rattache directement aux caractéristiques internes de l'économie des pays latino-américains. A son avis, toute la question du

¹¹ Se référer au débat endogène / exogène dans: Salama, P. Tissier, P., (1982).

¹² Voir, Oliveira, F., (1973).

développement avait été envisagée jusqu'alors du point de vue des relations externes, (c'est-à-dire de la contradiction entre les nations). Par conséquent, Cardoso affirme, qu'il s'agit de doter cette vision d'un contenu social, interne à ces pays, afin de s'apercevoir du fait, que le problème du développement se rapporte fondamentalement, non pas à une opposition entre les nations, mais à l'opposition entre les classes sociales internes. Oliveira conclut aussi que la logique de l'accumulation est éminemment interne au système et qu'elle concerne l'opposition entre les classes sociales. Ici, nous nous rendons compte que les actions de l'Etat sont définies exclusivement à l'intérieur de l'Etat nation.

Pour la CEPAL, ce sont les besoins de consommation internes et externes et non pas ceux de l'accumulation qui ont orienté le processus d'industrialisation. Ces modes de consommation apparaissent comme étant transférés de l'extérieur, sans être directement liés à la structure de classe ni à la distribution du revenu. Or, en privilégiant la consommation, l'analyse délaisse les conditions d'exploitation et ne peut envisager un processus d'accumulation en terme de plus value absolue et relative.

Chez Oliveira par contre, l'intervention active de l'Etat dans la fixation des prix, dans la distribution des profits, et dans la réalisation des investissements directement et indirectement productifs dans l'infrastructure économique et sociale, crée les bases nécessaires à l'accumulation industrielle. Or, bien que situés sur deux pôles opposés, les deux positions se rejoignent dans leurs faiblesses lorsqu'ils considèrent l'économie mondiale sous la forme d'un agrégat d'espaces nationaux juxtaposés les uns à côté des autres.

i) L'économie mondiale: Cadre théorique adéquat

Il ne s'agit donc pas de voir si ce sont les facteurs externes ou internes qui sont responsables de la dynamique du capitalisme périphérique, les déficiences d'une telle alternative théorique survenant par le délaissement de la catégorie, accumulation, mais de dépasser le débat par la recherche de la

spécificité du capitalisme périphérique.

Nous avons vu l'importance d'une rupture d'avec la CEPAL. Notre opinion est que la polarité accumulation - demande, représente l'essentiel de l'opposition qu'établit Oliveira avec la CEPAL et que la polarité interne / externe est une manière confuse d'établir une telle rupture. Nous nous trouvons donc devant une recherche sur la spécificité de ce capitalisme périphérique. Il devient donc obligatoire de se demander par rapport à quel objet théorique s'établit cette spécificité. Ceci permet d'introduire la catégorie 'économie mondiale' - que l'on considère, bien entendu, dans une perspective dynamique, comme étant la conjonction du capitalisme central et du capitalisme périphérique. Composantes tous les deux de cette totalité, dans ce sens qu'ils ne sont pas autonomes. Partant de l'accumulation, il devient possible de discuter de façon plus fructueuse sur le fait que l'objet théorique qui convient est l'économie mondiale. Ainsi le débat posé en terme de polarité interne / externe perd toute son importance.

La spécificité, il faut la trouver, et nous sommes en cela d'accord avec Salama¹³, dans la genèse du capitalisme périphérique d'abord et dans la genèse de son processus d'industrialisation ensuite. Il s'agit de prendre l'Etat dès le départ du processus de genèse et de développement du capitalisme périphérique. Le problème n'est donc pas, comme nous l'avons déjà dit, facteurs externes ou facteurs internes, mais leur articulation qui va déterminer la manière où les lois de l'économie mondiale deviennent lois de l'accumulation à la périphérie. Cette articulation est assurée par les actions de l'Etat, relais entre les économies centrales et les économies périphériques. "Le capitalisme périphérique et ses formes d'accumulation, il faut les dériver théoriquement et non pas les définir empiriquement par rapport aux particularités qu'ils présenteraient eu égard au capitalisme central".¹⁴ Cela suppose de partir d'un concept global qui puisse rendre compte à la fois du capitalisme central et du capitalisme périphérique: Il s'agit de l'économie mondiale qui détermine les changements au sein de l'Etat nation. L'Etat sera donc le lieu où va se cristalliser la nécessité de reproduction du

¹³ Salama, P., (1976).

¹⁴ Paniagua-Ruiz, R., (1983), Chapitre I.

capital à l'échelle internationale. Sa politique est le reflet d'une division internationale du travail qu'elle subit et à laquelle elle tente de réagir.

ii) Sur la spécificité

L'intervention étatique n'est pas extérieure au procès de l'accumulation. L'Etat est au sein des rapports de production. Nous partirons d'une hypothèse provisoire:

Alors que dans le capitalisme central, l'articulation des rapports s'établit autour du salaire, c'est-à-dire que l'intervention de l'Etat est due au développement d'une gestion étatique de la force de travail, dans le capitalisme périphérique, elle est due à une intervention plus importante dans le secteur productif (il s'agit ici de la fonction régénération du capital), c'est-à-dire que le noyau de l'articulation est l'Etat. En général nous savons que dans les pays dits capitalistes du centre, l'Etat à travers son action sur les programmes de sécurité sociale assure une certaine gestion de la force de travail, qu'il institutionnalise. Le rapport salarial est ici conçu comme mode capitaliste de soumission et donc comme forme étatique de socialisation. Dans les pays dits capitalistes périphériques par contre, l'Etat est l'élément qui a introduit les rapports marchands et salariaux dans un contexte auparavant encore largement non capitaliste. C'est à lui donc d'assurer la régénération du capital en orientant son intervention au niveau du secteur productif. Ainsi, si dans le capitalisme central l'Etat est 'dérivé' d'autres rapports sociaux tels que salaire et capital, dans le capitalisme périphérique, au contraire, l'Etat est 'l'agent dont dérivent' les autres rapports sociaux.¹⁵ Ceci présente une particularité, puisque dans notre étude, l'intervention de l'Etat est alors DÉDUITE. Dans le capitalisme périphérique, l'Etat produit le capital, en le régénérant.¹⁶ L'Etat est omniprésent dans le

¹⁵ Salama, P. et Mathias, G., (1983), chp. II, partie I, ainsi que Paniagua-Ruiz, R., (1983), chp. III. Le statut scientifique de ces déclarations, se situe au niveau d'une hypothèse de travail.

¹⁶ Ce point sera repris plus en profondeur dans le chapitre II du présent travail. Il sera en outre, question de l'Etat mexicain qui gère la population à travers le stock alimentaire, commercialisé par la CONASUPO, plutôt que comme gestionnaire de la reproduction de la force de travail, comme c'est le cas dans les pays capitalistes développés.

processus d'accumulation périphérique. Nous soutenons que le capitalisme périphérique se présente comme une combinaison dynamique entre les traits des deux modalités d'accumulation. La première ayant pour mécanisme fondamental la loi de la valeur – Il s'agit de l'accumulation privée, qui dérive de l'expansion de l'économie mondiale, et la nouvelle accumulation qui a comme trait fondamental d'être une accumulation qui passe par le pouvoir. Celle-ci dérive de l'Etat en tant que structurant social fondamental. Ainsi il y a insertion des mécanismes politiques dans la dynamique de l'accumulation.¹⁷ Le capitalisme périphérique, est en lui même un objet théorique. Ce mélange est sur quoi repose sa spécificité.

Etant inséré dans l'économie mondiale, cet Etat se voit obligé à participer dans une logique de complémentarité avec le capitalisme privé. C'est à partir de là que la distinction entre Etat et régime politique introduite par Salama, P.¹⁸, vaut d'être retenue, la plus grande partie de la littérature envisageant cette relation seulement du point de vue de l'harmonie, en oubliant le conflit. C'est-à-dire que ces écrits insistent uniquement sur les conditions favorables que l'Etat met en place pour l'accumulation privée, en oubliant qu'au fond, il s'agit de deux logiques de formation de capital irréconciliables. Il existe un conflit permanent entre d'une part la reproduction du capital et la reproduction de l'Etat. A partir de là, interviennent les fonctions dites de régénération et de légitimation, ou encore comme dirait Syzmanski; reproduction - légitimation.¹⁹ Fonctions posées à POSTERIORI après la déduction de l'Etat. Examinons-les.

Une fois ces fondements établis, nous pouvons échapper à toute vision instrumentale de l'Etat en incorporant la nécessaire organicité entre l'Etat et le capital. A présent, nous pouvons montrer la façon dont l'intervention publique se constitue en tant que matérialisation de l'intervention étatique, pour aboutir à la formulation de politiques économiques et la création d'un secteur productif d'Etat.

¹⁷ Cette hypothèse sera élaborée par la suite à travers l'exemple du secteur agricole mexicain, Chapitre 3 du présent travail.

¹⁸ Salama, P., (1976).

¹⁹ Syzmanski, A., (1981).

CEPAL / PREBISCH		OLIVEIRA / CARDOSO		SALAMA / MATHIAS / RUIZ	
EXOGENEISTE		ENDOGENEISTE		L'ECONOMIE MONDIALE (en tant qu'objet théorique pour la spécificité du K-P)	
Instrumentaliste Subiectiviste (Etat Sujet)				Etat Produit et Producteur (concept d'Abstraction Réelle)	
L'Etat et le Capital sont séparés - (L'Etat est extérieure au C)		L'Etat et le Capital sont liés organiquement			
FONDE SUR LA CATEGORIE:					
Demande		Accumulation / Demande		Accumulation	
ANALYSE DU CAPITALISME PERIPHERIQUE	Les fonctions nationales sont définies par les fonctions internationales/ Il n'y a pas de détermination interne aux actions de l'Etat	Processus interne d'accumulation du capital/Les actions de l'Etat sont définies exclusivement à l'intérieur de l'Etat-Nation		La détermination internationale des interventions étatiques doit être étudiée et mise à jour en tenant compte des déterminations nationales; Spécification de l'économie mondiale	
SPECIFICITE DU CAPITALISME PERIPHERIQUE	Le K-P et ses formes d'accumulation sont définis empiriquement par rapport aux particularités qu'ils présenteraient eu égard au K-central			Dériver Théoriquement Combinaison dynamique entre 2 modalités d'Acc: Privé et celui d'Etat En Prenant l'Etat dans la genèse de K-P et de son Industrialisation	
INTERVENTION DE L'ETAT	Parachutée dès lors que l'on constate une défaillance qui appelle son introduction Puisqu'elle existe, elle est nécessaire; parce que nécessaire, elle existe. Pour pallier aux déficiences du capital privé national et créer ce capital	Facteurs Externes	Facteurs Internes		DEDUITE L'Etat est cet élément qui diffuse les rapports marchands et salariaux.
ANALYSE DES FONCTIONS DE L'ETAT	L'analyse des fonctions de l'Etat n'est pas postérieure à la déduction logique de l'Etat, mais elle est cette déduction même.				L'analyse des fonctions de l'Etat est postérieure à la déduction.
ETUDE DE L'ETAT	L'Etat est un Sujet qui peut tout faire				Il faut étudier l'Etat à partir des Limites, propre à la reproduction du capital et de l'Etat

Légende: K- = capitalisme P = périphérique C = capital Acc = accumulation

II. LE DEPASSEMENT DE LA DERIVATION ET LA DEDUCTION DE L'ETAT CAPITALISTE

20

Une première version de la dérivation est celle d'Altvater.²¹ Ce dernier part du point de vue selon lequel le capital est insuffisant pour garantir les conditions de sa propre reproduction. Cette version se rapproche de la conception subjectiviste, antérieurement examinée, car si l'Etat est censé pallier aux insuffisances des capitaux individuels, cela suppose qu'il est capable d'y faire face. Rien ne nous renseigne toutefois sur le pourquoi, c'est-à-dire pourquoi est-ce que l'Etat y ferait face? Selon la critique, il y aurait donc une insuffisance découlant du fait que l'analyse des fonctions de l'Etat n'est pas postérieure à la déduction logique de l'Etat, mais elle est cette déduction même.²² Paniagua-Ruiz nous dit à cet effet;

Par ces fonctions, l'Etat va normaliser les activités sociales qui résultent de la dynamique conflictuelle des rapports sociaux. Elles impliquent une intervention étatique, elles ne l'expliquent pas. C'est l'une des richesses de l'analyse de l'Etat comme abstraction réelle que d'étudier les fonctions à partir, et donc après, la déduction de l'Etat. L'Etat étant un rapport social déduit du capital (Etat comme ABSTRACTION), il exerce un effet sur le capital (REELLE).²³

Les fonctions sont donc postérieures à la déduction de l'Etat.

Une deuxième version de la dérivation est celle de Hirsch.²⁴ Son analyse introduit un résultat important dans l'analyse de l'Etat puisque selon lui c'est à la lumière de la dialectique entre la

²⁰ La présentation qui suit, ne se veut en aucune façon, une analyse exhaustive des théories de la Dérivation. La présentation, quoique très générale, se veut une liaison entre les éléments élaborés lors de la première section et l'introduction du concept d'abstraction réelle introduit par Salama, P. Afin de mieux cerner ce concept, nous introduisons la discussion avec la théorie de la dérivation.

²¹ Altvater, E., (1975).

²² Voir, Salama, P. Mathias, G., (1983), chp. I et Paniagua-Ruiz, R., (1983), chp. I, section III.

²³ Paniagua-Ruiz, R., (1983), pps. 49-50.

²⁴ Hirsch, J., (1975).

reproduction du capital et la reproduction de l'Etat que les limites de l'Etat peuvent être analysées et comprises. Ainsi, les fonctions de l'Etat sont au coeur de cette dynamique contradictoire. Par ces fonctions, le capital impose des contraintes à la reproduction de l'Etat et, y faisant face, l'Etat modifie les conditions de la reproduction du capital.

Par contre, l'analyse de Hirsch va s'arrêter au moment de poser l'aspect producteur de l'Etat capitaliste (Etat produit et producteur) et ceci parce qu'il ne distingue pas entre la forme 'Etat' et la 'forme de l'Etat' _ à savoir le régime politique. Salama reprendra l'analyse où Hirsch s'arrête en introduisant le concept d'abstraction réelle, que nous traiterons sous peu.

Avant de passer au concept d'abstraction réelle examinons comment la dérivation est expliquée par Salama et ceci à partir de la phrase célèbre de Pasukanis.

Pourquoi la domination de classe ne demeure-t-elle pas ce qu'elle est, à savoir l'assujettissement d'une partie de la population à l'autre? Pourquoi revêt-elle la forme d'une domination étatique officielle, ou, ce qui revient au même, pourquoi l'appareil de contrainte étatique ne se constitue-t'il pas comme l'appareil privé de la classe dominante, pourquoi se sépare-t'il de cette dernière et revêt-t'il la forme d'un appareil impersonnel, détaché de la société?²⁵

Nous continuons donc la discussion sur l'Etat; *en partant de la question célèbre de Pasukanis et des réponses qui en résultent, afin de mieux cerner le renouvellement du débat réalisé par l'Ecole Allemande de la Dérivation et de l'enrichissement qui en résulte par l'introduction du concept d'abstraction réelle dans l'analyse de l'Etat, et des distinctions qui lui sont reliées: Etat - Régime Politique / Intervention Etatique - Intervention Publique.*²⁶

Nous pouvons voir que Salama reprend les déterminants de Pasukanis, tout d'abord, lorsqu'il insiste que l'Etat garantit le respect des règles de l'échange et devient de par cela, le garant de l'échange inégal et donc, de l'exploitation. C'est-à-dire que l'Etat et sa neutralité repose sur le fétichisme de la marchandise ou, la relation d'égalité dans l'échange. Or, l'Etat maintient ce rapport

²⁵ Pasukanis, E.,(1976), p. 128.

²⁶ Paniagua-Ruiz, R., (1983), p. 45.

de production et l'institutionnalise,²⁷ ensuite, lorsque Salama affirme que l'Etat capitaliste à la périphérie, assure la généralisation de la production marchande. L'Etat va ainsi permettre la reproduction du capital.

Par ceci, nous pouvons constater qu'il y a dépassement des versions antérieures, puisque Salama introduit deux éléments nouveaux. Le premier concerne la forme Etat qui permet d'introduire le régime politique, ouvrant la possibilité de par là à l'étude des fonctions de l'Etat; c'est-à-dire l'introduction du concept d'abstraction réelle. Le second est que la forme Etat, prend en compte les deux coordonnées de la production marchande capitaliste _ l'échange d'équivalents et le rapport d'exploitation. En permettant l'un, l'Etat permet de garantir la reproduction de l'autre.

A) ABSTRACTION REELLE

L'introduction du concept d'abstraction réelle pour déduire la nature de l'Etat capitaliste, a été faite par Salama.²⁸ Elle a permis d'établir une distinction entre, d'une part, la forme Etat et le régime politique _ forme de l'Etat et, d'autre part, entre l'intervention étatique et l'intervention publique.

Dire que l'Etat est une abstraction réelle, c'est dire qu'un dédoublement s'opère dans l'Etat, puisqu'il est à la fois abstrait et déployé. L'Etat se déploie par les fonctions qu'il accomplit dans l'espace du rapport capitaliste de production, en tant qu' *Etat abstrait* _ fonction *régénération* et, en tant que *régime politique* _ fonction *légitimation*. Dans son texte, Paniagua-Ruiz,²⁹ précise que par cette distinction établie à partir du concept d'abstraction réelle, nous pouvons voir que les contradictions du capital s'extériorisent dans l'Etat et du même mouvement, par l'intervention étatique, l'Etat s'intériorise dans le capital. Ceci est rythmée par le conflit entre la reproduction du

²⁷ Nous verrons plus tard que l'Etat devra à travers le régime politique se doter d'une base de légitimation, car l'accumulation du capital est un élément défétichiseur des rapports de production.

²⁸ Salama, P., (1979).

²⁹ Op. Cit., (1983).

capital et celle de l'Etat.

Les fonctions de l'Etat sont au sein de la dynamique contradictoire (reproduction de l'Etat et du capital). Ceci met en relief le double aspect de l'Etat capitaliste en tant que produit et en tant que producteur. Ces fonctions sont alors définies à partir des concepts d'Etat et de capital.

L'analyse de l'Etat comme abstraction réelle nous a appris que l'Etat étant à la fois une forme abstraite (Etat Produit) et une forme déployée (Etat Producteur), pour garantir sa reproduction, devait garantir la reproduction du capital. Paniagua-Ruiz ajoute; "L'Etat en tant que producteur a des limites parcequ'il reproduit en tant que produit en son sein les contradictions de ce à partir de quoi il a été déduit".³⁰ Nous assistons donc, à un processus paradoxal où les limites de l'Etat viennent du capital et, à la fois, limitent la reproduction de celui-ci. Les limites de l'un sont les limites de l'autre: Leur unité les fait buter tous les deux sur la crise, moment d'expression de leurs limites. Nous reviendrons plus tard sur ce point. Pour le moment, il s'agit de soutenir l'idée que les limites de l'Etat ne peuvent être expliquées en partant de l'Etat lui-même, mais qu'il faut partir du système comme un TOUT structuré contradictoirement, c'est-à-dire, un tout où l'Etat déployé (régime politique) peut s'opposer à la forme Etat (abstrait), garant du rapport d'exploitation. Ainsi, le régime politique joue le rôle d'Etat abstrait, mais dans la réalité matérielle immédiate. Le fait que celui-ci exerce une fonction de régénération des capitaux, permet que se réalise l'identité entre sa forme abstraite et phénoménale; objectivation de l'Etat abstrait, mais traversée du début à la fin par la recherche de légitimité.³¹ Il y a une unité indissoluble de l'abstrait et du concret. C'est une totalité unique.

i) Sur les fonctions de l'état

L'Etat, nous l'avons dit, s'extériorise vis-à-vis du capital. Pourtant, il ne lui est pas extérieur; en

³⁰ Ibid, p. 300.

³¹ Solis-Gonzalez, J.L., (1984), p. 88.

se déployant en tant que régime politique, il s'y intériorise par sa présence dans le circuit du capital et par ses actions sur la reproduction de la force de travail.³² L'intervention de l'Etat doit dès lors être comprise comme un résultat des processus d'exclusion - inclusion propres au lien entre l'Etat et le Capital.

L'Etat s'intériorise dans le circuit du capital sous la forme d'abord, d'une intervention étatique, ensuite d'une intervention publique (régime politique). Cette intériorisation ne se fait pas selon une logique préétablie. Elle est rythmée par les contradictions survenant entre la reproduction du capital et par les contradictions de l'accumulation.³³ Ce qui fait en somme l'originalité de cette démarche, puisqu'elle ne définit pas les fonctions de l'Etat en dressant une liste des activités constatées de l'Etat pour ensuite leur donner le statut de fonctions de l'Etat,³⁴ ni ne subordonne le problème de l'Etat comme rapport de domination au problème de l'accumulation du capital, en évinçant le problème de la légitimation, mais elle va définir logiquement les fonctions à partir du concept d'Etat et celui de capital.

ii) Sur la régénération du capital

La question est de savoir; en quoi l'intervention de l'Etat vise à régénérer le capital. Il s'agit pour cela d'analyser le problème de la baisse du taux de profit, puisque c'est elle qui constitue l'axe de la présence de l'Etat dans le procès d'accumulation. Cette baisse, et les contre-tendances qu'il faut mettre à jour pour l'empêcher, sont le terrain où se joue l'intervention de l'Etat.³⁵

Il y a donc un aspect anti-crise de la fonction régénération du capital, à savoir le besoin de l'Etat d'intervenir avec une série de mesures qui garantissent le déroulement sans problèmes de

³² Ce point fera l'objet d'une discussion plus approfondie dans le chapitre II du présent travail.

³³ Les actions de l'Etat ne sont pas le résultat d'une logique immanente à celui-ci qui lui permette de reconnaître les tensions du système, mais résultent des contraintes posées à l'accumulation.

³⁴ Voir les analyses antérieurement critiquées, ainsi que l'analyse d'Altvater, E., (1975).

³⁵ Salama, P., Op. Cit., (1979), p. 225.

l'accumulation du capital. L'Etat régénère le capital en se situant tout d'abord, par rapport à la péréquation des taux de profit, ensuite, par rapport à la baisse du taux de profit. Celle-ci constitue le moment de la crise de l'accumulation. L'Etat va, à travers son intervention, reproduire le capital. Cette intervention est déterminée par les contraintes apparaissant au niveau du régime d'accumulation.

iii) Sur la légitimation de l'Etat

L'intervention publique est continuellement à la recherche de la légitimation du régime politique. Mentionnons que la fonction de régénération de l'Etat peut recevoir l'appui des classes dominées, donnant ainsi une base de légitimation au régime politique. C'est le cas du Mexique où, la structure corporatiste du régime politique et l'alliance qu'il a défini avec les ouvriers et les paysans, a permis au PRI (Parti Révolutionnaire Institutionnel) de jouir d'une certaine légitimité. Cette fonction 'légitimation' résulte de la fonction 'régénération'. Selon Salama;

La généralisation de la marchandise fétichise les rapports sociaux et fait apparaître l'Etat à côté et au-dessus de la société civile. Or, cette généralisation ne se fait que par l'accumulation, laquelle mène le système nécessairement à la crise. D'où une action de l'Etat pour régénérer le capital en agissant sur les conditions de valorisation. Ceci peut défétichiser l'Etat, en le faisant apparaître comme le représentant du capital. Il y aura alors apparition d'une fonction légitimation au niveau du régime politique.³⁶

Ainsi donc, la fonction régénération permet de qualifier l'Etat, alors que la fonction légitimation concerne le régime politique.

B) SUR LES LIMITES DE L'INTERVENTION PUBLIQUE

Qu'est-ce qui détermine l'intervention de l'Etat en économie périphérique? Nous avons antérieurement vu que c'est le fait que l'Etat est cet élément qui diffuse les rapports marchands et

³⁶ Ibid., p. 247.

salariaux. C'est en fait par l'Etat qu'un espace de contraintes se constitue pour permettre la généralisation de la marchandise et le développement du rapport salarial. Ce n'est donc pas une lutte entre l'Etat et le capital privé, mais l'Etat lui-même qui introduit ce rapport. Ceci nous permet alors de spécifier un point important. L'intervention de l'Etat doit être définie vis-à-vis des rapports sociaux qu'elle exprime et non pas par rapport aux fonctions qu'elle devrait accomplir. Elle doit donc être déduite et non pas parachutée dès lors que l'on constate une défaillance qui appelle son introduction dans l'analyse.

L'intervention publique est déterminée par trois choses; les contraintes du régime d'accumulation, les contradictions entre les classes, et le régime politique (sa légitimation pouvant élargir ou limiter l'intervention publique).

Nous constatons qu'il y a, d'une part, les *limites générales théoriques* de l'intervention de l'Etat découlant du rapport théorique qui, dans le capitalisme, existe entre l'Etat et le capital - rapport organique, qui fait que l'Etat ne peut pas tout faire. Ceci est donc en opposition à la faiblesse de la littérature examinée antérieurement, qui conçoit l'Etat comme étant extérieur au capital, séparé de ce dernier et qui perçoit l'Etat comme un sujet qui peut tout faire. Mais il y a, d'autre part, les *limites particulières* des modes de l'intervention publique. Examinons-les.³⁷

La première limite est externe, elle est en rapport étroit avec le type d'intégration de l'Etat-nation à l'économie mondiale et donc des formes qui la supportent: la division internationale du travail et le système monétaire international. L'économie mondiale apparaît comme une condition constitutive de la reproduction de l'économie nationale et comme fondant une double détermination à l'intervention de l'Etat. Ainsi donc elle est déterminée d'une part, par un espace qu'elle ne contrôle pas (l'économie mondiale), et d'autre part, par un espace qu'elle peut modeler (l'économie nationale) dans la mesure où le premier espace le lui permet.³⁸

³⁷ Ici, nous exprimons les idées de Paniagua-Ruiz, R., (1983), chapitre 1. S'y référer pour plus de détails, l'examen que nous présentons ici, n'étant qu'un résumé.

³⁸ Concernant ce point, nous avons vu que nous ne pouvions réduire les actions de l'Etat ni à leurs déterminations internationales (exogéniste), ni à celles proprement nationales (endogéniste). Nous savons que les deux se co-

La seconde limite est endogène, elle est marquée à l'intérieur de l'Etat-nation, par le régime d'accumulation et ses contradictions, et la crise qu'il produit. L'intervention de l'Etat est efficace tant que les formes sociales qui soutiennent l'accumulation et la légitimation du régime politique peuvent se reproduire. La stabilité du régime d'accumulation est la condition pour que les limites de l'Etat ne soient que latentes.

Ce qui nous amène à notre troisième limite, interne elle aussi; la légitimité du régime politique. C'est-à-dire que la recherche de la légitimité peut empêcher ou autoriser l'action régénératrice de l'Etat, ce qui limite en retour la portée de l'intervention publique. En moments de crise, la légitimité est mise en danger et peut devenir fondamentale. L'efficacité de l'intervention publique dépendra alors, de ce point de vue, des rapports entre l'Etat et le régime politique.

Ces limites des modes de l'intervention publique apparaissent dans la CRISE – ce qui limite à son tour la capacité du système à s'en sortir. Nous avons mentionné la crise, c'est une catégorie importante puisqu'à travers elle nous pouvons saisir le caractère dynamique et contradictoire du capitalisme.³⁹ Dans ce sens que l'accumulation n'a pas de comportement fixe et soutenue. Lorsqu'on essaye de cerner une théorie sur l'Etat à la périphérie, il est important de relier l'analyse à celle de la crise du Mode de Production Capitaliste en tant que tel et donc affirmer que la crise est un moment fondamental de la transformation. La crise n'est pas une rupture d'équilibre, un arrêt de l'accumulation; comme travail du négatif, elle a une fonction positive.⁴⁰ Dans ce sens, qu'elle a un aspect unificateur entre les différentes étapes d'accumulation. La crise caractérise en effet le passage d'un modèle d'accumulation à un autre. Passage qui se fait à travers un changement dans les modes de l'intervention publique, c'est-à-dire au niveau du régime politique (façade déployée de l'Etat) et donc de sa fonction légitimation et ceci à travers le rapport salarial et monétaire. La crise engendre

déterminent dans ce sens que chacune est un paramètre pour l'autre, et, que la détermination internationale des interventions étatiques doit être étudiée et mise au jour en tenant compte des déterminations nationales; celle-ci ne peut donc être appréhendée qu'à travers sa spécification par les contraintes de l'économie mondiale.

³⁹ Voir l'analyse que fait Negri, A., (1977).

⁴⁰ Brunhoff, S. De., (1978), p. 140.

donc les limites de l'intervention publique. Ce qui sera en cause pour sortir de la crise, ce sont les alliances de classes et les codifications nécessaires de leurs luttes. C'est le moment où la médiation se substitue la répression. C'est le moment donc de la mise en place d'un nouveau régime d'accumulation.

Peut-on parler d'une théorie de l'Etat capitaliste à la périphérie? Nous avons vu que la question en soi était valide, mais qu'elle devrait rendre compte d'une part, de la source de dérivation de la forme Etat et donc des conditions de sa propre reproduction (Régénération / Légitimation) et, d'autre part, des limites de l'Etat et de la crise (moment d'expression de ces limites), conçues ici en liaison étroite avec la source de dérivation de la nature de l'Etat et de la forme Etat elle-même. C'est-à-dire que, l'Etat, puisque déduit du capital, ne peut pas tout faire, d'où ses limites.

Nous avons jeté un regard froid sur la littérature sur l'Etat en tentant de cerner ses défauts et ses incomplétudes, pour procéder à leurs dépassements. Nous avons constaté que la grande faiblesse de ces études provenait du fait qu'identifiant abusivement le capital à l'économie au sens strict, ces analyses tendent à réduire les lois régissant la reproduction du capital à un simple principe abstrait, sans que ces effets concrets sur les processus politiques - en particulier les contraintes et les limites qu résultent du développement contradictoire de l'accumulation du capital pour l'action de l'Etat - puissent être analysées dans toute leur complexité. En effet, ces études perçoivent l'Etat et ses fonctions comme étant parachutés dans l'analyse, dès lors qu'ils constatent une défaillance qui appelle son introduction dans l'analyse, ne lui assignant de par là aucune rationalité propre.

Nous avons aussi constaté qu'il était impératif de procéder à un dépassement critique de l'approche Cépaliennne afin d'intégrer l'étude des formes complexes d'articulation des Etats-nations, dont dépendent en grande mesure les marges d'autonomie et les formes de comportement des Etats périphériques, et de concevoir l'économie mondiale comme un tout structuré et en mouvement.

Nous avons vu que le capitalisme périphérique se développe à partir de deux éléments: A.

Ceux qui dérivent de l'expansion de l'économie mondiale. B. Ceux qui dérivent de l'Etat en tant que composant structurel de l'accumulation. C'est-à-dire que l'Etat investit dans le secteur productif, met en place l'infrastructure nécessaire (voir chapitre 3). L'Etat dans le capitalisme périphérique doit créer et reproduire le capital. C'est pour cela que Negri qualifie cette accumulation comme étant une accumulation qui passe par le pouvoir.⁴¹ L'Etat au Mexique (nous allons le voir dans les chapitres 2 et 3), a eu dès le début un rôle important dans le processus de développement économique, c'est-à-dire, qu'il y a une logique de complémentarité entre l'Etat et le capital. Dans le capitalisme périphérique, l'Etat est donc, l'agent fondamental sur lequel repose les possibilités d'accumulation.

Le chapitre 1 nous a permis de présenter les concepts de base pour une théorie sur l'intervention de l'Etat en économies sous-développées. Il nous a aussi donné l'occasion d'introduire les éléments constitutifs des chapitres 2 et 3. Il est possible à travers lui de procéder à une interprétation des modes de l'intervention publique qui ne soit ni instrumentale ni volontariste (dans ce sens que l'Etat ne réagit pas à une logique immanente). Ceci permet alors une interprétation du rôle de l'Etat dans l'industrialisation périphérique, qui intègre dès lors une double détermination à savoir l'économie mondiale et les spécificités historiques de ces économies nationales. Cet aspect sera repris plus en profondeur dans les chapitres subséquents.

⁴¹ Negri, A., (1977).

CHAPITRE 2

SUR L'INDUSTRIALISATION DANS UN CAPITALISME PERIPHERIQUE

Les conditions pour la consolidation de l'industrialisation sont tout d'abord, la forme que prend l'intervention publique, ensuite, les structures oligopolistiques du marché, enfin, un taux d'exploitation très élevé. Ces trois conditions représentent les formes particulières de genèse de ces économies et leur articulation à l'économie mondiale.

La crise, est celle du modèle d'accumulation 'excluant' au Mexique. C'est pourquoi, il faut chercher son identité au sein de cette économie périphérique à partir des contradictions propres à ces économies. Or, la crise du modèle d'accumulation provenant du modèle d'industrialisation de substitution d'importations va s'accompagner d'un besoin de recettes (provenant de l'agriculture), afin de financer les importations de produits intermédiaires, de biens d'équipement et le recours à des techniques de production étrangère.

Ce modèle d'accumulation va être jumelé d'un déficit de la balance commerciale. Le secteur agricole va financer presque la moitié du déficit du commerce industriel entre 1961-1965, mais par la suite, cette source de financement va s'épuiser. L'endettement extérieur va alors remplacer l'agriculture. Nous verrons que la dette consentie entre 1972-1976, va poser des limites financières contraignantes à l'intervention de l'Etat. Ce dernier, dans un nouvel effort pour gérer la crise, développera la rente pétrolière dès 1976.

Au Mexique les ressources pétrolières sont propriété de la nation. L'exploitation se fait par une entreprise étatique; la PEMEX (Pétrole Mexicain). A partir de 1976 (durant le sextennat de Lopez Portillo), la production et les exportations d'hydrocarbures ont rapidement augmenté. Le Mexique qui traditionnellement était un exportateur important de produits agricoles, se transforme en exportateur de pétrole - le principal exportateur non-membres de l'OPEP. Les réserves identifiées, passe de 3 milliards de barils en 1973 à 48 milliards de barils en 1983, plaçant le Mexique au rang de

cinquième pays producteur au monde.⁴²

Nous allons voir, que la forte croissance des revenus des exportations du pétrole va recréer les conditions d'une certaine expansion industrielle à court terme, mais qu'elle va finir par faire buter le système sur des contradictions menant à des processus inverses, de désindustrialisation. La pétrolisation de l'économie ne contribue pas à l'amélioration du niveau productif du secteur agricole, ni à l'amélioration du revenu rural et donc à la reproduction de l'économie paysanne. Elle ne fait qu'assurer à l'Etat une marge d'autonomie financière qui lui permettra d'importer et de commercialiser à travers la CONASUPO, les produits alimentaires de base qu'il vend à des prix subventionnés aux zones urbaines et rurales. Elle permet à l'Etat de rétablir un certain support populaire et une base de légitimation.

I. ...TOUJOURS SUR LA CRISE ET L'ETAT

La crise dont nous avons parlé au chapitre 1, est celle d'un mode d'accumulation spécifique. Ce mode d'accumulation est 'excluant', parce que, comme dit P. Salama, son dynamisme est fondé sur sa capacité d'exclure la majorité de la population des fruits de la croissance.⁴³ Or, la crise du modèle d'accumulation au Mexique peut être caractérisée par une situation de solde négatif en balance de paiements et donc d'un déficit fiscal.

La crise va créer des transformations particulières dans le type d'intervention publique que le régime politique met en oeuvre. Paniagua-Ruiz écrit:

Du point de vue de l'Etat, la crise peut être définie comme ce moment où la capacité régulatrice des interventions de l'Etat est mise en échec. Du point de vue du capital, la crise marque l'épuisement des forces, prises dans leur ensemble, qui contrecarrent la baisse tendancielle du taux de profit. Enfin, du point de vue de l'interaction entre l'Etat et le capital, la crise marque l'apparition d'une intervention publique spécifique pour faire face aux difficultés globales de l'accumulation et de la domination.⁴⁴

⁴² Villagomez, A., (1984), p. 106.

⁴³ Salama, P., (1984), p. 102.

Il faut alors reprendre la double nature de l'Etat capitaliste, à la fois produit et producteur puisque se déployant sur la société sous la forme de régime politique. La notion de *dépenses publiques* désigne une présence, celle de l'Etat déployé dans l'espace de la reproduction du capital, et qui porte en elle les déterminants propres à l'espace de la reproduction de l'Etat. Or, la forme et la structure des dépenses publiques vont être soumises aux tensions qui résultent des contradictions du régime d'accumulation et des processus de légitimation du régime politique.

Dans le cas du Mexique, c'est surtout la contrainte financière de la balance des paiements qui détermine l'évolution des dépenses publiques, notamment d'investissement productif, et les contraintes politiques et de rentabilité qui définissent la structure du financement. L'intervention publique se voit contrainte à rationaliser les dépenses publiques en hiérarchisant les investissements en fonction des contraintes du moment. C'est ce qui explique en outre, les hausses et baisses conjoncturelles des différents types d'investissements publics: promotion agricole (l'Etat gère ses investissements vers le secteur commercial de l'agriculture en vue de l'exportation de produits alimentaires - voir chapitre 3), promotion industrielle, ou encore pétrolière à partir de 1976. L'investissement du gouvernement mexicain est un facteur décisif dans l'orientation du développement industriel national. Il définit les priorités de l'Etat, en matière d'industrialisation.

A) LA STRUCTURE DE L'ETAT-PRI

L'Etat se déploie en tant qu'Etat abstrait et en tant que régime politique. Le régime politique c'est la forme d'existence de l'Etat. L'originalité du régime politique mexicain est attribuable à sa structure politique. Elle est de type corporatiste. Encore plus; elle est l'expression d'un corporatisme 'incluant', puisqu'elle regroupe en elle différentes catégories sociales, à savoir: les paysans, les ouvriers industriels, la classe moyenne et les entrepreneurs. Ces catégories sont des émanations de trois secteurs: le secteur paysan (Confédération Nationale Paysanne), le secteur ouvrier

⁴⁴ Paniagua-Ruiz, R., (1983), p. 221.

(Confédération des travailleurs Mexicains) et le secteur populaire (Confédération Nationale d'Organisations Populaires), incorporés formellement à l'Etat-PRI (Parti Révolutionnaire Institutionnel). La dernière catégorie, les entrepreneurs, s'associe à la confédération nationale des chambres de commerce (CONCANACO) ou à la confédération nationale des chambres d'industrie (CONCAMIN).

Etat abstrait - fonction régénération et régime politique - fonction légitimation représentent l'Etat-PRI, dont la structure représente un nationalisme révolutionnaire hérité de 1910. La particularité du corporatisme mexicain c'est l'alliance que l'Etat a établie avec le secteur majoritaire des syndiqués⁴⁵ (leur nombre respectif d'affiliés s'élevaient en mi 70 à 9 millions de paysans, 2 millions de travailleurs et 3 millions pour les strates populaires). Il y a une relation organique entre la société mexicaine et l'Etat-PRI. Celle-ci est le facteur clé de la stabilité du système.

De par sa structure, le PRI 'libère l'Etat pour contrôler la population'⁴⁶ ce qui en revanche lui permet dans l'actuelle conjoncture de crise, de faire face au constat de la double nécessité de relégitimation de l'Etat et de restructuration du modèle d'accumulation. Le pacte social que le PRI a établi avec les trois secteurs de la société mexicaine, assure un aspect populaire au gouvernement mexicain et une base de légitimation qui lui permet en retour d'assurer la reproduction du capital. Ce pacte est facteur de stabilité du système, puisqu'il permet de centraliser les luttes revendicatrices des masses populaires au niveau national et d'approfondir la mobilisation de masse, tout en favorisant l'Etat dans son projet nationaliste, visant à développer l'industrialisation capitaliste du pays.

"Le corporatisme peut être définie comme un système de représentation d'intérêts dans lequel les unités constitutives s'organisent en un nombre limité de catégories fonctionnelles et différenciées qui sont singulières. [...] L'Etat reconnaît ou légalise (et même crée) ces unités constitutives et leur octroie un monopole délibéré de représentation à l'intérieur de leurs catégories respectives en échange d'un certain contrôle dans la sélection de leurs dirigeants et dans leur manifestation de

⁴⁵ Hector, C., (1985), Schéma p. 66 et p. 68.

⁴⁶ Sloan, J., (1985), p. 4.

demandes et supports", écrit P. Schmitter.⁴⁷

Les organisations corporatives ne sont plus des émanations du monde du travail, mais rattachées à l'Etat, ce qui présente l'avantage d'éviter la lutte des classes, puisqu'il réunit dans un même organisme, les syndicats patronaux et ouvriers. Le PRI, comme dirait la locution; 'Divise pour Régner' les différents secteurs de la société.

En se basant sur un article de J. F. Leal,⁴⁸ Alschuler écrit: "Est-ce que le corporatisme mexicain est l'infrastructure de sa dépendance ou au contraire, la meilleure défense contre sa dépendance?"⁴⁹

Partant du gouvernement de Lazaro Cardenas (Décembre 1934-1940), le projet corporatiste repose sur un nationalisme économique et un populisme politique. En 1938, l'expropriation des compagnies pétrolières étrangères et la nationalisation de cette industrie, pour se libérer de l'impérialisme, reçoit l'appui des secteurs agricoles et ouvriers. À présent, il semblerait que la structure corporatiste du gouvernement mexicain tend à soumettre idéologiquement et politiquement les masses populaires au projet d'accumulation 'excluant' entrepris par l'Etat et qui a pour conséquence, d'intégrer de plus en plus l'économie nationale à l'économie mondiale et à celle des Etats-Unis (ceci est particulièrement évident dans le cas de l'agriculture et du pétrole).

Leal identifie la période post-Cardeniste de 'clientéliste'. Cette période reflète une croissance rapide de l'industrialisation et de l'urbanisation et donc la mobilisation par l'Etat de nouveaux groupes industriels, financiers, commerciaux et bureaucratique. Les secteurs paysans et ouvriers, ayant bénéficié du pacte paysan - ouvrier - PRI, lors de l'époque de Cardenas, deviennent durant la période clientéliste, une force de travail bon marché subissant l'exploitation des entreprises nationales et étrangères. Ce qui en somme répond à la question d'Alschuler, à savoir; le corporatisme est une

⁴⁷ Schmitter, P., (1974), pps. 93-94. Pris de Alschuler, L., (1977), p. 169.

⁴⁸ Leal, J. F., (1975).

⁴⁹ Alschuler, L., (1977), p. 168.

structure de domination qui permet au PRI d'assurer une exploitation de la force de travail par les firmes nationales et multinationales et un contrôle de la société mexicaine dans son ensemble.

Le régime politique mexicain a fonctionné pendant les années de croissance soutenue, selon un principe de conciliation d'intérêts contradictoires, opérant leur codification au sein de formes institutionnelles dont la logique était déterminée par l'impulsion d'un projet de consolidation de l'Etat (discours anti-impérialiste) et d'industrialisation interne (discours développementiste). Les classes sociales ont longtemps accepté l'essence de ces deux discours. C'est ainsi que l'Etat et son mode d'intervention publique ont bénéficié d'une assez large légitimité.

Ayant établi cette base, il nous est possible à présent de comprendre comment l'Etat mexicain a géré la crise en l'orientant vers un nouveau modèle d'accumulation (régénération), tout en assurant sa propre reproduction (légitimation).

II. SPECIFICITE DE LA RENTE

Partant de la spécificité de la rente comme forme de surplus, il apparaît qu'au Mexique, la rente prend successivement trois formes différentes: a. rente agricole (1950-1965); b. rente prenant la figure d'emprunt extérieur (1972-1976); c. rente pétrolière (à partir de 1976).⁵⁰

La rente non-capitaliste, se réfère à une relation de production et à une forme d' *appropriation direct de l'excédent*.⁵¹ Ici, l'excédent est conçu comme étant un excédent sur le profit (distinct donc du travail et du capital investis dans la productivité de la terre). Alors que dans le mode de production capitaliste, ajoute Esteva, la rente se réfère au transfert de plus-value à la classe dominante. A. Corten⁵² y ajoute une nuance; la rente est un *excédent libre*. Elle possède un

⁵⁰ Corten, A., (1984), p. 21.

⁵¹ Esteva, G., (1980), p. 87.

⁵² Corten, A., (1985).

caractère contradictoire: D'une part il y a libération, de l'autre rétention. L'Etat-PRI au Mexique, de par sa structure et son alliance avec les syndicats paysans et ouvriers, permet la rétention de la rente. Il procède à un transfert d'excédent vers d'autres secteurs d'accumulation, dans son continuel effort pour reproduire le capital.

Ce qui rejoint Salama et Mathias lorsqu'ils disent que l'Etat agit sur la tendance à la péréquation des taux de profit.

Le mouvement du capital ne se conçoit que s'il existe un différentiel des taux de profit. C'est la tendance à l'annuler et, ce faisant à le reproduire qui caractérise le procès même de l'accumulation. L'intervention de l'Etat agit sur la dévalorisation du capital, conduit à une dépréciation de certaines fractions du capital constant. Cette double action se traduit par une amélioration des taux de profit dans les branches de pointe.⁵³

L'Etat dirige donc son intervention vers certains secteurs qui deviendront les moteurs de l'accumulation. L'action de l'Etat dans le cycle du capital cherche à développer la productivité et la rentabilité, directement à travers son secteur productif, ou indirectement à travers la création de conditions qui permettent au secteur privé de les développer.

Ceci nécessite tout d'abord un certain nombre de rapports sociaux qui prennent forme au sein du régime corporatiste de l'Etat mexicain et qui permettent ce mouvement contradictoire de rétention et de libération de la rente. Cette structure, se base sur le double pacte paysan et ouvrier. Analysons-le.

Le pacte paysan implique qu'en échange d'une distribution des terres (éjido) et de la garantie des prix aux producteurs agricoles (nous verrons plus loin que le prix de garantie pour les produits vivriers tel que le maïs et les haricots, ont subi un gel entre 1963-1973), le secteur paysan doit fournir des produits vivriers dans des conditions de productivité qui permettent à la fois de maintenir les salaires à un niveau bas, d'une part, et d'autre part qu'une importante rente différentielle soit dégagée dans un secteur de grandes exploitations (agriculture commerciale) que l'Etat supporte. Le mouvement de libération et de reproduction peut être perçu dans les efforts de l'Etat à encourager

⁵³ Salama, P. Mathias, G., (1983), p. 50.

l'agriculture commerciale par ses investissements et crédits. Cette rente différentielle relève de l'existence de deux agricultures⁵⁴ - celle du nord où sont concentrés les grandes exploitations commerciales (viandes, tomates, fraises), et - celle du centre et du sud, productrice d'aliments vivriers (maïs, haricot, sucre). En n'assurant pas économiquement et politiquement la reproduction de l'agriculture paysanne, elle aboutit à épuiser la rente agricole de plus en plus déterminée par les besoins d'importation de produits alimentaires.

Le pacte ouvrier assure à l'Etat, à travers le contrôle syndical, et en échange d'un certain nombre d'avantages sociaux et salariaux, un pouvoir dans l'allocation et la rétention de la rente. Ceci, a permis dit André Corten;⁵⁵ "le développement d'une société salariale sur la base de laquelle est mobilisée une rente nouvelle: l'endettement, considéré comme une rente, dans la mesure où il résulte d'une abondance de pétro-dollars qui ne se trouvent plus à s'investir dans les pays industrialisés en crise mais où il apparaît comme argent libéré (à l'inverse de l'investissement direct). La société salariale mobilise cette rente comme transfert d'excédent, (notamment dans le secteur des biens durables)".

A partir du moment où le secteur agraire ne génère plus une rente suffisante, qui puisse financer l'industrialisation nationale, la rente pétrolière va faire son apparition. Le transfert de l'excédent de l'agriculture vers le pétrole, s'accompagne d'une modification dans la façon d'après laquelle l'Etat gère la population mexicaine et assure la reproduction de la force de travail (nous reviendrons).

La rente pétrolière va permettre l'importation d'aliments que le secteur agraire ne produit plus qu'à une échelle de subsistance (c'est le cas du maïs par exemple). C'est à travers cette rente que l'Etat finance l'approvisionnement de biens alimentaires. Or, l'Etat nous allons le voir, assure la reproduction de la force de travail, en grande partie à travers ce 'stock' alimentaire.⁵⁶ Ce dernier agit

⁵⁴ Voir chapitre 3 de la thèse.

⁵⁵ Corten, A., (1985), p. 24.

⁵⁶ Le mot 'stock' est utilisé par A. Corten, pour désigner les réserves alimentaires que l'Etat importe grâce aux

en tant que support à la société salariale, puisque le salaire n'est pas suffisant pour reproduire à lui seul la force de travail. Dans ce sens, les ressources pétrolières permettent à la fois de contenir les hausses de salaire (exploitation plus intense de la force de travail) qui permet une meilleure accumulation du capital, mais, elles permettent aussi d'assurer la reproduction de l'Etat, en lui fournissant une certaine légitimité à travers ce stock alimentaire.

A) SUR LA RENTE PETROLIERE

L'endettement extérieur, privé et public, va venir se greffer sur les formes traditionnelles de financement du modèle d'accumulation 'excluant'. Ce dernier est caractérisé par un déficit fiscal, un taux de plus-value élevé et des investissements étrangers directs.

Une des contraintes à l'accumulation et à l'industrialisation à la périphérie, c'est l'absence d'une accumulation primitive telle que celle-ci a eu lieu dans les économies centrales. En son absence, il fallait créer autrement le capital argent permettant le financement de l'accumulation. La solution apportée a été une logique d'accumulation excluante et concentrée, faisant des industries produisant des biens de consommation durables, l'axe de l'accumulation et cela sous la triple impulsion de l'industrie nationale implantée, de l'Etat à travers son mode de l'intervention publique et des firmes multinationales servant de support et de moteur à l'industrialisation. Or, chacun de ces éléments moteur est porteur de contradictions spécifiques qui exigent le recours au financement externe.

Durant les années 50 et la première moitié des années 60 (jusqu'à 1965), le financement de l'accumulation était assuré par les exportations de biens agricoles. Nous allons voir cependant (chapitre 3), que l'intervention de l'Etat, s'est centrée sur le développement industriel laissant l'agriculture sans les appuis nécessaires à sa reproduction (surtout en ce qui concerne le sous-secteur paysan).⁵⁷ Donc, dès 1965, cette source de financement commence à s'épuiser en tant que source de

devises provenant de la vente de pétrole et qu'il distribue à un prix subventionné. Corten, A., (1984).

devises, car le modèle d'accumulation ne fait rien pour maintenir la rentabilité et la productivité du secteur exportateur traditionnel.⁵⁸

Nous avons dit que le fonctionnement du régime d'accumulation excluait une détérioration structurelle de la balance commerciale, qui ne se compense qu'avec le recours à l'endettement extérieur ou l'investissement étranger. L'endettement des années soixante-dix (1972 - 1976) a conduit à la transformation du régime d'accumulation en économie d'endettement. Le recours à la dette externe durant ces années, est le résultat de la crise de ce régime d'accumulation et du type d'intervention publique mise en oeuvre pour tenter de réaliser, une gestion de la crise qui ne mette pas en cause les formes institutionnelles du régime d'accumulation, mais aussi, une sortie de crise qui transforme la situation de crise en une situation de reprise de l'industrialisation nationale. Cet endettement a pour objectif de financer les "conditions matérielles de la reproduction élargie du capital",⁵⁹ dans la mesure où les moyens de production nécessaires pour engager le procès de production ne sont pas produits intérieurement mais doivent être importés. C'est ainsi, que le solde de la dette publique externe passe de 4 milliards de dollars en 1970 à 22 milliards de dollars en 1977. Elle représente de plus 28.2% du montant déboursé dans le produit intérieur brut (PIB) en 1979 et passe à 61.4% en 1982.⁶⁰

Suivant la dévaluation du peso de 1976, le Mexique se retrouve dans une situation de crise financière. La gestion et la sortie de crise ne peuvent manquer de créer un déficit de légitimation, résultat dit Paniagua-Ruiz; "du réaménagement nécessaire des conditions de mise en valeur du capital".⁶¹

⁵⁷ La distribution sectorielle des investissements publics pour les années 1965-1969, est de 10.6% pour l'agriculture et 41.0% pour le secteur industriel; 1975-1979, 17.4% pour le secteur agricole et 42.1% pour le secteur industriel. Voir Barkin, D. Suarez, B., (1982), p. 114.

⁵⁸ Cette idée sera reprise et traitée à fond, dans le chapitre 3 du travail où il sera question du secteur agricole à la périphérie et plus spécifiquement au Mexique.

⁵⁹ Paniagua-Ruiz, R., (1983), p. 198.

⁶⁰ Banco de Mexico., rapport annuel (1980 et 1984).

⁶¹ Op. Cit., (1983), p. 220.

A partir de 1978, le plan de sortie de crise comporte deux aspects:

- Un aspect qui cherchait à créer les conditions de nouvelles bases de légitimation, par l'aide à la production et la commercialisation de biens de consommation populaire. Ceci se fera à travers la CONASUPO - l'institution régulatrice du complexe de grains. (Nous nous limitons ici à la mentionner, son rôle sera repris plus loin dans ce chapitre).

- Un aspect accumulation qui répondrait aux contraintes qui se faisaient sentir sur la reproduction élargie: Promotion des exportations de produits manufacturés et développement de la section I produisant les moyens de production et les biens d'équipement. La source de financement de ces deux volets du plan, était bien entendu: l'excédent pétrolier.

La relance du modèle d'accumulation est axée sur une politique de développement de l'industrie pétrolière et pétrochimique. Or, la croissance explosive de la production pétrolière repose sur un endettement important de la compagnie étatique de pétrole (PEMEX).

Le 'boom' pétrolier, s'est accompagné par un boom des investissements publics dans le secteur pétrochimique. En 1975, ils ont enregistré une augmentation de 131.8% en comparaison avec 1974. Cette même année (1975), le gouvernement a subventionné la PEMEX, jusqu'à lui allouer 54.6% de ses coûts de capital.⁶² L'importance de ces dépenses publiques a conduit à la fin du sextennat de Luis Echeverria (1970-1976) à un endettement croissant et énorme.

Cet investissement massif, démontre d'évidents signes de changement dans la politique pétrolière nationale. Le développement de cette ressource énergétique a accéléré l'intégration du pays au marché mondial et a modifié les priorités nationales d'industrialisation par une nouvelle stratégie d'accumulation.

Parallèlement à cette croissance du secteur pétrolier, l'agriculture quant à elle stagne. La pétrolisation de l'économie mexicaine et le développement de cette industrie en tant qu'axe central de

⁶² Colmenarez, F., (1982), p. 157.

l'industrialisation sont plus qu'évidents et sont accompagnés par une détérioration croissante des secteurs non-pétroliers et surtout du secteur agricole. Ce déséquilibre dans la croissance sectorielle va provoquer un accroissement de la dépendance de l'économie vis-à-vis de l'excédent pétrolier pour financer les importations de biens de capital et des biens agricoles dans un contexte où les exportations des autres secteurs marquent un arrêt de leur croissance et où quelques secteurs auparavant exportateurs deviennent importateurs nets. C'est notamment le cas de l'agriculture.⁶³ Le pétrole devient progressivement, et c'est là un élément fondamental de la politique industrielle de cette période, le moteur de la croissance. La politique industrielle est à deux tranchants:

D'un côté on augmente les dépenses publiques pour répondre aux priorités suivantes: production et distribution d'aliments, reliées à l'essoufflement du secteur agraire (renouveau de légitimation); élargissement de la capacité de production du secteur énergétique, relié à la contrainte externe qui exige plus d'exportations pour financer les importations nécessaires à l'industrie (renouveau de l'accumulation).

D'un autre côté, l'intervention publique va marquer une gestion des sources de financement. L'Etat va fixer les priorités économiques qui servent à définir un contrôle sélectif du crédit public par activités ou zones économiques. Lors de cette période, la première priorité sera la production de biens de consommations durables et intermédiaires; la seconde, ce seront les biens de capital et les entrants stratégiques pour le secteur industriel (i.e., agro-industrielles). En conséquence, tous les modes de l'intervention publique cherchent à appuyer le développement de l'appareil productif. Leurs financements est assurés par les ressources des exportations pétrolières et par l'endettement externe.

Selon Hector Guillen-Romo;

Cette politique est vouée à l'échec car elle n'a pas été accompagnée d'une intégration industrielle, ni d'une diversification des sources de devises, autrement dit d'un développement des industries exportatrices de biens manufacturés. [...] En effet, le succès pétrolier commence à avoir un effet négatif sur la compétitivité du secteur industriel dans la mesure où toute la stratégie pour résoudre le déséquilibre extérieur a été axée sur l'exportation massive du pétrole et les efforts pour améliorer la capacité de

⁶³ Le chapitre 3 traite en détail de cet élément important de la stagnation du secteur agricole. Nous ne faisons ici que l'énoncer.

l'appareil productif du secteur industriel sont passés au second plan.⁶⁴

Bien que les exportations et les excédents pétroliers produisent une brève période d'expansion économique, (les exportations pétrolières passent de 3.975 à 10.441 millions de dollars de 1979 à 1980), la détérioration du commerce non-pétrolier conduit au déficit des comptes courants qui passe de 4.8 milliards de dollars en 1979 à 6.6 milliards de dollars en 1980. Le solde de la balance commerciale ira en se dégradant d'année en année, car cette croissance dans les revenus pétroliers s'accompagne d'une augmentation plus que proportionnelle des importations et cela d'autant plus que le coefficient des importations des secteurs les plus dynamiques dans l'économie est parmi les plus élevés. Il s'agit surtout de biens de capital requis par le secteur pétrolier et pétrochimique, ainsi que des importations de biens agricoles. Avec le pétrole, le taux de couverture des importations par les exportations va atteindre 80.3% en 1980, 81.1% en 1981 et 145% en 1982.⁶⁵

"En refusant d'investir dans les secteurs dits traditionnels, on se prive à terme des ressources extérieures dont on a par ailleurs tant besoin; de plus en mettant l'accent sur le développement de secteurs hautement capitalistiques, on se condamne à dépendre de plus en plus de ces mêmes ressources extérieures", écrit Besnainou.⁶⁶ C'est le résultat des contradictions de l'intervention publique de la période, mais aussi de ce qu'elle avait été pendant les années de croissance (suivant le boom pétrolier). Ceci est particulièrement vrai en ce qui concerne le secteur agricole.⁶⁷

L'économie mexicaine reflète de par son comportement, sa profonde intégration à l'économie mondiale capitaliste, dévoilant clairement le projet global de l'Etat mexicain dans son appui à une croissante accumulation de capital. Le pétrole, utilisé par l'Etat en tant qu'instrument stratégique de la politique économique, a démontré à court terme son impact, mais aussi ses limites. Il a démontré

⁶⁴ Guillen-Romo, H., (1982), p. 230.

⁶⁵ Op. Cit., Banco de Mexico.

⁶⁶ Besnainou, D., (1982), p. 228.

⁶⁷ Voir chapitre 3 de la thèse.

aussi l'incapacité de l'Etat de lancer un projet de développement pouvant assurer l'autonomie financière du pays et pouvant contrecarrer les effets de la crise. L'Etat a poussé l'essor économique à la limite de ses possibilités. La capacité de l'appareil productif ne permettant pas d'utiliser toutes les ressources financières disponibles, il s'est produit un phénomène de pétrolisation de l'économie. Ce paradoxe a donc conduit à un développement inégal entre les branches distinctes de la production. En conséquence, la tendance a été de recourir aux marchés étrangers pour obtenir les biens nécessaires pour l'industrie. Ces importations nécessitent de plus en plus, le recours à la dette, mais aussi l'accroissement des exportations pétrolières pour les rentrées de devises et enfin, un gel des salaires, pour un plus haut taux d'exploitation et d'accumulation.

La stratégie d'accumulation pétrolière doit donc assurer le financement de la structure productive en tant qu'axe d'accumulation. Or, l'évolution récente de l'économie présente des perspectives inquiétantes. Les projets de réorientation de l'ensemble de l'économie, à travers une réduction des niveaux de dépendance technologique et financière et une insertion plus favorable au sein de la division internationale du travail et du marché mondial, ainsi que les projets de relance du secteur agricole à travers des investissements publics massifs, en bref, les efforts d'industrialisation du gouvernement mexicain ont été bloqués par trois phénomènes,⁶⁸ qui ont, en outre, accentués la crise qui se traduit en 1982 par une nouvelle dévaluation du pesos. 1) La hausse des taux d'intérêts internationaux et la montée du dollar sur le marché international conduit à l'alourdissement du poids de la dette contractée durant les années soixante-dix. (Entre 1977-1981, les taux d'intérêts aux Etats-Unis est passé de 5% à 15%). La détérioration de la balance des paiements force l'Etat à se surendetter. De plus, écrit C. Boucher; "la surévaluation de la monnaie nationale, soutenue dans le but de fournir à l'appareil productif des matières et biens de production étrangers à bon marché, a encouragé une fuite énorme de capitaux financiers".⁶⁹ 2) Le protectionnisme des économies centrales surtout celle des Etats-Unis, avec qui le Mexique entretient beaucoup de liens commerciaux, ne permet pas qu'augmentent les exportations de certains produits, pouvant appaiser le déficit de la

⁶⁸ Voir Paniagua-Ruiz, R., (1983), p. 227..

⁶⁹ Boucher, C., (1984), p. 199.

balance commerciale et l'état de l'endettement.⁷⁰ 3) La baisse du prix du pétrole dès 1982, ce qui en retour ne permet plus de contrecarrer les tendances 1 et 2 ci-haut décrites.

III. PETROLE ET ALIMENTATION

A) L'IMPACT SOCIO-ECONOMIQUE DE LA CONASUPO

La compagnie nationale de ravitaillement populaire a été créée en 1959 par le gouvernement mexicain, dans le but de réguler le marché d'aliments mais surtout de grains. Les fonctions de la CONASUPO se limitait alors à l'application de la politique des prix de garantie pour certains produits et l'intervention quantitative sur le marché pour régulariser l'offre. La CONASUPO contrôle le complexe des grains au Mexique. C'est elle qui se charge d'importer lorsque l'offre nationale est insuffisante et d'exporter en cas de surplus. Elle est aussi un instrument efficaces pour transmettre les politiques étatiques aux producteurs agricoles, (par exemple, la fixation des prix de garanties pour le maïs ou l'haricot). Dans ce sens la CONASUPO est un des agents de l'internationalisation du secteur agraire. Nous y reviendrons. Avec l'aide de la COPLAMAR (coordination fédérale du plan national des zones défavorisées et des groupes marginalisés), et de l'INI (institut national indigéniste), CONASUPO organise en 1977, un réseau commercial d'achat et de vente de grains à des prix garantis. Les magasins de la CONASUPO vendent alors quatre produits de base: Maïs, haricot, sucre et riz. En 1982, se chiffre passe à vingt-sept.⁷¹ Cette même année, la compagnie doit importer 32% de la production nationale de maïs, afin de maintenir une offre adéquate pour les besoins nationaux. Ceci nous fait remarquer que: 1) A cause des importations croissantes, la CONASUPO se voit obligée à renforcer ses actions de commercialisation des biens alimentaires, aux dépens de ces initiatives d'appui à la production. 2) La culture de maïs est étroitement reliée à la fixation du salaire

⁷⁰ C'est le cas par exemple des produits agricoles tel que la tomate ou la viande de bétail, qui ont subi le protectionnisme américain dès la fin des années 70. Voir chapitre 3, section I.

⁷¹ Masferrer Kan, E., (1983), p. 7.

minimum dans les zones urbaines. Dans la mesure où le prix de garanti pour ce grain n'a pas subi de hausse entre 1963-1973 et que de surcroît aucun investissement public n'a été assigné à cette culture, alors même que le soja et le sorgho en tant que cultures commerciales enregistrent une hausse, le maïs se confine à l'agriculture paysanne de subsistance, en même temps que plusieurs paysans se refoulent sur des cultures plus rentables. La CONASUPO doit dès lors importer. Elle remplit le rôle important d'approvisionnement des zones urbaines, permet le gel des salaires urbains, et remplit les fonctions d'approvisionnement que le secteur agraire ne peut plus assumer. 3) La CONASUPO distribue et commercialise les biens importés à un prix 40% inférieur au prix d'acquisition⁷², en tant que subside à la consommation.

CONASUPO, l'institution régulatrice dans son effort pour maintenir la stabilité des prix des aliments de base, a suivi la pratique de subside des intrants nécessaires pour l'industrie productrice d'aliments. La pratique de vendre à l'industrie alimentaire à des prix de garanties, et de surplus à des prix inférieurs au prix d'acquisition, implique un autre subside *différentiel* destiné à couvrir la marge de différence entre le prix d'acquisition et son prix de vente. Or, vu que la compagnie est plus active en milieu urbain et que son offre est destinée fondamentalement au secteur urbano-industriel, composé par le grand capital national et international, c'est donc ce secteur qui effectivement bénéficie des politiques de subsides, en éliminant son objectif social. Dans ce sens qu'il ne bénéficie plus aux classes marginalisées rurales et urbaines, et à la production d'aliments vivriers, mais aux grandes firmes agro-industrielles nationales et étrangères produisant des aliments élaborés et à haute rentabilité.⁷³

Durant la période axée sur l'avantage comparatif du secteur agraire (ce point fait l'objet de la section I, partie B, du chapitre 3), la CONASUPO a opéré un changement dans sa politique. Au lieu de supporter l'économie paysanne, par son appui à la production (subside à la production) de biens vivriers, elle a orienté son attention vers l'importation de grandes quantités de ces biens alimentaires

⁷² Ibid., p. 7.

⁷³ Guadarrama Sistos, R., (1983), pps. 123-124.

sur les marchés internationaux. Ceci a été possible en partie par le nouveau revenu financier de l'État: La rente pétrolière. A travers cette politique, la CONASUPO a conduit à l'internationalisation du complexe de grains ignorant de par là, la stagnation du revenu rural dépendant en grande mesure sur ces cultures traditionnelles dont le maïs.

Cet exposé nous a servi pour éclairer le rôle que joue la CONASUPO dans ses efforts pour supporter l'État dans ses politiques d'industrialisation, ainsi que pour appuyer l'intervention publique dans le secteur commercial de l'agriculture. Nous savons que les revenus pétrolier n'ont pas initié une réforme agraire (le gouvernement Lopez Portillo a bien lancé le système alimentaire mexicain (SAM) à la suite de la croissance des exportations d'hydrocarbures, mais ce dernier est demeuré sans lendemain n'ayant pas réussi à transformer la structure bimodale du secteur agricole). Nous allons à présent examiner la relation entre pétrole et alimentation.

Dans un article sur la relation entre pétrole et abandon de l'agriculture, Sam Lanfranco résume le point sur la situation de façon concise. Il écrit à cet effet:

Food is the major wages good for urban labor and an important component of the competitive position of Mexican manufactures in export markets. Rural surpluses at low prices are required in the urban sector to keep urban wage rates low. The problem becomes how to extract an increased food surplus from the rural sector at minimum prices. We know, and the CHAC model confirms, that the agricultural supply response depends upon the agricultural terms-of-trade. [...] For Mexico, CONASUPO could, and does, buy output at subsidized prices and supply it to the urban market at less than cost. [...] Mexico's oil tempts the government to supply the urban market with imported foodstuffs, subsidized by oil revenues. In this form the subsidies are not inflationary and guarantee a cheap wages good to the industrial sector independent of the successes or failures of policy in the agricultural sector.⁷⁴

Le subside est *ordinairement* associé aux prix de garantie, en tant que prix aux producteurs (surtout pour les cultures vivrières), en tant que subside aux paysans. A présent, dû aux recettes provenant des exportations du secteur énergétique, il semblerait moins cher et plus facile d'importer des aliments qu'on ne produit plus pour le marché en quantité suffisante, plutôt que d'appuyer la production de cultures vivrières. En somme, le subside est actuellement octroyé en tant que subside à

⁷⁴ Lanfranco, S., (1981), p. 14.

la consommation , plutôt que comme un subside à la production.⁷⁵ Ce changement a été possible grâce aux devises générées par le pétrole.

La CONASUPO constitue en somme, une base de légitimation et un moyen de rétablir le support populaire pour l'Etat-PRI. D'un côté, elle fait partie des efforts de l'Etat pour induire une amélioration du bien-être social en milieu rural et urbain, puisqu'à travers son subside à la consommation, elle permet une réduction de 40% du prix d'acquisition. Ceci permet un meilleur pouvoir d'achat de la population, surtout lorsque nous savons que le salaire minimum a perdu 31% de son pouvoir d'achat entre octobre 1976 et janvier 1983, en raison de l'inflation qui a suivi les dévaluations du pesos de 1976 et 1982. D'un autre côté, elle appaise les pressions sociales, en remplissant les fonctions du secteur agricole; en approvisionnant les biens alimentaires bon marché pour le secteur urbano-industriel. A travers le subside à la consommation, il est possible de bloquer la hausse des niveaux salariaux. C'est ainsi que la CONASUPO organise socialement le stock alimentaire, assure une partie des coûts de reproduction de la force de travail et fournit les aliments nécessaires pour la consommation populaire. C'est pourquoi nous disons que l'Etat est gestionnaire de la population.

B) SUR LA GESTION DE LA FORCE DE TRAVAIL

Le pétrole va permettre la régénération du modèle d'accumulation et la légitimation de l'Etat. Concernant ce dernier point, l'Etat transforme le lien de la population, aux moyens de production (ici entendu comme étant le salaire), en un lien entre la population et le fournisseur principal des biens de consommation (entendu comme étant des biens alimentaires): l'Etat. Pour mieux comprendre ce point, il est nécessaire d'examiner la gestion étatique de la force de travail.

L'Etat au Mexique se fonde sur les rapports de rente. Il n'est pas un Etat gérant de la force de

⁷⁵ Voir, Esteva, G., (1983), p. 85.

travail. Celle-ci est faiblement socialisée par l'Etat dans les pays sous-développés.⁷⁶ Il y a une gestion libre de la force de travail qui se reproduit pour partie importante soit dans les secteurs 'non-capitaliste' - c'est le cas par exemple du secteur rural, où l'agriculture paysanne de subsistance⁷⁷ assure la reproduction de la force de travail familiale, soit par le développement du secteur informel (dans les zones urbaines) qui permet que certains segments de la production puissent se réaliser dans des conditions d'exploitation de la force de travail (par exemple, le travail d'enfants, salaires plus faibles) et qui revêt une fonction particulière dans la reproduction de la famille.⁷⁸ Dans ce sens, le salaire n'assure pas son rôle de reproduction, car souvent il est insuffisant pour pouvoir lui assigner cette responsabilité. C'est là une des particularités du sous-développement. La seconde particularité des pays sous-développés c'est le fait que l'accroissement de l'intervention de l'Etat est plus important dans le secteur productif.⁷⁹ L'Etat garantit la reproduction du rapport social capitaliste par son intervention sur les taux de profit et sur le niveau des forces productives. La fonction régénération l'emporte donc sur la fonction légitimation. Cette dernière ne constitue toutefois pas un élément moindre. Nous avons vu que la base de légitimation du PRI s'appuie sur un discours qui identifie les contraintes de l'accumulation aux intérêts généraux de la nation, en faisant participer les mouvements sociaux au dépassement de ces contraintes. Ainsi, le projet industrialisant ne nie pas l'existence d'un mouvement paysan et ouvrier mais cherche à les contrôler pour mieux les rendre fonctionnels au projet de développement industriel capitaliste. La forme populiste du régime politique a donc cette particularité de rendre cohérente la fonction régénération de l'Etat avec la fonction légitimation du régime politique. Dans ces conditions, l'intervention de l'Etat pourra aménager les conditions structurelles pour que l'exploitation de la force de travail puisse aller de l'avant, se constituant

⁷⁶ "Il apparaît [...] qu'un trait fondamental [...] est bien l'élargissement des conditions générales de reproduction de la force de travail et du salariat, élargissement qui passe par la constitution et la croissance très rapide du système de sécurité sociale, d'une part, par le développement massif du logement sociale, d'autre part, et par la poursuite de la croissance du système éducatif et culturel, enfin", écrit Bruno Théret pour les pays développés. Cette caractéristique ne s'applique cependant pas aux pays sous-développés. Salama, P. Mathias, G., (1983), p. 55.

⁷⁷ Voir schéma 1, chapitre 3, sur la typologie des producteurs agricoles mexicains.

⁷⁸ Voir Salama, P. Mathias, G., (1983), pps. 55-69.

⁷⁹ Voir à cet effet: Salama, P. Mathias, G., (1983), chapitre 2, partie I et, Paniagua-Ruiz, R., (1983), chapitre 1, sections II et III.

désormais dans l'axe dynamique de l'accumulation, et pourra imposer des politiques de compression de salaires pour compenser à une baisse de productivité. Il y a donc gestion libre de la force de travail.

Le contrôle du stock alimentaire par l'Etat (à travers la CONASUPO), est l'expression d'une forme de mobilisation sociale. L'Etat va organiser socialement la survie alimentaire par le biais des magasins de la CONASUPO qui vendent des produits de base, importés ou produits localement, (elle achète également aux agriculteurs sur le marché national) à des prix subventionnés par les recettes pétrolières. C'est pourquoi nous disons que l'Etat gère la population à travers sa relation aux aliments, bien plus que la force de travail à travers le salaire mais aussi, la sécurité sociale. André Corten écrit:

[...] Le second phénomène qui traduit une transformation générale du fonds des salaires peut être perçue dans la manière dont l'Etat est intervenu dans la subvention des produits de première nécessité. Ces subventions se sont fortement accrues avec l'apparition de la rente pétrolière. Elles ont pour objet de compenser la baisse de la rente agricole _ et sont en partie importante destinées à la production et à la consommation _ et pour effet de maintenir à un prix très bas les aliments de base. La gestion de la population s'en trouve transformée. Alors que celle-ci opérait, avec la rente agricole, à travers un fonds des salaires, maintenant elle se fait dans une organisation du stock alimentaire.⁸⁰

Cette transformation procède d'un déséquilibre entre l'accroissement de la demande et la baisse de la production agricole (surtout de l'agriculture vivrière). Elle résulte d'un changement profond dans la structure de la production rurale qui se traduit (surtout au nord du pays) par le remplacement des cultures vivrières par l'élevage mais aussi par l'agriculture fourragère et maraîchère. L'Etat ne peut profiter de cette base contradictoire que si ses politiques ne tendent pas à affaiblir les termes de la contradiction. Ainsi, la rente pétrolière à partir de 1976, joue dans cette direction en permettant l'importation massive d'aliments. En dernier lieu citons Buzaglo.

The impact of an oil-intensive development strategy on agriculture seems to be mostly negative. The agricultural sector has been incapable of meeting the rapid rise in demand, due partly to technical and institutional constraints, and partly to the deliberate neglect of agriculture which has characterized this strategy - The resulting urban food shortage has been met by rising imports - which are possible only because of increasing oil export revenues.⁸¹

⁸⁰ Corten, A., (1985), p. 10.

⁸¹ Buzaglo, D.J., (1982), p. 17.

Dans le cadre de la substitution des importations, l'essor de la production agricole entre 1934-1965 a constitué une contribution directe importante au développement industriel mexicain. A présent toutefois, le développement industriel pose beaucoup de problèmes à la résolution desquels l'agriculture ne semble plus contribuer.

Nous allons voir dans le chapitre qui suit, que la rente agricole a cessé d'être une source d'accumulation au Mexique et commence à devenir un poids puisque les produits alimentaires doivent être importés. "Tant que l'exploitation et l'exportation des hydrocarbures peuvent continuer de se réaliser, la situation reste supportable, mais l'objectif du développement industriel semble toujours se dérober", écrit Humbert.⁸²

La variable clé est le taux d'exportation, avec la contrainte que celle-ci ne soit pas génératrice d'importations plus importantes que ce qui est exporté. Au Mexique, ces importations augmentent parce que les exportations qui dynamisent la croissance sont elles-mêmes génératrices d'importations directes. C'est le cas du secteur agricole. D'une part le développement du sous-secteur commercial produisant pour l'exportation implique des importations de facteurs de production, machineries et technologie (voir schéma 2, chapitre 3). D'autre part, à mesure qu'augmentent les exportations de ce sous-secteur, parallèlement, il ya délaissement du sous-secteur paysan qui se traduit par une hausse des importations de produits alimentaires. C'est aussi le cas de l'industrie pétrolière, qui nécessite elle aussi des importations de biens de capital et de la technologie.

La situation actuelle au Mexique illustre le fait que l'industrialisation se réalise au détriment des conditions de reproduction du secteur agricole, ce qui, à terme se traduit par une augmentation des importations de ce type de biens. C'est un des éléments de la dépendance alimentaire.

L'intervention publique, depuis 1978 et jusqu'à la crise financière et de rentabilité du secteur productif de 1982, n'a pas pu impulser une croissance capable de créer les conditions pour échapper à la contrainte de l'endettement. Les limites de ce type d'intervention publique et de ce type de

⁸² Humbert, H., (1981), pps. 92-93.

croissance fondée sur le développement de l'industrie pétrolière par un endettement massif sont les limites d'une 'intervention publique de fuite en avant financière'⁸³ qui ne fit rien d'autre que gérer une situation de crise économique où l'économie mexicaine se trouvait depuis la seconde moitié des années soixante. Cette crise dans laquelle se trouve l'économie mexicaine, prend de plus en plus forme à partir du moment où le secteur agraire ne réussit plus à être une source d'accumulation du capital. L'accumulation fonctionne de deux façons, écrit A. Corten: "Elle laisse se maintenir de larges secteurs à très basse productivité en même temps qu'elle permet de convertir les gains de productivité des entreprises, les mieux organisées, en surprofit".⁸⁴

Nous allons voir que le secteur agraire est soumis à ce processus. Alors que le sous-secteur 'commercial' se développe avec un haut taux de rentabilité, le sous-secteur 'paysan' se réduit à l'agriculture de subsistance. Les politiques étatiques tendent à renforcer ce processus de stagnation de ce dernier. C'est ce que nous traiterons dans les sections I et II du prochain chapitre.

⁸³ Paniagua-Ruiz, R., (1983), p. 203.

⁸⁴ Corten, A., (1985), p. 2.

CHAPITRE 3

SUR L'AGRICULTURE DANS UN CAPITALISME PERIPHERIQUE

K. Vergopoulos⁸⁵ définit la dépendance alimentaire comme étant; "la nécessité d'importer des produits alimentaires pour suppléer à la baisse de la production vivrière pour la consommation nationale et de masse au profit de la spécialisation agricole en vue de l'exportation. C'est une dépendance envers les marchés étrangers d'aliments, pour l'approvisionnement en produits de base que souvent le pays ne produit plus. Cela est dû largement à la structure extravertie de la production, car souvent, pour chaque augmentation du produit agricole national, correspond un accroissement du déficit vivrier et, par conséquent des importations". Disposer de surplus agricoles ne suffit pas pour jouir automatiquement de l'autosuffisance alimentaire, parce qu'en somme, toute production agricole n'est pas une production vivrière pour la valeur d'usage, mais peut être une production commerciale pour la valeur d'échange. C'est ainsi que le maïs et les haricots, sont remplacés par les cultures de fraise et de tomate destinées au marché américain. Il s'opère en somme un changement persistant dans la destination de la production agricole, avec une participation croissante de la proportion constituant des ventes pour l'extérieur et une diminution de la proportion constituant des ventes pour la demande nationale. Le secteur agricole prend un nouveau visage. Au Mexique, les cultures commerciales remplacent de plus en plus, les cultures vivrières pour l'alimentation nationale de large consommation.

Ceci est dû à l'internationalisation des activités de production et d'accumulation capitalistes et à la politique étatique, qui, à travers ses investissements pour la mise en place d'une infrastructure (tel que les travaux d'irrigation), a facilité l'implantation des firmes nationales et multinationales agro-industrielles. L'Etat mexicain a dirigé ses crédits et son aide vers le secteur 'commercial' de l'agriculture, perçu comme étant l'élément capable d'amorcer le développement économique et l'industrialisation nationale. L'agriculture 'paysanne' a été laissée en dehors de cette activité de

⁸⁵ Vergopoulos, K., (1984), p. 660.

production et s'est confinée à l'agriculture de subsistance et à celle de l'auto-consommation.

Nous avançons donc une hypothèse, comme quoi, les réformes agraires et les politiques étatiques de relance de l'agriculture pour l'autosuffisance alimentaire, mise en place surtout à partir des années 80 (SAM, PRONAL, PRONADRI), plus que d'être des éléments d'une réforme qui aurait pour base la redistribution des ressources pour le développement de l'éjido ou de l'agriculture paysanne, en tant que cellule sociale, politique et économique importante, sont des outils d'apaisement des tensions sociales rurales, adoptés par l'Etat mexicain, dans son continuel effort pour se relégitimer.

I. AGRICULTURE ET ACCUMULATION

Crise alimentaire, dépendance agricole, fin de l'autosuffisance alimentaire. Ces titres ne nous sont certes pas étrangers. La littérature sur le secteur agricole au Tiers-Monde, en Amérique Latine ou encore au Mexique existe en abondance. Plusieurs auteurs ont tenté de comprendre le comportement et les limites d'un secteur traditionnel en proie à une forte crise de croissance.

Certains auteurs ont cependant adopté une approche plus complète en tentant de saisir et d'analyser l'articulation intersectorielle, les relations dynamiques et la nature du lien entre les secteurs: Agricole et Industriel. Ces auteurs, (Arroyo: 1985, 1980); (Rodriguez / Vuskovic: 1984); (Vigorito: 1981); (Barkin / Suarez: 1982), ont pris pour point de départ de leurs études, le rôle du secteur agricole au sein de l'économie nationale et, par là, sa relation avec le reste de l'économie.

Pour analyser l'articulation entre le secteur productif agricole et le reste de l'économie, il devient essentiel de se référer à la nature du régime d'accumulation en place.

Le régime d'accumulation et le niveau d'activités économiques qui en dérivent, sont déterminés, par le rapport entre le secteur producteur de biens de capital et le secteur producteur de

TYPOLOGIE DE PRODUCTEURS AGRICOLES ET CARACTERISTIQUES DIFFERENTIELLES

Schema 1

CATEGORIES	AGRICULTURE PAYSANNE (86.6%)			SECTEUR TRANSITIONNEL (16.2%)	AGRICULTURE COMMERCIALE (1.8%)		
	INFRASUBSISTANCE	SUBSISTANCE	STATIONNAIRE		EXCEDENTAIRE	PETITS	MOYENS
A) Critère de définition	Force de travail fondamentalement familiale. Moins de 25 salariés.			Force de travail salarié et familiale Quelquefois, la PdT salariée est légèrement supérieure à la PdT familiale.	Force de travail principalement sinon exclusivement salariale. Plus de 500 salariés.		
	Le potentiel productif de l'unité est insuffisant pour l'alimentation familiale.	Le potentiel productif dépasse le minimum requis pour l'alimentation familiale mais est insuffisant pour générer un fonds de roulement.	L'unité est capable d'engendrer un excédent au-dessus des besoins de consommation et équivalent au fonds de roulement et certaines réserves pour toutes éventualités.		La production est exclusivement mercantile. Les décisions de quoi et comment produire n'ont rien à voir avec la consommation du producteur et de sa famille.		
B) Superficie cultivable	≤ 4.0 hectares	≥ 4.0 h. ≤ 8.0 h.	> 8.0 h. ≤ 12.0 h.	> 12.0 h. ≤ 25.0 h.	> 25.0 h		
C) Objectif de la production	Reproduction du producteur et de sa famille ainsi que de l'unité de production.			Maximiser le taux de gain et l'accumulation du capital.			
D) Origine de la F.D.T.	- Familiale - Exceptionnellement salariale (Très basse quantité)			Salarial			
E) Technologie utilisée	- Haute Intensité de main-d'œuvre - Basse densité de capital et de facteurs de productions (entrants) Survivance Hauts taux de risque			- Forte densité de capital - Grande proportion de facteurs de production acheter par la valeur du produit final. Analyse de probabilité. Recherche de hauts taux de gains proportionnel au risque Mercantile			
F) Risques et incertitudes	Partiellement mercantile			Mercantile			
G) Destination de la production	Produit familial indivisible réalisé partiellement en espèce			Salaire; rentes et revenus/ Gains, exclusivement pécuniers.			

Source: Construction propre à partir de données et schémas de la CEPAL. Voir: CEPAL... (1982), pps. 79, 109, 110.

biens de consommation.⁸⁶ Cette relation doit à son tour être analysée dans le contexte de l'articulation entre l'économie nationale et l'économie mondiale - c'est-à-dire de la forme d'insertion de l'économie mexicaine à la division internationale du travail.

A) TROIS OBSERVATIONS SUR L'AGRICULTURE ET L'ACCUMULATION

G. Arroyo fait trois observations sur le régime d'accumulation de l'économie mexicaine et le rôle du secteur agricole.⁸⁷

1. De manière croissante, le secteur I, producteur de biens de capital a assumé un caractère essentiellement exogène. Tel qu'illustré par l'exemple de l'agriculture commerciale, il est nécessaire d'établir une relation permanente avec ce secteur des économies développées, afin que celles-ci puissent approvisionner l'industrie nationale mexicaine en biens de capital dont la production locale est impossible. C'est dans ce sens que nous pouvons dire que l'économie mexicaine est structurellement dépendante au sein de la division internationale du travail. Cette dépendance externe, (pour les biens de capital et la technologie), est visible à travers le lien faible existant entre les deux sections de l'économie nationale (biens de capital/ biens de consommation) qui, en retour détermine les relations asymétriques avec l'extérieur et impose des restrictions dans le fonctionnement interne du régime d'accumulation. C'est le début du phénomène d'internationalisation de certains secteurs de l'économie nationale (dont le secteur agricole).

2. Cette caractéristique du régime d'accumulation mexicain est déterminée par le type d'insertion de l'économie nationale à l'économie mondiale et se réfère à la structure du marché interne. En l'absence d'un marché interne suffisamment développé⁸⁸ dont la dynamique proviendrait de

⁸⁶ Voir: Aboites, J. Arroyo, G., (1986).

⁸⁷ Arroyo, G., Séminaire de recherche sur "la relation du secteur agricole avec le reste de l'économie", à l'UAM-Xochimilco, Mexico D.F. le 11 Novembre 1986.

⁸⁸ L'intervention publique a eu, comme effet de permettre l'implantation d'une structure de production semblable

l'inter-relation productive des secteurs I et II, le niveau d'activité dépendrait de l'expansion de la fabrication de biens de consommation et en moindre mesure d'un faible secteur I qui ne commence à se développer qu'au début des années cinquante. Il convient donc d'analyser plus attentivement le secteur II:

Le développement manufacturier protégé par une forte taxe douanière et des barrières à l'importation, dès le début du modèle de 'développement stabilisateur', entraîne deux conséquences: a) L'industrie domestique produit à des coûts élevés et dans des conditions de basse compétitivité internationale. La production se réalise presque exclusivement dans le marché domestique interne et non dans le marché international. b) La présence croissante de FMN, qui réalisent des taux élevés de profit au sein du marché national, conduit à une concentration des moyens de production. Ce processus a été favorisé par la politique étatique d'investissements publics et par les subventions et crédits aux entreprises utilisant une technologie intensive en capital.

À travers cela, s'opère un processus de changement croissant de la structure productive de l'industrie mais aussi de l'agriculture et un 'retard' de l'agriculture paysanne utilisant peu de technologie et produisant à petite échelle. Ce changement structurel du secteur II de l'économie suit la voie des pays du centre, à savoir; intensive en capital et peu utilisatrice de main-d'oeuvre. Ce qui en retour décélère la création d'emplois.

D'un autre côté, la dépendance externe de ce secteur (II) puisqu'il doit importer les biens de capitaux requis pour sa reproduction et sa croissance, ainsi que son incapacité à exporter au marché international, imputent au secteur agricole, la charge de générer des devises pour financer l'importation d'équipements et de technologies essentiels pour le modèle d'industrialisation.

À partir du moment où l'industrie se constitue en tant qu'axe centrale du modèle d'accumulation (modèle de développement stabilisateur) et que l'agriculture paysanne (voir schéma 1) est reléguée au second plan par les politiques étatiques, cette source de financement et de génération

dans quelques segments à la structure de production des pays du centre, alors qu'il n'y a pas en économie périphérique, de norme de consommation de masse qui puisse supporter la dite norme de production.

de devises tend à s'épuiser. Ceci est illustré par la situation prévalente à partir des années 70, lorsque l'importation de facteurs de production et machineries agricoles pour le secteur commercial de l'agriculture, réduit la disponibilité de devises et aggrave le déficit de la balance commerciale agricole avec la nécessité d'importer des aliments de base que le secteur paysan en stagnation ne produit plus en quantités suffisantes pour les besoins nationaux. Deux options se présentent: a) suppléer le manque de devises à travers un autre produit d'exportation. Dès la fin des années 70, le pétrole va assumer cette fonction. b) financer le développement à travers l'endettement. Cet endettement qui sera consenti dans les années soixante-dix à des taux relativement bas, devient un fardeau d'étranglement à partir des années 80 lorsque les taux d'intérêts s'envolent, précipitant ainsi la crise du régime d'accumulation.

3. La dernière caractéristique concerne la fonction spécifique du secteur agricole au sein du modèle d'accumulation. Nous avons dit (et nous allons le voir), que l'action de l'Etat a concouru au développement de l'agriculture commerciale qui adopte les techniques de production introduites durant la révolution verte. Elle a permis aussi l'internationalisation du secteur agraire. Celui-ci est intégré verticalement par l'agro-industrie dominé par le capital transnational. Le procès d'internationalisation se révèle au niveau de cette branche de production (Agriculture commerciale en vue de l'exportation), dans laquelle les grandes firmes agro-industrielles (nationales et étrangères) sont particulièrement actives.

Retenons que dans l'ensemble, l'agriculture paysanne et plus spécifiquement celle de subsistance, n'est pas en mesure d'engendrer une valeur de façon significative, étant soumise à un processus de paupérisation. Le travail de l'unité ne produit pas bien souvent de valeur sociale. L'unité produit pour sa consommation (voir schéma 1). Toutefois, bien souvent, le potentiel productif de l'unité est insuffisant pour permettre un fond de roulement (pour l'achat de facteurs de production, machinerie, etc. ou encore pour permettre des réserves pour toute éventualité). Dans certains cas alors, le travailleur agricole se prolétarise et se fait embaucher dans une plantation commerciale pour recevoir un salaire qui lui permettra d'assurer certains financements en vue de la reproduction de l'unité.

L'agriculture paysanne joue un rôle dans l'accumulation du capital, dans la mesure où elle représente un fond de reproduction de la force de travail (permanente et bon marché), qui se reproduit en partie grâce au salaire et en partie par le fond familial ou l'unité de subsistance. Il y a complémentarité entre salaire et agriculture de subsistance. Cette complémentarité permet à l'Etat de procéder à une gestion libre de la force de travail, et aux grandes firmes agro-industrielles, de profiter d'une main-d'oeuvre bon marché, et donc d'une meilleure accumulation du capital.⁸⁹

Il est important de noter la faiblesse congénitale du régime d'accumulation composé d'un secteur I, faible et dépendant de la technologie provenant de l'étranger et d'un secteur II soumis lui aussi à la dépendance technologique et dont le secteur 'capitaliste' (commerciale), est dominé par le capital transnational. Cette faiblesse est encore plus évidente à partir du moment où l'agriculture ne remplit plus ses fonctions, en tant que source d'approvisionnement en aliments pour le marché interne et en tant que source de devises pour les importations de biens de capital et de la technologie nécessaire pour l'industrialisation. Dans ce sens, les politiques étatiques qui relèguent au second plan le secteur paysan et qui développent le caractère bimodal de l'agriculture à travers l'allocation de crédits et subventions au secteur commercial, ne sont pas compatibles avec les déclarations d'auto-suffisance alimentaire appliquées à travers le SAM (1980-82), le PRONAL (1983-88) et le PRONADRI (1985-88).⁹⁰

Il est temps de se poser la question suivante: Quels sont les rôles de l'agriculture dans un modèle d'accumulation?⁹¹

- Générer des devises à travers un solde positif de la balance commerciale agricole et apporter les ressources financières nécessaires pour soutenir le procès d'accumulation et financer l'industrialisation à travers la création d'excédents agraires exportables. Dans le but de permettre le

⁸⁹ Cette idée ne provient pas de Arroyo, G., mais de Petras, J.F., (1977).

⁹⁰ SAM (Système Alimentaire Mexicain). PRONAL (Programme National d'Alimentation), ce programme se concentre surtout sur les régions sud et sud-est du pays, dans les régions de cultures non-irriguées. PRONADRI (Programme National de Développement Rural Intégré).

⁹¹ Voir: Esteva, G., (1980), Reyes Osorio, S., (1981), Urencio, C., (1983), Alschuler, L., (1981, 1985).

financement partiel des importations de biens de capital destinés au secteur productif industriel.

- Assurer les coûts de reproduction d'une partie de la main-d'oeuvre requise dans les secteurs ruraux et urbains et agir en tant que réserve d'une force de travail permanente et bon marché, à travers un mécanisme de rétention et de libération de la main-d'oeuvre.

- Assurer la satisfaction de la demande interne en biens alimentaires et agir en tant que mécanisme de sécurité alimentaire.

- Assurer au secteur industriel, des aliments et matières premières à prix déprimés et stables, afin de contrôler la hausse des salaires urbains (mais aussi ruraux) et renforcer l'accumulation du capital. À travers ceci, il est facile de déceler le lien irréversible entre le secteur agricole et le secteur industriel. Le premier devant agir comme support au second.

Déjà avec L. Cardenas (1934-1940), la politique ayant pour fin de favoriser une croissance intravertie, afin de supplanter l'ingérence étrangère, avait assigné à l'agriculture la responsabilité d'assurer des aliments à des prix raisonnables pour la satisfaction d'une demande urbaine en accroissement et fournir les devises nécessaires afin d'importer des biens de capital destinés à l'industrie nationale en expansion.

Dès la fin des années soixante-dix, deux caractéristiques illustrent le comportement du secteur agricole mexicain:⁹²

A. Perte de l'autosuffisance alimentaire.

B. Déficit de la balance commerciale agricole.

Ces deux situations (que nous analyserons plus loin), produisent une double crise à savoir: 1. Crise d'approvisionnement en *biens alimentaires* vivriers pour le marché de consommation national. 2.

⁹² Pour (a) voir Barkin, D. Suarez, B., (1982). Voir aussi, schéma 6 (Importations / Exportations de maïs et de blé). Pour (b) Voir, schéma 2 (Importation, exportation et solde de la balance commerciale agricole). Voir aussi, Flores De La Vega, M., (1986) et, schéma 6.

Crise d'approvisionnement en *devises* au secteur urbano-industriel ayant pour fin de financer l'industrialisation et d'agir en tant que source d'accumulation. Saisir la crise du secteur agricole mexicain, c'est alors saisir les limites et l'essoufflement de ce secteur et son impossibilité d'accomplir le rôle qui lui est désigné au sein de l'économie. Les raisons de cet essoufflement seront examinées aux sections II et III du chapitre.

Bien que la crise agricole ne se fait sentir que depuis la fin des années 70, les origines, peuvent être retracées au début du modèle d'accumulation basé sur l'industrie substitutrice d'importations mise en pratique lors du gouvernement Cortines, avec le modèle de 'développement stabilisateur', dont l'axe d'accumulation est l'industrie.

Cette époque est marquée par une perte d'importance du sous-secteur paysan et une nouvelle priorité en matière d'allocation de fonds publics au sous-secteur commercial. Il s'agit de renforcer l'agriculture commerciale à travers une politique de distribution de crédits, de financements de travaux d'irrigation, d'achats de semences, fertilisants, produits chimiques, se situant dans le cadre de la révolution verte - dirigés tous, vers le secteur commercial de l'agriculture - perçu comme étant capable de pouvoir générer les devises nécessaires pour financer l'importation de biens intermédiaires et de capital.

Dans son article, Aguilera Verduzco⁹³ illustre ce point à travers ces indicateurs: Le crédit alloué au secteur agricole entre la période de 1936-1946, se chiffre à 18.91% du crédit public total alloué au différents secteurs de l'économie nationale annuellement. Lors de la période qui suit (1940-1965), on enregistre une baisse dramatique, jusqu'à en arriver à 2.58% annuelle. Ce qu'il est intéressant de remarquer dans les chiffres présentés par Aguilera Verduzco, c'est que cette diminution drastique des crédits est *différentielle*, c'est-à-dire que les crédits destinés au secteur paysan orienté vers les cultures vivrières diminuent entre les deux périodes et passent de 31.44% à 3.92% alors que le secteur commercial orienté vers les cultures d'exportations, bénéficie d'une hausse allant de -20.19% à 22.73% .

⁹³ Aguilera Verduzco, M., (1986), p. 13.

Ces chiffres traduisent bien les priorités du gouvernement mexicain, à savoir; impulser un souffle moderniste à l'agriculture en la dirigeant encore plus vers les marchés d'exportations. Ceci mènera, outre la modernisation d' *un* sous-secteur de l'agriculture, à un processus de transnationalisation de ce secteur.

B) SUR LA THEORIE DE L'AVANTAGE COMPARATIF

L'économie mondiale et les concepts qui la caractérisent: Le système monétaire international et la division internationale du travail, sont la toile de fond où se cristallisent les politiques étatiques à la périphérie.

L'Etat à la périphérie, nous l'avons antérieurement mentionné, a une forme contradictoire: il a une forme active et réactive. Il *réagit* à l'économie mondiale, par le procès d'internationalisation. L'Etat encourage l'internationalisation de certains secteurs de la production, capable d'amorcer une relance de l'accumulation. Il *agit*, en aménageant les conditions nécessaires pour la valorisation du capital, à travers l'intégration de certains secteurs à l'économie mondiale. Sa politique est à la fois l'expression d'une division internationale du travail qu'elle subit et qu'elle tente d'infléchir.⁹⁴ L'Etat mexicain, suivant cette logique, a poussé l'internationalisation du secteur agricole, encouragé par les critères conventionnels de rentabilité.

Sous cet aspect, il devient plus aisé de comprendre la théorie de l'avantage comparatif. Selon cette théorie, il apparaît logique qu'un pays (le Mexique) se replie, sur la production de certains biens (d'origine agricole: viandes, fruits et légumes), afin de profiter de la structure du commerce international. Expliquons-nous. Deux aspects nécessaires doivent être mentionnés: Il s'agit de l'interaction de coût et prix. C'est-à-dire que d'une part, il est nécessaire que le pays puisse produire un bien donné tout en disposant d'un avantage relatif de coût; d'autre part, il s'agirait d'exporter des

⁹⁴ Salama, P. Mathias, G., (1983), chapitre 1.

produits qui se vendraient 'chers' sur le marché international et qui bénéficieraient d'importants marchés pour son écoulement, et d'importer des aliments 'bon marché'. Ainsi le Mexique développe vers les Etats-Unis (surtout), ses exportations de viandes de boucherie ainsi que de cultures maraîchères, tout en augmentant ses importations de céréales et de produits alimentaires.

Le Mexique possède d'étroits liens commerciaux avec les Etats-Unis. A partir des années soixante, ce dernier devient exportateur principal de viande rouge de première qualité et déplace sa production de viande d'élevage de moindre qualité vers des pays comme le Mexique ou encore le Brésil. Dans cette intention, des sources de financement (internationaux) se sont dirigées vers le secteur agraire de ces deux pays, en tant que nouvelle source d'approvisionnement pour le marché américain. Cela nous permet de mieux comprendre la relation coût/prix puisque si nous prenons l'exemple du maïs, nous nous rendons compte que la culture de ce grain constitue un facteur relativement abondant et qui dispose d'un avantage relatif de coût pour sa production. Par contre, la culture d'élevage bénéficie en plus de cet avantage de coût (force de travail bon marché, abondance de terre arable etc.), d'un marché important d'écoulement de cette production: les Etats-Unis, et de prix plus élevés sur les marchés internationaux. C'est cela donc qui justifie la production et l'exportation d'une telle culture plutôt qu'une autre.

Les importations seront alors justifiées, de même que les politiques étatiques d'appui au développement des cultures industrielles liées à l'exportation, surtout lorsque de surcroît, la balance commerciale agricole est positive. L'autosuffisance requise est celle du secteur dans son ensemble. C'est-à-dire que lorsque la somme des importations et des exportations se chiffre en un solde positif, il y a autosuffisance alimentaire et croissance financière. Ce raisonnement quantitatif, représente la politique adoptée par l'Etat mexicain vis-à-vis du secteur agricole jusqu'à la fin des années soixante-dix.

La réalisation de cet idéal de spécialisation internationale et de cette nouvelle division internationale du travail, suppose la politique du libre-échange entre les pays concernés. Elle se réalise sous l'effet de la concurrence internationale. Or, nous avons vu au chapitre 1, que les portées

et les limites de l'intervention publique sont déterminées par la contrainte extérieure.⁹⁵ Pour illustrer ce point, jetons un coup d'oeil sur l'exemple des céréales. Sur les marchés mondiaux d'alimentation, le prix des céréales était à la baisse jusqu'en 1979, alors que d'autres produits d'exportations mexicains étaient à la hausse, renforçant le soit-disant bien fondé de cette théorie. Cependant la proximité et le lien commercial entre le Mexique et les Etats-Unis, ont tourné au désavantage du Mexique à partir de 1978. Les agriculteurs de l'Etat de la Floride déclarent la guerre aux producteurs du Nord-Est mexicain et font pression sur le gouvernement américain pour adopter des mesures protectionnistes à l'égard des produits agricoles mexicains qui font compétition aux produits domestiques (nous parlons ici de l'exemple de la tomate) sur le marché américain.⁹⁶ Par la suite, des restrictions sur les importations de viandes et bovins font leur apparition, réduisant à la moitié, le volume des exportations mexicaines, qui sont contrecarrées par la concurrence des régions sud des Etats-Unis. Ces mouvements se répercutent fortement au Mexique et font alors apparaître l'incertitude et l'instabilité de la politique d'exportations agricoles - un des piliers de la dépendance alimentaire.

A partir de 1980, la balance commerciale devient déficitaire, dû à la baisse des produits tels que le café, le coton, le tabac, etc. et à la hausse et la rareté des céréales que le Mexique importe en grande quantité depuis 1972 (voir schéma 2; Importations, Exportations et solde de la balance commerciale du secteur agro-alimentaire 1965-1981). Le schéma 2 nous montre un solde négatif [-2 941] pour la première fois depuis 1965, en ce qui a trait aux produits d'origines alimentaires. Si à cela nous ajoutons les facteurs de production et la machinerie importés pour l'agriculture, par exemple les tracteurs et les aliments composés, etc., la vulnérabilité externe du secteur agricole ne devient que plus évidente. Dès 1965, il y a solde négatif pour ces produits d'importations destinés au secteur agricole. Ces importations ont été financées par les devises provenant des exportations de produits alimentaires. Or, en 1980, la balance commerciale du secteur dans son ensemble marque un épuisement

⁹⁵ Voir chapitre 1 de la thèse, section II (B), sur les limites de l'intervention publique.

⁹⁶ Pour plus de détail sur l'exemple de la tomate en tant que produit d'exportation du Nord-Est mexicain, voir; Lanfranco, S., (1982).

IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET SOLDE DE LA BALANCE COMMERCIALE DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE (1965-1981)

Schéma 2:

ANNEES	I ALIMENTS			II FACTEURS DE PRODUCTION ET MACHINERIE			TOTAL I ET II		
	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS	SOLDE	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS	SOLDE	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS	SOLDE
1965	692	5 455	4 763	1 300	135	- 1 165	1 992	5 590	3 598
1966	567	5 104	4 537	1 146	322	- 824	1 713	5 426	3 713
1967	504	6 171	5 667	1 044	1 410	366	1 548	7 581	6 033
1968	450	6 337	5 887	1 263	550	- 733	1 733	6 887	5 154
1969	468	6 393	5 925	1 185	259	- 926	1 653	6 625	4 999
1970	1 360	5 668	4 308	1 222	216	- 1 006	2 602	5 904	3 302
1971	928	5 866	4 940	1 419	316	- 1 058	2 345	6 227	3 882
1972	2 022	6 091	4 069	1 756	427	- 1 329	3 778	6 518	2 740
1973	3 312	5 900	2 588	1 377	259	- 1 118	4 689	6 159	1 470
1974	4 754	5 491	737	2 891	216	- 2 675	7 645	5 707	- 1 938
1975	4 537	6 075	1 538	4 192	321	- 3 871	8 729	6 386	- 2 333
1976	2 219	6 711	4 492	2 898	258	- 2 640	5 117	6 969	1 852
1977	4 032	8 022	3 990	2 943	296	- 2 645	6 975	8 320	1 345
1978	4 654	10 316	5 662	5 006	371	- 4 635	9 660	10 667	1 027
1979	4 147	9 890	5 743	5 814	742	- 5 072	9 961	10 632	671
1980	11 702	8 761	- 2 941	7 283	1 130	- 6 153	18 985	9 891	- 9 094
1981	11 733	8 369	- 3 344	9 875	441	- 9 434	21 605	8 830	-12 778

* En Millions de Pesos de 1970

Source: Elaboration à partir de différents schémas dans: Flores De La Vega, M., (1986), pps. 162, 171, 176.
 (élaborer à partir de l'annuaire statistique de la Banque de Commerce extérieur des Etats Unis Mexicains (1965-1978)
 et des rapports annuels de la Banque de Mexico (1978-1981)).

dramatique. En 1982, le coefficient de dépendance externe pour la consommation de céréales et de grains de base, représente un besoin d'importation allant jusqu'à 20% des produits alimentaires pour la consommation nationale.

Cette analyse mène à la conclusion que l'agriculture qui jusqu'alors a contribué de façon significative, au développement de l'industrialisation à travers son apport en devises pour l'importation de biens de capital, se transforme aujourd'hui en utilisatrice nette de devises. Celles-ci sont soustraites au reste de l'économie (pétrole) et (endettement extérieur croissant). Vers la fin des années 70, le pétrole occupe la grande part de la valeur des ventes à l'étranger. Alors que dans les années cinquante il y a exportations d'aliments, dans les années quatre-vingt il y a exportations de pétrole pour pouvoir financer l'importation de ces aliments.

Un autre indicateur de la vulnérabilité du système alimentaire mexicain, est celui de la proportion que représente les importations par rapport aux recettes d'exportations.⁹⁷ La participation des aliments dans les exportations de marchandises a diminué, alors que les dépenses pour l'achat d'aliments a augmenté sa valeur au sein des importations totales. Presque 40% des importations constituent des importations en produits alimentaires, ce qui suppose une réduction considérable dans les devises disponibles pour financer d'autres importations et produits requis pour l'industrialisation. Les importations d'aliments augmentent de façon considérable, mais aujourd'hui s'ajoute, des produits et matières premières dérivés des nouvelles habitudes de consommation du milieu urbain à haut revenu, surtout, mais aussi des secteurs sociaux moins avantagés. Il est question par exemple des aliments composés, ainsi que des aliments à valeur ajoutée et à rentabilité élevées, de 'luxe', puisqu'ils ne sont pas indispensables au besoins alimentaires. Ainsi, étant donné la technologie nécessaire pour leurs productions, la demande ne pourrait être satisfaite par une production interne.

Un autre phénomène qui atteste de la vulnérabilité alimentaire, est l'utilisation de l'arme alimentaire. Les Etats-Unis qui contrôlent 80% de la production mondiale de grains, utilisent cette

⁹⁷ Identifié par Flores De La Vega, M., (1986), p. 179.

arme comme outil de négociation pour se procurer le pétrole mexicain à un prix concurrentiel. La nouvelle ressource énergétique permet d'apaiser la vulnérabilité plus qu'évidente du Mexique face à l'arme alimentaire.

Avec les gouvernements Echeverria et Portillo, la thèse de l'avantage comparatif est supplantée par le développement de programme d'autosuffisance alimentaire. Bénéficiant des ressources du pétrole, le SAM voit le jour en mars 1980, dans le but de diriger une proportion élevée de fonds publics vers le secteur de subsistance. L'objectif du SAM, c'est la reconnaissance de l'éjido en tant que structure politique et économique importante. Le SAM fût arrêté avec le gouvernement De La Madrid et remplacé par le PRONAL et le PRONADRI.

Il est facile de s'apercevoir que la production agricole se divise en deux catégories: 1) la production destinée au marché d'exportation ou encore vers le marché interne destiné aux couches sociales à haut revenu. 2) la production de subsistance, destinée à l'auto-consommation. Il est aussi facile de se rendre compte de la logique immanente de la politique étatique vis-à-vis du secteur agraire, qui prend pour départ, le sous-secteur commercial et l'associe avec le développement économique. Dans le cas du secteur agraire mexicain, l'émergence et la consolidation du sous-secteur 'capitaliste', n'ont fait que rendre encore plus évident le dualisme de ce secteur et ont dessiné encore plus clairement, l'image d'un secteur rural en voie de prolétarisation. Enfin, ils n'ont fait qu'accentuer la dépendance alimentaire (nous y reviendrons plus loin). Ce nouveau sous-secteur n'a par ailleurs pas induit une certaine amélioration de la situation économique générale. Plusieurs raisons sont à la base de cet argument:⁹⁸ a) les cultures d'exportation ont déplacé les cultures vivrières. De cette façon, alors que les revenus monétaires ont augmenté, la consommation nationale a diminué. b) le coût élevé des facteurs de production pour la production de cultures commerciales a conduit à l'endettement du petit paysan, qui bien souvent pour repayer sa dette doit vendre sa terre. c) la mécanisation et les entrants technologiques intensifs en capital utilisés par l'agriculture commerciale, a pour effet de substituer jusqu'à certaine mesure, la main-d'oeuvre humaine pour la

⁹⁸ Stavenhagen, R., (1981), pps. 457-484.

machinerie. d) la production destinée à l'exportation et au marché des grandes villes, puisque forte utilisatrice de capitaux et d'entrants, conduit à une hausse des coûts des produits vendus, et à un accroissement de la sous-alimentation de la masse des mexicains.

II. INTERVENTION ET TRANSFORMATION: REGARD SUR L'ETAT

La politique d'octroi de crédits a été un des principaux instrument utilisé par l'Etat pour induire l'évolution de l'agriculture dans une direction déterminée, ayant pour conséquence, la polarisation croissante du secteur rural entre d'un côté, un sous-secteur émergeant de l'agriculture capitaliste et de l'autre, un sous-secteur marginalisé de l'agriculture paysanne. Cette politique a conduit à l'internationalisation du secteur agraire.

Cette attestation nous conduit à affirmer qu'il existe une étroite corrélation entre les priorités nationales d'industrialisation, l'acheminement de crédits et son impact sur des lignes déterminées de production. (Ainsi: Sur une théorie des priorités de l'Etat en matière d'industrialisation dans un capitalisme périphérique).

L'intervention de l'Etat dans le secteur agraire se résume à deux actions:

- 1) Celles qui causent un effet direct sur la structure agraire, à savoir; réforme agraire, et qui cherche pour ultime but le renouveau de la légitimation. C'est-à-dire que sa rationalité bien qu'économique a avant tout un contenu politique et idéologique.
- 2) Celles qui influencent indirectement la structure agraire, comme les politiques de crédits, les travaux d'infrastructure (irrigation) et politique de prix qui encouragent l'implantation des grandes firmes agro-industrielles.

La dynamique du capitalisme dépendant au Mexique a comme nécessité de recréer constamment l'agriculture paysanne. Bien que le secteur 'capitaliste' est incapable d'absorber totalement le secteur paysan , son maintien et sa reproduction constante sont nécessaires au système capitaliste, et cela

pour plusieurs raisons:⁹⁹ a) l'économie paysanne reproduit la force de travail, à un coût peu élevé, ce qui en retour permet de maintenir les salaires du secteur capitaliste de production à un niveau sensiblement bas, et qui permet donc d'augmenter le taux d'exploitation de la force de travail. b) le maintien de l'agriculture paysanne représente une réserve permanente de main-d'oeuvre bon marché pour les nécessités d'expansion du capital.

A) REMARQUES SUR L'INTERVENTION DE L'ETAT DANS LE SECTEUR COMMERCIAL

Selon la CEPAL,¹⁰⁰ 55.7% du total des producteurs agricoles se situe dans la catégorie d'infrasubsistance [Voir schéma 1]. Le secteur proprement paysan de l'agriculture, regroupe 86.6% de tous les producteurs de ce secteur. A l'autre extrême, le secteur commercial correspond à 1.8% de tous les producteurs agraires. Les producteurs transitionnels enfin, représentent 16.2%.

Dans ces conditions, l'agriculture paysanne s'insère au modèle d'accumulation en tant qu'appareil producteur et reproducteur de la force de travail non totalement prolétarisé et qui permet de déprimer le niveau des salaires du secteur capitaliste.

Le modèle d'industrialisation adopté par l'Etat mexicain, a contribué de façon fondamentale au schéma d'agro-industrialisation et de par là à la consolidation de l'internationalisation du secteur agricole. Ceci est le fruit principalement de l'orientation prise par la politique économique dans son désir de développer la production industrielle. Les subventions et investissements publics en faveur du secteur agricole jusqu'en 1982, n'ont pas induit un dynamisme au secteur agraire. Elles n'ont fait que transformer l'agriculture en agro-industrie. La raison proviendrait de ce que la stratégie bimodale (au sein du secteur agricole) ne fût pas rectifiée, c'est-à-dire que l'allocation des fonds a eu comme

⁹⁹ Voir; Stavenhagen, R., (1981), p. 196.

¹⁰⁰ CEPAL., (1982), p. 114.

effet d'appuyer le secteur lié à l'agro-industrie, au profit de la détérioration du secteur 'éjidal'.¹⁰¹

En 1965, des 13.049 millions de pesos représentant le total des investissements publics, 8.6% étaient destinés au secteur agricole. De ce pourcentage 98.4% se sont dirigés vers des travaux d'irrigations. Si nous illustrons ce point à travers l'exemple du schéma 3 [types de producteurs agricoles par régions (échantillonnage) %]. Ce schéma illustre le fait que la région nord du pays abrite la majeure partie de l'agriculture commerciale. Sur l'échantillonnage choisi, nous remarquons que le secteur commercial est majoritairement implanté au nord du pays (65.3%) contre (4.3%) dans les régions centre et sud. La plupart des grandes entreprises agro-industrielles sont établies au nord est et ouest du pays, formant une enclave agricole pour l'économie des Etats-Unis, et utilisant les meilleures terres pour des cultures industrielles à haut rendement. Les régions centre et sud, sont quant à elles, largement orientées vers l'agriculture traditionnelle de subsistance. Des 98.4% des crédits publics allant à l'irrigation, 62.9% se dirigent vers la région nord du pays et plus particulièrement vers les régions de Sonora, Sinaloa et Tamaulipas.¹⁰² En 1970, des 13.4% de ces crédits publics destinés au secteur agricole, 92.5% vont à l'irrigation dont 66.3% s'acheminent vers les trois régions mentionnées. Pour 1975, les chiffres sont de 18.1% pour l'agriculture, 76.0% à l'irrigation et 77.1% pour le nord mexicain. Ces pourcentages démontrent clairement l'orientation des politiques étatiques d'appui et d'encouragement à l'implantation des grandes firmes agro-industrielles.

La révolution verte a été à l'origine de ce processus d'allocation des ressources publiques. L'introduction des 'High Yield Variety Seeds', a créé la nécessité de terres irriguées, de fertilisants chimiques et d'insecticides. Ce sont les grandes fermes commerciales qui eurent droit à l'assistance technique et aux crédits pour l'utilisation de ces nouvelles variétés. Plus de 85% des crédits agricoles pour l'achat de ces entrants, furent alloués à 0.5% des grands agriculteurs. L'investissement public a financé l'infrastructure physique indispensable pour augmenter la superficie cultivable et la production agro-industrielle. Cet aménagement est financé par l'Etat à travers l'endettement. La politique

¹⁰¹ Voir: Rello, F., (1986), p. 237.

¹⁰² Voir schéma no. 10, dans; Barkin, D. Suarez, B., (1982), p. 104.

TYPES DE PRODUCTEURS AGRICOLES PAR REGIONS [ECHANTILLONNAGE] *

	AGRICULTURE PAYSANNE			SECTEUR TRANSITIONNEL			AGRICULTURE COMMERCIALE			
	INFRASUBSISTANCE	SUBSISTANCE	EXCEDENTAIRE	TOTAL	PETITS	MOYENS	GRANDS	TOTAL	TOTAL	
REGION NORD										
Coahuila	25.8	22.8	8.6	5.4	62.6	34.2	1.9	0.6	0.7	3.2
Tamaulipas	27.8	23.4	11.1	18.9	81.2	13.7	3.5	1.1	0.5	5.1
Baja California Norte	1.6	2.4	1.5	34.0	39.5	46.8	11.1	2.0	0.6	13.7
Baja California Sur	26.2	16.4	5.6	9.1	57.3	14.9	3.5	6.3	18.0	27.8
Sinaloa	19.0	20.0	7.9	23.3	70.2	24.7	3.4	0.8	0.9	5.1
Sonora	13.7	13.6	6.1	34.4	67.8	21.8	4.5	2.5	3.4	10.4
					378.6	156.1				65.3
REGION CENTRE/SUD										
Districto Federal	93.7	1.3	0.4	0.4	95.8	3.8	9.2	0.1	0.1	0.4
Yucatan	82.4	7.2	1.8	1.5	92.9	5.8	0.5	0.3	0.5	1.0
Quintana Roo	90.4	2.4	0.4	0.3	93.5	6.1	0.3	0.1	--	0.4
Puebla	79.7	11.9	1.8	1.2	94.6	5.0	0.2	0.1	0.1	0.4
Querétaro	70.8	19.9	3.1	2.7	96.5	2.9	0.2	0.1	0.3	0.6
Oaxaca	82.5	7.2	1.3	1.3	92.3	6.2	0.9	0.4	0.2	1.5
					565.6	29.8				4.3

Source: Elaboration propre à partir de schémas de la CEPAL.. (1982) pps. 118 et 119.

d'irrigation a tenu une place importante dans le cadre de cette stratégie de modernisation du secteur agricole (plus de 80% des investissements). Celle-ci a nécessité un besoin de financement international. Ces crédits internationaux ont accéléré la pénétration de nouvelles relations sociales de production, accentuant les disparités inter-sectorielles du milieu rural, par la diversification dans la production, le déplacement de cultures traditionnelles et la canalisation de crédits à l'agriculture d'élevage et aux cultures maraîchères. Les politiques étatiques agricoles ont encouragé les transformations productives de l'agriculture à travers deux modalités. D'un côté, en induisant une plus grande intensification des cultures employant des semences améliorées, des produits chimiques et une machinerie moderne et sophistiquée. De l'autre côté en changeant le modèle d'utilisation du sol et la structure productive des principales régions agricoles du pays. Ces moyens se sont matérialisés par une réduction de la superficie de cultures vivrières comme le maïs, qui ne s'avère pas suffisamment rentable.

B) SUR L'AGRICULTURE BIMODALE

"Lorsque nous sommes en présence d'une structure agraire où coexiste un numéro restreint de firmes agro-alimentaires, possédant la majorité des ressources et un large sous-secteur de petits paysans, confinés à de petites parcelles de terres, sans ressources et techniques de production moderne, presque de subsistance, nous nous référons à une agriculture bimodale ou duelle", écrit Fernando Rello, sur la structure agraire au Mexique.¹⁰³ Les statistiques de la CEPAL confirme qu'au Mexique, le secteur paysan avec presque 87% des terres, dispose de 35% des moyens de production, alors que le secteur commercial, avec moins de 2% des terres, possède 45% de ces moyens.¹⁰⁴ Selon la Banque Mondiale, en 1970 près de 6% des grandes firmes mexicaines ont réalisé 85% des ventes de produits agricoles alors que 91% du total des unités agricoles ont participé à 5% du total des

¹⁰³ Rello, F., (1986), p. 215.

¹⁰⁴ CEPAL., (1982), p. 117.

ventes.¹⁰⁵ Dans cet état de chose, le secteur paysan n'est pas perçu comme étant la cellule économique dont le dynamisme serait capable d'induire l'évolution du secteur dans son ensemble.

Le dualisme se reflète par la distribution des ressources investies, c'est-à-dire, la mécanisation et l'irrigation. Le schéma 4 [Niveau de mécanisation et d'utilisation de facteurs de production], montre une forte concentration de ces ressources dans le secteur agricole capitaliste, résultat des facilités de crédits et des politiques étatiques datant du début des années soixante. Les crédits officiels pour les cultures de sorgho, soja et luzerne augmentent continuellement par rapport au financement pour le maïs et les haricots. Le gel des prix agricoles de ces grains, fixé par l'Etat entre 1963 - 1973 demeure inchangé, alors que les prix pour les oléagineux augmentent en flèche. Dû à ce gel des prix, plusieurs producteurs se sont repliés sur ces cultures plus rentables ou encore se sont tout simplement repliés sur la production pour l'auto-consommation. Dans le but de contrecarrer le désintérêt survenu par le gel des prix, une politique étatique de subvention pour l'achat de facteurs de production fit apparition, afin de diminuer les coûts de production et protéger la marge de revenu de l'agriculteur. Cette politique a principalement été bénéfique pour les grands agriculteurs qui en ont par ailleurs profité pour se tourner vers des cultures plus rentables (fruits, légumes, oléagineux et élevage). Il va de soi, que ce revirement vers les cultures d'exportations ne fût possible que pour les agriculteurs des unités 'excédentaires' ou encore 'transitionnels' [voir schéma 1] possédant les ressources financières pour procéder à ce changement.

Cette crise ne se manifeste pas seulement par la baisse de la production vivrière et la hausse des importations de ce biens. Derrière tout cela, il y a une nouvelle vision du travail à la campagne, qui n'est pas favorable aux paysans puisqu'on leur destine les cultures moins rentables tandis que les grands agriculteurs commerciaux, font des affaires d'or avec les cultures d'exportation. La logique a donc été; l'abandon des terres, la migration vers les zones urbaines, le sous-emploi mais aussi la prolétarianisation du milieu rural.

La stratégie agricole bimodale et le modèle de développement industriel reposant sur la

¹⁰⁵ Calderon, J., (1986), p. 193.

NIVEAU DE MECANISATION ET D'UTILISATION DE FACTEURS DE PRODUCTION

PAR TYPE DE PRODUCTEURS AGRICOLES

Schéma 4:

CATEGORIES	AGRICULTURE PAYSANNE			SECTEUR TRANSITIONNEL	AGRICULTURE COMMERCIALE			
	INFRASUBSISTANCE	SUBSISTANCE	STATIONNAIRE		EXCEDENTAIRE	PETITS	MOYENS	GRANDS
- SEMENCES AMELIOREES	4.7	10.7	14.8	22.6	29.2	43.7	51.0	59.3
- FERTILISANTS	18.1	18.8	22.8	31.3	48.3	65.8	73.3	82.6
- PESTICIDES	3.0	8.5	11.8	17.1	33.5	55.8	65.8	76.5
- MECANISATION HAUTE	5.9	10.1	14.3	25.4	35.2	62.9	79.5	89.6
- TRACTEURS	10.3	17.9	25.0	34.3	50.8	74.9	84.6	91.1
- IRRIGATION, MECANISATION ET FORTE UTILISATION DE FACTEURS DE PRODUCTION	7.0	12.0	13.0	23.0	28.0	38.0	38.0	45.0
- TERRE SAISONNIERE, MECANISATION ET UTILISATION DE FERTILISANTS	3.0	6.0	10.0	8.0	20.0	28.0	35.0	38.0
- TERRE SAISONNIERE, ATTELAGE, SANS FERTILISANTS.	65.0	55.0	54.0	47.0	40.0	19.0	12.0	2.0

Source: Elaboration à partir de données de la CEPAL, voir: CEPAL., (1982), schémas pps. 195, 187, 310.

production de biens pour les groupes à haut revenu et les marchés d'exportations, créent une liaison entre l'agriculture et l'industrie qui n'est point favorable au développement auto-soutenu de l'agriculture ni de l'économie nationale. La condition prévalant dans le secteur paysan et provenant des politiques étatiques, conduit plus qu'à une décapitalisation de la structure sociale, économique et matérielle; à la destruction de l'organisation sociale du secteur paysan. La production à grande échelle orientée vers l'exportation et l'évolution suivie par le secteur rural ont eu pour effet d'aboutir à la réduction de la disponibilité de produits de base dans le régime alimentaire traditionnel, et à l'accroissement des besoins d'importations de produits alimentaires, contribuant au développement de la dépendance alimentaire.

Pendant que se développe un secteur très capitaliste, caractérisé par des investissements élevés en travaux d'infrastructure et un haut niveau de main-d'oeuvre salariée, orienté vers le marché et qui opère pour l'accumulation du capital, et guidé par la loi du profit, parallèlement existe un important secteur d'agriculture paysanne basée sur le travail familial et une technologie rudimentaire, traditionnelle, et dont la majeure partie de la production est orientée vers la subsistance.

Le secteur rural mexicain a subi une forte pénétration étrangère qui dès les années soixante, lui ont impulsé un comportement et une forme de production fortement influencé par le modèle nord-américain. Plus encore, ce sont les demandes de ce marché, qui dictent le type d'utilisation des terres dans une grande partie des régions, surtout au nord du pays. L'insertion de l'économie mexicaine et plus particulièrement de l'agriculture mexicaine à l'économie internationale s'est exprimée par l'apparition de deux phénomènes: le développement de l'économie d'élevage et la transformation de l'agriculture en productrice de fruits et légumes pour le marché américain.

L'économie d'élevage implique l'occupation de grandes surfaces de terres. Elle implique l'utilisation des meilleures terres auparavant destinées à des cultures vivrières. La transformation de l'agriculture en économie d'élevage a concouru à un facteur d'utilisation des meilleures terres du nord mexicain par le secteur agro-industriel exportateur."Il s'agit du marché de viande de basse qualité et à prix faibles, destinées à la préparation industrielle de produits de large consommation sous forme de fast-foods (conserves, viandes congelées) [...] Cette production comblait un tiers de la consommation

de viande aux Etats-Unis en 1969".¹⁰⁶

La production de fruits et légumes, n'implique pas une occupation de grandes surfaces, elle est même concentrée sur une surface assez réduite. Toutefois, cette production est facteur d'utilisation de ressources financières en premier lieu et de fertilisants, insecticides, produits chimiques et d'irrigation en second lieu.¹⁰⁷

Les meilleures terres à cultures se trouvent dans la région nord du Mexique, exploitée par l'assistance étrangère et plantée en cultures à haut rendement. Elles fonctionnent dit Lanfranco, comme enclave agricole pour l'économie des Etats-Unis.¹⁰⁸ L'exportation vers ce pays de bovins de boucherie engraisés au fourrage et aux céréales, amène entre autre, une réduction des quantités de céréales disponibles pour la consommation nationale, et l'utilisation de terrains auparavant destinés à la culture de grains et céréales pour la consommation humaine, par les cultures oléagineuses pour la consommation animale.

Les années soixante furent marquées par les exportations de la production excédentaire de grains tel que le maïs et le blé [voir schéma 6] Les années soixante-dix et quatre-vingt sont marquées par le développement des cultures industrielles d'exportation tel que les fruits et légumes et, la viande rouge qui se substituent à la production traditionnelle, en même temps que se transforme la composition de la demande interne. La politique des différents régimes qui suivirent le gouvernement Cardenas a joué un rôle décisif dans l'organisation de tels complexes, à travers l'assistance technique, le crédit et les politiques commerciales. Même le complexe des grains de base a subi l'internationalisation, quoique de façon plus subtile. Ces grains sont utilisés quelquefois pour les produits finis 'Junk food'. Les chiffres montrent toutefois la faiblesse de ce processus, selon la CEPAL¹⁰⁹ 88.4% de l'ensemble des producteurs de maïs se situe au niveau de subsistance alors que

¹⁰⁶ Arroyo, G. Von Deir Weid, J.M. De Almeida, S.G., (1980), p. 76.

¹⁰⁷ Voir: Esteva, G., (1983), p. 82.

¹⁰⁸ Lanfranco, S., (1982).

¹⁰⁹ Voir: CEPAL., (1982).

seulement 1.3% sont des unités de type commerciale. Pour ce qui en est des haricots, 86% sont des producteurs paysans et 1.7% sont des producteurs commerciaux. Enfin pour le blé, 71.7% de type paysan et 7.2% de type commerciale. [Voir schéma 5]. Bien que le maïs et le blé sont tous les deux une composante de base dans la consommation nationale, le maïs a toujours un caractère populaire, alors que le blé fait apparition dans les milieux urbains en remplaçant la 'tortilla' par du 'pain carré'. Ce qui menace encore plus le maïs, c'est la culture du sorgho qui se développe à partir des années 80. Le sorgho n'est pas une culture pour la consommation humaine. Il est surtout utilisé par l'industrie du poulet et en tant que composante de l'industrie alimentaire animale d'élevage. Cette culture partage beaucoup de caractéristiques avec le maïs, mais, son association aux cultures commerciales contrôlées par les firmes agro-industrielles, fait en sorte que les paysans qui la cultivent sont intégrés verticalement à l'agro-alimentaire. De plus, cette culture est plus rentable que le maïs, ce qui précipite le délaissement de cette dernière et l'abaissement de la disponibilité de celle-ci pour la consommation nationale.

Le maïs est pour les mexicains un aliment de base dans le régime alimentaire, en plus de son rôle social en tant que produit traditionnel, il possède pour les indiens une valeur mystique et légendaire. Ce grain est désormais cultivé dans les unités de subsistance [voir schéma 5]. De plus, les exportations de grains ont été remplacées par l'importation de milliers de tonnes dès 1974 [voir schéma 6]. La raison pour ce comportement provient de la baisse du prix de garantie, ajustée au prix international sensiblement plus bas que celui du marché interne.

Partant d'une double hypothèse nous avons vu que: a) l'Etat mexicain a adopté une politique qui traduit une séparation entre d'une part la transformation productive de la structure agraire à travers les travaux d'infrastructure et les crédits publics pour les unités agricoles du secteur commercial et d'autre part son mandat politique pour une réforme agraire. b) l'Etat mexicain par ses politiques encourageant la crise alimentaire, se trouve dans une situation vulnérable qui pourrait se traduire par une crise de légitimation. C'est dans ce sens que les réformes agraires mises en place surtout depuis les années 80 sont comme nous l'avons dit auparavant, plus que des éléments d'une réforme, un moyen d'apaisement des tensions sociales. C'est le cas du SAM, PRONAL et

POURCENTAGE DE PRODUCTEURS DE CULTURES DE BASE

Schéma 5

TYPES DE PRODUCTEURS	MAIS	HARICOTS	BLE
AGRICULTURE PAYSANNE			
Infrasubsistance	55.9	41.4	24.7
Subsistance	17.5	22.9	19.3
Stationnaire	7.0	9.8	8.7
Excédentaire	8.0	11.9	19.0
SECTEUR TRANSITIONNEL			
	10.3	12.3	21.1
AGRICULTURE COMMERCIALE			
Petites	0.8	1.2	3.0
Moyennes	0.3	0.3	1.9
Grandes	0.2	0.2	2.3

Source: Elaboration à partir de données dans: CEPAL., (1982), p. 152.

IMPORTATIONS / EXPORTATIONS DE MAIS ET BLE (MILLIERS DE TONNES)

Schéma 6:

ANNEES	MAIS		BLE	
	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
1965	12	1 347	13	685
1966	5	852	1	48
1967	5	1 254	1	279
1968	6	897	2	3
1969	8	789	1	253
1970	761	2	1	42
1971	18	274	178	86
1972	204	426	641	17
1973	114.5	31	719	12
1974	1 282	1	977	20
1975	2 661	6	89	45
1976	914	4	5	21
1977	1 986	1	456	25
1978	1 419	2	506	27
1979	746	1	1 169	22
1980	4 187	--	923	24
1981	2 955	1	1 130	6
1982	253	1	315	2
1983	4 645	--	401	--
1984	2 428	--	344	--

Source: Barkin D., Suarez B., (1982) pps. 174-175.
 (Consumos aparentes de productos agrícolas 1925-82.
 Ecotecnica Agrícola, Dirección general de Economía
 Agrícola, SARH, 1982).

PRONADRI, qui en somme ont tous les mêmes finalités.¹¹⁰

En conclusion nous pouvons dire que la politique alimentaire du Mexique ne vise pas à éliminer les causes de la pauvreté et de la dépendance alimentaire. Les fonds consacrés à son application ne contribuent pas au développement du pays, mais à une rehausse du taux d'accumulation. Cette recomposition du procès d'accumulation se fonde sur les décisions étatiques. Le projet global de l'Etat mexicain pour le secteur agricole, en atteste.

The state through public investment, export promotion, and water and land use policy, stimulated the internationalization of the agricultural economy, the internationalization of that model of growth and its products and the separation of control over agricultural production from the agricultural producer.¹¹¹

III. INTERNATIONALISATION ET TRANSNATIONALISATION

A) *L'INTERNATIONALISATION POUR POINT DE DEPART*

Partant de la théorie de l'internationalisation du capital ayant son origine dans les travaux de (Palloix: 1975) et (Hymer: 1980), des auteurs tels que (Barkin / Suarez: 1982), (Arroyo: 1985, 1980), pour n'en nommer que quelques-uns, ont pris pour cadre d'analyse dans l'explication de la crise du secteur agraire, l'internationalisation du capital productif.

Michalet écrit:

¹¹⁰ C'est ainsi que le SAM, mis en oeuvre durant le sextennat de Lopez Portillo, avait pour objectif d'atteindre l'auto-suffisance nationale en besoins alimentaires et accroître la production de céréales de base à des prix à la portée de la majorité de la population. Il tient tout particulièrement compte de l'attitude traditionnelle des populations rurales qui produisent non pour le profit, mais pour la satisfaction des besoins de base. Sa principale caractéristique enfin c'est la réorientation de la politique agricole, qui donnerait priorité absolue à la suppression de la dépendance alimentaire, préjudiciable à la souveraineté nationale. Le SAM reconnaît l'importance sociale du paysan en tant que protagoniste principal dans la lutte pour l'auto-suffisance. Bien entendu, ce changement soudain dans la politique étatique reflète le désir de récupération des bases sociales à la suite d'une période de 'violence' de l'action étatique dans le secteur paysan. Avec le gouvernement De La Madrid, le SAM est remplacé par le PRONAL et le PRONADRI. Bien que l'appellation soit différente, l'objectif est le même: Il a pour ultime but le renouveau de la légitimation. Pour plus de détail sur le SAM, voir: Lanfranco, S., (1982).

¹¹¹ Sanderson, S.E., (1986), p. 41.

L'internationalisation de la production est un phénomène indéniable et relativement nouveau. Nous entendons par là la tendance marquée depuis le début des années soixante à ce qu'une partie croissante de la production industrielle des pays développés s'effectue hors des frontières nationales. Cette délocalisation comporte deux caractéristiques essentielles. En premier lieu, la déterritorialisation des activités manufacturières s'effectue généralement vers des économies moins développées. [...] La deuxième caractéristique tient au fait que le déplacement des activités industrielles _ qui peut affecter des secteurs entiers _ correspond évidemment à une extension de l'industrialisation dans les pays hôtes mais sous le contrôle des économies d'origine.¹¹²

Au cours de cette section, nous centrerons notre analyse sur les effets de cette internationalisation sur le secteur agricole mexicain et de là, au développement de l'agro-industrie.

Le processus d'internationalisation a à sa base, la loi fondamentale de l'accumulation du capital et a pour résultat le développement et la structuration d'une nouvelle division internationale du travail. Les FMN, appuient ce mouvement d'internationalisation. "Les FMN constituent d'une part, les relais des rapports entre les pays centraux et ceux de la périphérie mais, d'autre part elles ont des stratégies d'accumulation qui dépassent le cadre de l'Etat-nation; leur point de référence est une aire plus vaste: L'ensemble de la division internationale du travail et les tendances constatées et prévues de l'économie mondiale".¹¹³ Les FMN, contribuent à la mise en valeur internationale du capital. Le procès d'internationalisation se révèle au niveau d'une branche de production, dans laquelle la firme est engagée. Ordinairement, ces firmes se retrouvent dans les branches les plus dynamiques.

La concurrence entre capitalistes, qui cherchent à maximiser le taux de profit au niveau international, oblige les différents producteurs à chercher continuellement des façons de transformer le processus productif. Cela se fait à travers la création de nouvelles techniques de production et de commercialisation, qui s'accompagnent par des changements dans les habitudes de consommation populaire. C'est dans ce sens qu'il est possible de dire que les mobiles et la finalité de la production sont définis par les exigences du marché (commerce international) et non pas par les critères de nécessités de l'économie nationale.

L'internationalisation du capital productif comme point de départ pour expliquer le dynamisme

¹¹² Michalet, C.A., (1976), pps. 17-18.

¹¹³ Paniagua-Ruiz, R., (1984), p. 267.

et les changements observés tout au long de la chaîne productive alimentaire, mène à dire que le rôle de l'agriculture mexicaine - intégrée verticalement par l'agro-industrie, est redéfinie en grande partie par la fonction assumée de l'économie nationale au sein du système mondial d'accumulation. Ce phénomène s'opère dans le cadre d'une structure dénommée système agro-alimentaire mondial, au sein duquel s'intègrent différentes chaînes agro-industrielles et agro-alimentaires, composées d'une série de phases successives allant de la production des facteurs de production (machines agricoles, tracteurs, semences, fertilisants, etc.), passant par la phase agricole ou d'élevage proprement dite, à celle de la transformation industrielle, jusqu'à aboutir à la distribution et à la consommation finale. Ce processus englobe une gamme d'activités, réalisées par une variété d'agents économiques impliqués dans une échelle d'activités diverses comprenant la production, la transformation, le transport, le stockage, le financement, la commercialisation et la régulation d'articles d'origine agricoles.¹¹⁴ Du point de vue productif, il introduit à chaque fois plus d'étapes de transformations industrielles entre la production et la consommation, soumettant un peu plus l'agriculture à l'industrie et au dynamisme du capital industriel. Ceci se traduit par une hausse du coût des produits vendus, la transformation du régime alimentaire, et l'imposition de nouvelles formes de production mais aussi de consommation véhiculées à travers les moyens de communication. A travers ce modèle d'accumulation, les capitaux agro-industriels définissent la voie pour tout le complexe agro-alimentaire, à travers l'adoption de nouvelles techniques industrielles. Se développe alors un modèle de production agro-industrielle marqué par son orientation internationale et dont la reproduction des structures productives et du procès de travail est universelle et émane de l'intégration des sections productives au système mondial. Les firmes multinationales agro-alimentaire s'intègrent alors dans les secteurs les plus productifs de cette chaîne, où les possibilités d'accumulation sont plus fortes, délaissant les secteurs moins dynamiques et moins rentables.

Les entreprises transnationales possèdent, tout au long des chaînes agro-alimentaires, un plus fort degré d'intégration que les entreprises nationales d'une même branche, qui les rend capables d'embrasser un nombre plus grand de maillons de la production et de la distribution, de contrôler des maillons-clé pour l'accumulation du capital à l'intérieur de chacune des chaînes et d'opérer simultanément sur divers marchés, grâce à un pouvoir financier, technique et publicitaire supérieur. Ces firmes cherchent, plus que

¹¹⁴ Austin, J., (1978), p. 17.

les grandes entreprises nationales, à diversifier leur production.¹¹⁵

Ce sont ces grandes firmes agro-industrielles qui contrôlent les facteurs de production, utilisés de façon intensive par l'agriculture commerciale. Elles déterminent la nouvelle orientation adoptée par la production et la diffusion de nouvelles variétés de semences à haut rendement. Elles transforment l'utilisation du sol et le procès de production. Elles opèrent la substitution des cultures de bases en faveur des produits agro-industrielles. C'est ainsi que l'insertion du Mexique dans les circuits internationaux de valorisation du capital, provoque des changements importants dans les techniques productives et les modèles de consommation du complexe alimentaire. Cette insertion et cette subordination au système de consommation agro-alimentaire international (qui se rapproche beaucoup du système de production et de consommation des Etats-Unis), s'opère à travers l'action des firmes agro-industrielles nationales et étrangères. Ces firmes conduisent à la soumission de l'économie nationale à la reproduction métropolitaine et lui impose la nécessité d'acheter des facteurs de production d'origine industrielle qui souvent doivent être importés (machines, équipements, composante alimentaires d'origine agro-industrielle). Ceci conduit à l'alourdissement du déficit de la balance commerciale agricole [voir schéma 2] et à la dépendance technologique et financière. Ceci complète le schéma d'internationalisation du secteur.

L'agribusiness', est un des éléments des plus significatifs de la dynamique de l'internationalisation. L'agribusiness selon E. Feder, c'est:

Modernization of agriculture capitalist-style by big business. By big business is meant not only the multinational concerns engaged directly or indirectly in agricultural activities or in agricultural related industries and services but also the international bank; the international lending organization and the national development agency all engaged in assisting modernization directly or by providing the infra or superstructure for the activities of multinational concerns.¹¹⁶

¹¹⁵ Arroyo, G. De Almeida, S.G. Von Der Weid, J.M., (1980), p. 54. Voir aussi : Arroyo, G. Rello, F. et Rama, R., (1985), chapitre 2.

¹¹⁶ Feder, E., (1976), p. 120.

L'agribusiness' étend l'impact du marché international sur le marché national et contribue aux changements sectorielles au sein de la structure agraire en déplaçant les cultures traditionnelles et en appuyant à travers la canalisation et l'acheminement de crédits l'orientation nouvelle du secteur agricole. L'agribusiness est un des éléments des plus significatif de la dynamique de l'internationalisation. Il contribue selon Alschuler¹¹⁷ au "développement agricole dépendant". C'est-à-dire qu'il contribue à aggraver le déficit de la balance commerciale agricole (importation de facteur de production) et provoque le sous-emploi et la migration massive vers les centres urbains.

Dans un article de R.E. Montes De Oca, l'auteur identifie au sein de l'industrie alimentaire mexicaine, 130 entreprises transnationales. Ces firmes possèdent plus de 300 établissements affiliés. Plus de 80% de ces établissements sont d'origines américaines, suivent ensuite en ordre décroissant les filiales Suisses, Italiennes, Japonaises et Françaises. Dans la majorité de ces firmes, la participation du capital étranger représente plus de 50% du capital social investi et dépasse bien souvent le 100%.¹¹⁸ La transnationalisation de l'agro-industrie s'est accompagnée d'une diffusion de nouveaux modèles technologiques imposés à l'ensemble du secteur agricole à travers les filiales des FMN. Ces nouvelles techniques de production ont tôt fait d'être adoptées par les grandes entreprises agro-industrielles nationales. Le secteur paysan n'a pas été en mesure de participer à ces innovations, étant dans l'impossibilité de financer les coûts nécessaires par l'adoption de tel modèle. Si nous prenons en considération par exemple, la hausse des prix de certains entrants, nous remarquerons une hausse de 3.305% pour les insecticides, 344% pour les semences améliorées, 199% pour les engrais azotés, etc.¹¹⁹ Nous pouvons donc nous imaginer que leur utilisation est limitée dans

¹¹⁷ Alschuler, L., (1981), pps. 2-3.

¹¹⁸ Montes De Oca, R.E., (1982), p. 83. Mentionnons que Montes De Oca se base sur les critères établis par : Fajnzylber, F. et Martinez Tarrago, T., (1976), *Las empresas transnacionales. Expansion a nivel mundial y proyeccion en la economia mexicana*. Mexico: Fondo de cultura economica, p. 149, selon lesquels une participation de 15% ou plus de capital étranger dans le capital social investi, fait en sorte que la firme est considérée comme étant une FMN. Ces critères ne nous renseignent pas sur la participation et la proportion effective des firmes multinationales et nationales agro-alimentaires. De tous les ouvrages consultés dans la bibliographie, aucune source ne confirme cette participation. Plusieurs auteurs utilisent par contre les chiffres présentés dans Montes De Oca, R.E. Nous supposons que la majorité des firmes agro-alimentaires fonctionnent avec un capital social étranger, renforçant donc la transnationalisation de ce secteur.

¹¹⁹ Paré, L., (1980), p. 48.

l'ensemble au secteur commercial de l'agriculture. (Voir schéma 4).

La supériorité économique et technique de ces firmes se manifeste à travers leurs participations dans les lignes dynamiques de production. Elle se traduit aussi par leurs accès aux sources nationales et internationales d'approvisionnement en matières premières. Quant à leur système d'accumulation, il repose sur un processus productif intensif en capital et un taux élevé de rentabilité. Les FMN viennent en tête pour l'expansion et l'innovation technologique dans le secteur de l'alimentation. Ceux-ci ne vont pas dans le sens des priorités alimentaires de large consommation, mais visent essentiellement le marché international et celui des consommateurs aisés des zones urbaines. Elles contribuent à la malnutrition, en incitant les pauvres à acheter de plus en plus de produits alimentaires transformés, qui leur coûtent de plus en plus cher, pour la même valeur nutritionnelle.¹²⁰

Le rôle que joue la publicité dans la commercialisation de ces produits est de prime importance. On remarque au Mexique que l'implantation et l'installation d'agences transnationales de publicité, croient fortement à partir des années soixante et coïncident avec le développement de nouvelles marques alimentaires produites par les FMN. À travers le message publicitaire est véhiculé un mode de consommation alimentaire nouveau auxquelles accèdent non seulement les couches moyennes et élevées de la société, mais aussi les couches les plus pauvres. C'est ainsi que la viande rouge ainsi que le lait, prennent une place de choix dans le régime alimentaire et que les 'fast-food' et les produits congelés deviennent de plus en plus attirants pour les consommateurs mexicains. La publicité induit une tendance à la demande à exiger des produits composés plus coûteux. Cette nouvelle consommation d'aliments de luxe, est considéré comme symbole de statut social. Pour les couches populaires, la consommation de produits tels que les rafraîchissements (Cola, Pepsi, etc.), les desserts ou autres produits, permet qu'ils soient intégrés aux valeurs modernes de la société mexicaine en transition.¹²¹

Vu que les FMN ont le pouvoir et le monopole sur les modes de production et de

¹²⁰ Lanfranco, S., (1982).

¹²¹ Voir: Rama, R. Vigorito, R., (1980).

consommation, elles affectent de façon permanente la capacité de l'agriculture nationale de se dédier à la production d'aliments de bases requis pour la satisfaction des nécessités alimentaires de la population mexicaine. Elles contribuent à la dépendance alimentaire, en réduisant l'offre et la demande intérieures de produits alimentaires essentiels à bon marché et obligent le gouvernement à avoir recours à l'importation.

Les FMN agro-alimentaires introduisent un modèle de développement agricole intensif en capital, et qui modifie la relation entre: Le *capital*, la *terre*, et le *travail*. La propriété de la terre perd sa signification économique lorsqu'elle n'est pas jumelée avec les ressources nécessaires en vue de la modernisation de la production. Ces firmes introduisent des patrons d'utilisation du sol basés sur les cultures industrielles détournant le travail de la terre pour la production et la consommation nationale.¹²²

B) SUR LA NOUVELLE SIGNIFICATION DE LA PROPRIETE DE LA TERRE.

La question de la propriété de la terre a acquis une nouvelle nuance. L'exploitation productive de la terre n'est plus fonction de sa propriété directe mais de son contrôle. C'est-à-dire qu'il est plus pertinent de se demander qui la contrôle, plutôt que qui la possède. Ceci est devenu évident dans le cas du Mexique.

Le secteur agricole est en proie à un phénomène complexe et contradictoire. D'un côté, la concentration de plus en plus évidente de la propriété de la terre conduit à la paupérisation et à la prolétarianisation du paysannat. De l'autre et parallèlement, dans des branches complètes de la production agricole (oléagineux, cultures maraichères et d'élevages), plusieurs firmes agro-alimentaires optent pour une opération plus lucrative où l'acquisition de la terre est chose du passé. Il s'agit d'un système d'agriculture 'par contrat'.

¹²² Voir: Jacoby, E.H., (1975).

Celui-ci se matérialise sous forme de contrat de production entre les firmes agro-industrielles et les producteurs agricoles, souvent du secteur paysan. Au sein de l'agriculture paysanne se sont généralement les grandes unités qui reçoivent les contrats et non ceux de subsistance. L'unité paysanne se voit destiner à produire pour la firme un 'bien' d'origine agricole d'une certaine qualité en un temps stipulé par le contrat. La firme fournit pour cette fin, les crédits, fertilisants, assistance technique, etc. qui seront par la suite déduits du prix total de la production. Ainsi, elle indique les conditions dans lesquelles devraient se développer la culture et s'assure que les spécifications ayant trait à l'irrigation, l'utilisation de semences améliorées, d'engrais azotés, d'insecticides, etc. soient respectés. En imposant la culture et les moyens pour sa production, la firme établit un contrôle de l'extérieur, 'desde afuera', sur le procès productif de l'exploitation agricole, en le conditionnant, le déterminant, sans toutefois posséder directement la terre et sans encourir les risques de production.

Plusieurs auteurs ont traité la question, (Esteva: 1980), (Del Campo: 1982), (Alschuler: 1985), (Burbach / Flynn: 1980). Dans un article de Burbach et Flynn, les auteurs arrivent à la constatation que la compagnie Del Monte au Mexique contrôle la production alimentaire sans posséder un seul hectare de terrain.¹²³ Cet effort de sous-traitance, établit verticalement sur le procès de production, impose aux producteurs des décisions prises à leurs issues. En somme, les firmes agro-alimentaires ont le pouvoir (contrôle) sans la responsabilité alors que les agriculteurs ont la responsabilité (la terre) sans le pouvoir. C'est-à-dire que: a) le risque impliqué dans la production d'une culture, n'est pas partagé. En cas de mauvaise culture ou de perte d'une culture, l'agriculteur n'est pas rémunéré pour sa force de travail et ne sera pas payé pour sa culture. Il devra assumer par lui-même les pertes et donc les fruits de son risque. Encore plus, il devra repayer le crédit contracté au début de la production avec la firme. Ce cycle d'endettement conduit souvent le paysan à vendre sa terre et louer sa force de travail. b) le prix de la production fixé au préalable, lors de la signature du contrat, induit un préjudice économique pour l'agriculteur car souvent le prix ne répond pas à la hausse sur le marché des aliments, la dévaluation du pesos n'est pas prise en compte, enfin parce que, plusieurs

¹²³ Pris dans Alschuler, L., (1985), p. 21. Celui-ci cite l'exemple de Del Monte traité dans: Burbach, R. Flynn, P. (1980), "Canned Imperialism: Del Monte in Mexico" in Burbach, R. and Flynn, P. *Agribusiness in the Americas*. New York: Monthly Review Press: 182-191.

coupures et réductions de prix sont appliquées par la firme lorsque la culture ne répond pas exactement aux exigences prévues par le contrat. Souvent, les prix résultent inférieurs aux prix de garantis établis par l'Etat, sur certains produits.¹²⁴ Il en résulte un mécanisme d'exploitation de l'agriculteur qui travaille sous l'apparence d'un producteur direct, mais qui est contrôlé verticalement et de l'extérieur par les grandes firmes agro-alimentaires.

Ces producteurs au service de firmes agro-alimentaires nationales et étrangères, reflètent une particularité du processus de prolétarisation au Mexique. Le paysan n'est pas évacué de sa terre, mais il y a un contrôle direct sur sa production qui le soumet au processus de valorisation du capital. Bien que ces producteurs continuent à apparaître formellement comme propriétaires de leurs moyens de production, cette propriété formelle ne constitue plus qu'une apparence à partir du moment où les paysans n'ont plus d'autonomie ou capacité individuelle de décision sur le processus de production et que le capital qu'ils administrent n'est pas le leur mais constitue une dette contractée avec la firme. "Il s'agit d'une subordination de leur travail au processus général de valorisation et dont ils retirent à peine un salaire".¹²⁵

L'agriculture par contrat est donc une sorte de prolétarisation. Claude Faure¹²⁶ illustre ce point en disant que l'agriculteur et le prolétaire vendent tous les deux, en dernière instance, leurs forces de travail. La différence est que le premier la réalise à travers la vente de ses produits, après que le processus de production ait eu lieu, sur la base de prix fixés préalablement, (agriculture par contrat) alors que le second la vend directement avant le début du processus de production. Dans les deux cas, l'échange se présente comme un échange d'équivalent, c'est-à-dire sous l'apparence d'une relation d'égalité, alors qu'en réalité, il ne laisse à l'un et à l'autre que ce qui correspond au *salaire*. Ce sont les mécanismes et les relations économiques du mode de production capitaliste qui assurent

¹²⁴ Voir: Masferrer Kan, E., (1983). Concernant ce point l'auteur discute des mécanismes de défenses établis par la CONASUPO, la COPLAMAR et l'INI pour supplanter les effets négatifs de l'agriculture par contrat sur les agriculteurs de café à Nanacatlan, Puebla.

¹²⁵ Paré, L., (1980), pps. 46-47.

¹²⁶ Faure, C., (1984), p. 107.

la reproduction de ce qui jusqu'à présent était garanti conjointement par les relations économiques et la propriété de la terre. C'est-à-dire qu'il ne s'agit plus de posséder la terre pour dicter son mode d'utilisation (quoi et comment produire).

Le phénomène de prolétarianisation rurale se développe à mesure que s'internationalise le secteur agricole. Cette internationalisation soumet la production agricole aux exigences du processus d'accumulation du capital. Un de ces mécanismes de soumission, c'est celui du développement des cultures commerciales en tant que production qui sont véhiculées vers le marché des grandes villes ou celui d'exportation.¹²⁷ C'est-à-dire produire pour l'exportation aux dépens des productions vivrières pour le marché interne. Un autre mécanisme de soumission de l'agriculture (paysanne) au processus d'accumulation a été identifié par J.F. Petras.

The existence and growth of capitalist production in and around agricultural units does not mean, [...] the transformation of subsistence agriculture. On the contrary, the maximum exploitation of labor encourages the continuance of subsistence holdings, thus lessening the need for enterprises to pay subsistence wage to reproduce labor. [...] The capitalist and its state not having to assume the costs of reproduction.¹²⁸

L'unité de subsistance, permet une gestion libre de la force de travail.¹²⁹ Elle permet tout d'abord que les salaires soient maintenus à un niveau bas et ensuite, qu'il y est une plus forte exploitation de la main-d'oeuvre. Dans ce sens, il y a hausse du taux d'accumulation, qui va dans le sens des politiques étatiques et de la loi capitaliste de maximisation du taux de profit.

Ces deux mécanismes, ont à la fois permis et subit l'effet de l'expansion du capitalisme au sein de l'économie nationale et au sein du secteur agricole mexicain. Cette expansion s'est accompagnée par un changement dans le procès de valorisation du capital et du travail. Par ailleurs, la fonction de

¹²⁷ Voir: Stavenhagen, R., (1981), p. 194.

¹²⁸ Petras, J.F., (1975), p. 5. Voir aussi l'ouvrage de Wallerstein, I., (1985), *Le capitalisme historique*, Paris: Editions La découverte, chapitre 1.

¹²⁹ Nous avons vu dans le chapitre 2 que la CONASUPO, à travers les subventions à la consommation et la baisse des produits alimentaires, permet aussi que se poursuive cette gestion libre de la force de travail. La différence, c'est que l'Etat assume le coût, grâce aux exportations de pétrole.

l'agriculture s'est transformée, passant de sa position en tant que secteur qui détermine le développement et l'orientation de l'industrie à un secteur qui dépend directement des demandes exercées par le secteur industriel. En somme, ces changements constituent les conséquences directes de l'internationalisation du secteur agricole et l'insertion du Mexique au sein du système capitaliste mondial de production.

Nous savons que le processus d'accumulation du capital relève étroitement du secteur agricole. Durant plusieurs années l'agriculture a joué un rôle important dans la croissance économique en remplissant les rôles qui lui sont propres. Si nous acceptons que le développement agricole doit être envisagé à travers quatre angles:¹³⁰ effet productif à l'intérieur du territoire national; effet revenu au sein du secteur agricole; effet demande au sein de l'entité nationale et; transferts inter-sectoriels de main-d'oeuvre et de capital, nous nous rendons compte que l'agriculture a contribué à l'industrialisation jusqu'au milieu des années soixante. A partir de 1970, de nouvelles tendances font surface:¹³¹ a) la composition des cultures se modifie dans les zones nord du pays. Les cultures traditionnelles sont remplacées par des cultures à plus forte valeur commerciale produites dans beaucoup de cas à travers l'agriculture de contrat. b) les prix de garantie pour les produits de base (maïs, haricots, riz, etc.) entraînent un désintérêt de la part des agriculteurs pour la production de ces produits, en tant que valeur d'échange et non d'usage. c) la superficie cultivable indique un abandon des surfaces antérieurement dédiées à l'agriculture traditionnelle dû en grande partie au manque d'investissements publics. A cela s'ajoute le flût de crédits et subventions au secteur commercial. d) les exportations traditionnelles perdent leur signification en termes relatifs.

Si enfin, nous ajoutons les exportations croissantes de produits alimentaires et l'importation croissante de produits pour l'alimentation nationale, nous remarquerons : i) une moindre disponibilité

¹³⁰ Reyes Osorio, S., (1981), p. 561.

¹³¹ Barkin, D. Suarez, B., (1982), p. 41.

en produits alimentaires pour la consommation nationale humaine; ii) une hausse des importations alimentaires (selon les prévisions du Plan National de Développement Industriel, deux-tiers des revenus pétroliers seront utilisés pour l'importation d'aliments en 1990, alors que pour l'an 2000, se sera la totalité des revenus du pétrole qui iront à cette fin); iii) un déficit de la balance commerciale agricole qui traduit la vulnérabilité du secteur agricole vis-à-vis l'étranger; iv) le développement de plus en plus évident de la *dépendance alimentaire*.

L'agriculture qui auparavant jouait dans le modèle d'accumulation, un rôle de support à l'industrialisation, est aujourd'hui dépendante du nouveau modèle d'accumulation reposant sur le pétrole.

CONCLUSION

L'Etat capitaliste à la périphérie est omniprésent dans le processus d'accumulation. Nous avons vu qu'Etat et capital sont deux notions étroitement liées. C'est à travers la relation organique qui les relie, qu'est possible la reproduction de l'un et de l'autre. L'Etat est à la fois produit et producteur. Donc, pour se reproduire il doit reproduire le capital. Ceci nous montre en somme que l'Etat a des limites. Ces limites apparaissent dans la crise. La crise appelle une redéfinition et une réorientation du modèle d'accumulation. La crise se cristallise à travers deux moments: 1) elle dévoile les limites de l'intervention publique et met en danger la légitimité de l'Etat. 2) elle marque les phases de transition d'un modèle d'accumulation à un autre et donc elle renouvelle le processus de reproduction du capital.

En opposant le débat sur les facteurs endogènes et exogènes dans l'accumulation du capital à la périphérie, nous avons vu que leurs limites, mais surtout leur dépassement devrait venir de l'introduction de la catégorie théorique de l'économie mondiale.

L'économie mondiale est une totalité dynamique englobant à la fois les composantes, capitalisme central et capitalisme périphérique. L'introduction de cette catégorie permet: 1) de dépasser la faiblesse de la littérature sur le sous-développement qui affirme que le capitalisme périphérique présente des déformations ou est en retard vis-à-vis du capitalisme central. Or, le capitalisme central étant *une* des composantes du tout, la spécificité du capitalisme périphérique et central se fait à travers la catégorie économie mondiale et non pas vis-à-vis l'un de l'autre. 2) La spécificité du capitalisme périphérique n'est pas posée à priori, mais est construite théoriquement après avoir identifié la variable: économie mondiale.

L'économie mondiale est un concept abstrait. C'est à travers la division internationale du travail et le système monétaire international que ce concept se dotera d'une réalité concrète.

L'intervention de l'Etat est déterminée d'une part par cet espace qu'elle ne contrôle pas et d'autre part par un espace qu'elle peut modeler; celui de l'économie nationale.

Les politiques étatiques et les dépenses publiques traduisent les finalités de l'Etat à la périphérie: une rehausse du taux d'accumulation pour financer l'industrialisation nationale et une intégration de l'espace national à l'économie mondiale. Le contexte international et l'état de l'accumulation au niveau mondial, constituent la toile de fond où la politique économique va se formuler. N'empêche que l'intervention publique a des limites qui apparaîtront dans la crise et qui vont appeler une réorientation des politiques étatiques _ en vue d'une sortie de la crise. Or, nous l'avons vu dans le cas du Mexique, elles contiennent des contradictions qui ne font qu'aggraver le processus d'industrialisation (c'est le cas, par exemple, du pétrole).

Dans les pays du centre, la reproduction de la force de travail se fait à travers le salaire, mais aussi par les mécanismes de sécurité sociale établis par l'Etat, (santé, éducation, assurance-chômage). L'Etat est le gérant de la reproduction de la force de travail.

Dans le capitalisme périphérique, l'Etat gère la population à travers la distribution de biens alimentaires subventionnés par la CONASUPO. Le salaire est insuffisant pour assurer la reproduction de la force de travail. Celle-ci se fait à travers le secteur de subsistance (familiale ou lignager) ou à travers le secteur informel où les salaires sont très bas et l'exploitation de la main-d'oeuvre très forte. Il y a gestion libre de la force de travail. A travers la CONASUPO, l'Etat absorbe une part du coût de reproduction. Ce sont les ressources pétrolières qui vont permettre cette autonomie de manoeuvre à l'Etat.

Le pétrole est un des éléments qui va permettre le développement de la dépendance alimentaire, puisqu'il permet à l'Etat de remédier au manque de produits alimentaires sans procéder à une réforme globale du secteur agricole. Il apaise les tensions au lieu de les résoudre, en même temps qu'il développe des contradictions.

Deux autres éléments importants sont à la base de la dépendance alimentaire: les politiques étatiques et l'internationalisation du secteur agricole.

La politique étatique du gouvernement mexicain et le mode de l'intervention publique dans le secteur agricole ont encouragé le développement de l'agriculture commerciale et ont conduit à l'internationalisation de ce secteur tout en reléguant au second plan le secteur paysan. A la base, il y a la théorie de l'avantage comparatif.

L'internationalisation du secteur agricole mexicain a eu pour effet de procéder à une dualisation du secteur: d'une part; l'agriculture paysanne de subsistance utilisant des techniques de production rudimentaires et d'autre part; l'agriculture commerciale, qui utilise beaucoup de facteurs de production, mécanisation, etc. mais qui est aussi intensive en capital.

L'agriculture mexicaine s'est transformée complètement: d'une agriculture traditionnelle, produisant des cultures vivrières pour une valeur d'usage, elle est devenue une agriculture moderne et capitaliste produisant pour une valeur d'échange, des cultures fourragères et maraîchères, destinées principalement au marché des Etats-Unis. Les meilleures terres de culture situées au nord du Mexique sont à présent des 'prolongements' produisant essentiellement pour le marché américain. La superficie de terre disponible pour les cultures vivrières diminuent considérablement et les besoins alimentaires nationaux doivent de plus en plus être comblés à travers les marchés d'importations.

Le secteur agricole n'est plus aujourd'hui le moteur de l'industrialisation. Ce n'est pas à travers lui qu'est financé le modèle d'accumulation. Il ne génère plus les devises nécessaires permettant le financement des importations de biens de capital destinés au secteur industriel. Il n'est plus le mécanisme de sécurité alimentaire pour les besoins nationaux et n'approvisionne plus le secteur urbano-industriel en aliments bon marché, ayant pour but de contrôler la hausse des salaires urbains. Ces deux dernières fonctions sont à présent assumées par la rente pétrolière que l'Etat retient et grâce à laquelle il peut financer l'importation massive d'aliments pour le marché national, qu'il commercialise à travers la CONASUPO.

A première vue, il semblerait concevable d'écrire que l'agriculture (surtout paysanne), ne joue aucun rôle significatif dans le régime d'accumulation du capital. Affirmer ceci toutefois, c'est affirmer quelque chose vide de sens dans la réalité.¹³² En effet le secteur rural, et surtout le sous-secteur paysan, joue un rôle important dans le modèle d'accumulation excluante. Il permet que se reproduise une force de travail bon marché pour le secteur capitaliste de production. Expliquons-nous:

Nous avons vu, (chapitre 2) que l'Etat à la périphérie est plus actif dans le secteur productif (mise en place de l'infrastructure, création de pans entiers de l'industrie nécessaires à l'expansion de certains secteurs de production), que dans la sphère sociale; reproduction de la force de travail. Celle-ci se fait en partie dans le secteur rural de subsistance et dans le secteur informel, mais aussi grâce à la CONASUPO. Ces mécanismes permettent à l'Etat une gestion libre de la force de travail. D'un autre côté, pour le sous-secteur commercial de l'agriculture, le maintien du secteur paysan qui produit pour sa propre reproduction, permet aux firmes agro-industrielles de prendre avantage d'un salariat bon marché. Le coût de la reproduction de la force de travail étant assumé par l'unité familiale. Le secteur paysan de l'agriculture constitue une réserve de main-d'oeuvre permanente et bon marché pour les besoins d'accumulation capitaliste.

Le secteur agraire mexicain est actuellement contrôlé en amont et en aval par des mécanismes de monopolisation des 'entrants' (facteurs de production) et des 'extrants' (type de culture, quoi produire, comment, pour qui). Le secteur agraire n'a plus de possibilités de remplir de façon autonome son rôle de support à l'économie nationale. C'est-à-dire principalement, assurer les besoins alimentaires de l'ensemble de la population mexicaine. Cette dernière dépend de l'étranger (marché international) et des disponibilités de devises, pour son alimentation. Dans ce sens il existe une **DEPENDANCE ALIMENTAIRE**.

¹³² Cette réflexion constituait notre approche principale à la question, 'A PRIORI', avant la recherche. Cette vision nous l'espérons, c'est sensiblement modifiée.

BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE

- Aboites, J. (1983), "Accumulacion, reproduccion de la fuerza de trabajo y crisis en Mexico", *Economia: Teoria y Practica*. No. 1.
- Aboites, J. Arroyo, G. (1986), *El Agro y el proceso de industrializacion en Mexico: Pasado y futuro*. Mexico: UAM-Xochimilco.
- Aglietta, M. Orlean, A. (1982), *La violence de la monnaie*. Paris: PUF.
- Aglietta, M. (1980), "Crises et transformations sociales", *Histoire*. No. 6 (Oct-Déc).
- Aglietta, M. (1976), *Crises et régulation du capitalisme*. Paris: Calmann-Lévy.
- Aguilera Verduzco, M. (1986), "Precios de garantia y transferencias de excedente economico en la agricultura mexicana", *La Cuestion economica*. No. 4. Mexico: Universidad Veracruzana: 12-21.
- Alschuler, L. (1987), *Multinational and Maldevelopment. Alternative Development Strategies in Argentina, the Ivory Coast and Korea*. London: Macmillan Press.
- Alschuler, L. (1985), "Transnational actors in Latin American development", *Note de Recherche no 854*. Ottawa: Institute for International Development and Cooperation. University of Ottawa.
- Alschuler, L. (1981), "Introduction", dans; *Développement agricole dépendant et mouvements paysans en Amérique Latine*. Ottawa: Editions de l'Université d'Ottawa: 1-12.
- Alschuler, L. (1981), "Le développement Latino-américain et l'ordre économique international: Vers une formulation des lois du mouvement du capitalisme périphérique", *Revue Canadienne des études latino-américaines*. No. 11: 53-66.
- Alschuler, L. (1977), "Le corporatisme comme infrastructure de la dépendance au Mexique", *Revue canadienne des études latino-américaines*. Vol. II, nos. 3-4: 163-173.
- Alschuler, L. (1973), "A sociological theory of Latin American underdevelopment", *Comparative political studies*. Vol. 6, no. 1.
- Altwater, E. (1975), "Remarques sur quelques problèmes posés par l'interventionnisme étatique", dans; Vincent, J.M. et al., *L'Etat contemporain et le marxisme*. Paris: Maspero.
- Angelier, J.P. (1978), *Le secteur de l'énergie au Mexique*. Paris: Centre de recherche en économie industrielle, Université de Paris Nord.
- Angelier, J.P. (1977), "La nouvelle politique pétrolière du Mexique", *Revue de l'énergie*. No. 299: 585-590.
- Amin, S. Vergopoulos, K. (1974), *La question paysanne et le capitalisme*. Paris: Anthropos
- Arnaud, P. (1982), "Industrialisation et crise économique: Le Brésil et le Mexique (1970-1982)", *Revue Tiers Monde*. No. 91 (Juillet-Septembre): 669-677.

- Arnaud, P. (1982), "ambiguïtés théoriques et incohérences politiques: Le monétarisme appliqué à des économies semi-industrialisées", *CEP, nlle série*. Paris: Maspero.
- Arnaud, P. (1981), *Estado y capitalismo en America Latina, el caso de Mexico y Argentina*. Mexico: Siglo XXI.
- Arroyo, G. (1986), *Proyecto de investigacion: La introduccion de la biotecnologia en el desarrollo de la agricultura y de la produccion de alimentos: Estrategias alternativas para Mexico y America Central*. Mexico: UAM-Xochimilco (miméo).
- Arroyo, G. Rello, F. Rama, R. (1985), *Agricultura y alimentos en America Latina, el poder de las transnacionales*. Mexico: UNAM-ICI.
- Arroyo, G. (1980), *Les firmes transnationales et l'agriculture en Amérique Latine*. Paris: Editions Anthropos.
- Arroyo, G. De Almeida, S.G. Von Der Weid, J.M. (1980), "Transnationales et agriculture" *Amérique Latine*. No. 1 (Janvier-Mars): 45-83.
- Arroyo, G. (1979), "Firmas transnacionales agroindustriales, reforma agraria y desarrollo rural", *Investigacion economica*. No. 147. Mexico: Universidad Nacional Autonoma de Mexico (UNAM): 9-48.
- Austin, J. (1978), *Agroindustry project analysis*. U.S.A.: Harvard Business school.
- Banco de Mexico. (Plusieurs dates), *Informe anual: 1977, 1980, 1981, 1982, 1983, 1984, 1985*. Mexico.
- Barkin, D. Suarez, B. (1982), *El fin de la autosufisencia alimentaria*. Mexico: Ed. Nueva Imagen.
- Barkin, D. (1981), "Desarrollo regional y reorganizacion campesina", dans; Garcia, A et al., *Desarrollo agrario y la America Latina 41*. Mexico: Fondo de Cultura Economica (FCE): 503-526.
- Barkin, D. Gustavo, E. (1981), *El papel del sector publico en la comercializacion y la fijacion de precios de los productos agricolas basicos en Mexico*. Mexico: U.N. CEPAL.
- Batra, A. (1976), "La renta capitalista de la tierra", *Cuadernos agrarios*. No. 2 (Avril-Juin).
- Bataillon, C. (1980), "La société mexicaine 1977-1979: Les nouvelles orientations", *Problèmes d'Amérique Latine*. Nos. 4579-4580. Paris: La documentation française.
- Beaucage, P. (1977), "Les mouvements paysans au Mexique". *Note de Recherche no 16*. Ottawa: IDIC, Université d'Ottawa.
- Besnainou, D. (1982), "L'industrie mexicaine: Les limites de l'atout pétrolier", *Economie prospective internationale*. No. 10. Paris: La documentation française.
- Beteta, R. (1985), "Documento: La actividad de Pemex en 1984", *Comercio exterior*. Vol. 35, no. 5: 495-502.
- Blais, C.P. (1980), "Economic Development policy in Mexico: A new penchant for planning", *Technical papers series*. No. 26.
- Boucher, C. (1984), "Genèse et crise de l'Etat mexicain, la fin d'un concensus social", *Les cahiers du socialisme*. No. 15: 188-215.

Boyer, R. (1981), "Les transformations du rapport salarial dans la crise", *Critiques de l'économie politique*. Nos. 15-16 (Avril-Juin).

Boyer, R. Mistral, J. (1978), *Accumulation, Inflation, Crises*. Paris: PUF.

Brailovsky, V. (1981), *Industrialization and oil in Mexico: A long-term perspective*. U.S.A.: Barker, T. and Brailovsky, V. editions.

Brunhoff, S. De. (1978), *Etat et Capital*. Paris: Maspero.

Buzaglo, D.J. (1982), *Planning alternative development strategies: Experiments on the Mexican economy*. Stockholm: Institute of Latin American studies.

Cabrero, I. (1983), *Crisis y Petroleo en Mexico*. Mexico: UNAM (mimeo).

Calderon, J. (1986), "Estado, reforma agraria y autogestion", *Investigacion economica*. No, 176. Mexico: UNAM: 181-212.

Calderon, J.M. (1985), "Etat et crise", *Amerique Latine - CETRAL*. No. 22 (Avril-Juin): 36-42.

Cardoso, F.H. (1982), "Reflexiones sobre la estructura social y politica de los paises mas industrializados de America Latina", dans; Green, R. et al., *En torno al Estado y el Desarrollo*. Mexico: Ed. Nueva Imagen: 133-228.

Cardoso, F.H. (1974), "La théorie de la dépendance", *Homme et société*. Nos. 33-34.

Casanova, G.P. (1982), "Mexico: The most probable course of development", *Latin American perspectives*. No. 1: 78-88.

Casanova, G.P. (1981), "Le développement économique du Mexique", *Problèmes économiques*. No. 1716. Paris: La documentation française.

Castanares, J. (1985), "Documento: Programa de fomento integral a las exportaciones", *Comercio exterior*. Vol. 35, no. 4: 377-384.

Centro de Estudios Jose Artigas. (1985), "Evolution de l'industrialisation au Mexique", *Amérique Latine*. No. 22: 80-84.

Centro de Investigaciones Agrarias. (1974), *Estructura agraria y desarrollo agricola en Mexico*. Mexico: Fondo de Cultura Economica (FCE).

Centro de Investigacion y Docencia Economicas (CIDE). (1980), "The mexican economy: Recent development and future prospects", *Cambridge journal of economics*. No. 4: 177-197.

CEPAL. (1985), "Evolution de la economia mexicana en 1984", *Comercio exterior*. Vol. 35, no. 7: 727-730.

CEPAL. (1982), *Economia Campesina y Agricultura Empresarial (tipologia de productores del agro mexicano)*. Mexico: Siglo XXI.

CETRAL. (1980), "L'agro-alimentaire au Mexique", *Amérique Latine CETRAL*. No. 11.

Chavez, A. (1981), "Politica de precios, distribucion y consumo de alimentos en Mexico", dans; Solimano, G. Taylor, L., *Politica y Alimentos en America Latina*. Mexico: Ed. Nueva Imagen.

Colmenarez, F. (1982), *Petroleo y lucha de clase en Mexico*. Mexico: Ed. El Caballito.

Comercio Exterior. (Plusieurs années), *Anuarios estadísticos de comercio exterior de los Estados Unidos Mexicanos*. Mexico.

Cordera, R. Tello, C. (1981), *Mexico: La disputa por la nación*. Mexico: Siglo XXI.

Cordera, R. (1980), "Estado y desarrollo en el capitalismo tardío y subdesarrollado", *Selección de lecturas de política económica*. Mexico: Universidad Autónoma Metropolitana Iztapalapa.

Corten, A. Tahon, M.B. (1986), *Proletarianisation et formation des procès de travail (Mexique - Algérie)*. Montréal: Université du Québec à Montréal.

Corten, A. (1985), *Fonds des salaires et stock alimentaire, les processus de proletarianisation au Mexique*. Montréal: Université du Québec à Montréal.

Corten, A. (1984), *L'Etat nourricier et ses prolétaires*. Montréal: Université du Québec à Montréal.

Daloz, J.P. (1978), *De la logique du désordre à la nécessité des crises*. Paris: Economica.

De la Madrid, M. (1985), "Mexico: La política económica para 1985", *Comercio exterior*. Vol. 35, no. 1: 85-93.

De la Peña, S. (1982), "Proletarian power and state monopoly capitalism in Mexico", *Latin American perspectives*. No. 1: 20-35.

Del Campo, A.M. (1982), "Concentración y monopolización en la agroindustria nacional: El papel de la gran empresa y las líneas de estrategia para su regulación", dans; Echeverría Zuno, R. et al., *Transnacionales, Agricultura y Alimentación*. Mexico: Ed. Nueva Imagen: 137-182.

Dos Santos, T. (1977), "Mise au point sur la théorie de la dépendance; application au problème agraire en Amérique Latine". *Note de Recherche no 4*. Ottawa: IDIC, Université d'Ottawa.

Echeverría Zuno, R. et al. (1982), *Transnacionales, agricultura y alimentación*. Mexico: Editorial Nueva Imagen.

Esteva, G. (1983), "Políticas de comercio y coyuntura nacional", dans; Menéndez, I. et al., *Inflación, devaluación y desarrollo rural en México*. Mexico: Ed. Nueva Imagen: 77-88.

Esteva, G. (1980), *La batalla en el México rural*. Mexico: Siglo XXI.

FAO. (1985), "El comercio mundial de cereales", *Comercio exterior*. Vol. 35, no. 1: 18-29.

Faure, C. (1984), *Agricultura y capitalismo*. Mexico: Editorial Terra Nova.

Feder, E. (1976), "How does agribusiness operate in underdeveloped agricultures? Harvard business school myths and reality", dans; Vilho, H., *The political economy of food - Proceeding of an international seminar*. U.S.A.: Tampue peace research institute.

Ferrer, A. (1984), "Deuda, soberanía y democracia en América Latina", *Comercio exterior*. Vol. 34, no. 10: 988-993.

Fitzgerald, E. (1978), "The state and capital accumulation in Mexico", *Journal of Latin American Studies*. No. 10: 263-282.

Flores, E. et al. (1980), *Lecturas sobre desarrollo agrícola I*. Mexico: Fondo de cultura económica.

Florescano, E. (1986), *Origen y desarrollo de los problemas agrarios de México*. (34), Mexico:

Lecturas Mexicanas SEP.

Flores De la Vega, M. (1986), "Vulnerabilidad externa del sector agro-alimentario: Un intento de medicion", *Investigacion economica*. No. 176. Mexico: UNAM: 151-180.

Frieden, J. (1981), "Third world indebted industrialization: International finance and state capitalism in Mexico, Brazil Algeria and South Korea", *International organization*. No. 35, T. 3.

Fritscher, M. (1986), *Estado y sector rural en Mexico (1976 - 1982)*. (31), Mexico: UAM-Iztapalapa.

Gerardo Fujii, G. (1986), "Dinamica del producto agricola y patrones tecnologicos de la agricultura mexicana en el periodo 1950-1980", *Investigacion economica*. No. 177. Mexico: UNAM: 43-58.

Gherzi, G. Rastoin, J.L. (1981), *Multinational firms and Agrofood systems in developing countries*. Paris: Development centre of the organization for economic co-operation and development.

Gordillo De Anda, G. (1979), "El nucleo estatal en el medio rural: Algunas consideraciones sobre el credito agricola en Mexico", *Investigacion economica*. No. 147. Mexico: UNAM: 199-222.

Green, R. et al. (1982), *En torno al estado y el desarrollo*. Mexico: Ed. Nueva Imagen.

Guadarrama Sistos, R. (1983), "La regulacion del mercado alimentario en Mexico (el deber ser de CONASUPO)", dans; Menendez, I. et al., *Inflacion, devaluacion y desarrollo rural en Mexico*. Mexico: Ed. Nueva Imagen: 109-136.

Guillen-Romo, H. (1982), *Crise, endettement et inflation en Amérique Latine: Le cas du Mexique*. Paris: Université de Picardie (miméo).

Guyé, L. (1982), *Destruction ou reproduction de l'économie paysanne? Le débat au Mexique*. Suisse: Institut Universitaire d'études du développement.

Habermas, J. (1978), *Raison et légitimité: Problèmes de légitimation dans le capitalisme avancé*. Paris: Payot.

Hamilton, N.L. (1975), "Mexico: The limits of state autonomy", *Latin American perspectives*. Vol. II, no. 5: 81-105.

Hector, C. (1985), "La gauche mexicaine aujourd'hui", *Amérique Latine*. No. 22: 63-75.

Hewitt De Alcantara, C. (1976), *Modernizing mexican agriculture: Socioeconomic implications of technological change, 1940-1970*. Genève: Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social.

Hirsch, J. (1975), "Eléments pour une théorie matérialiste de l'Etat contemporain", dans; Vincent, J.M. et al., *L'Etat contemporain et le marxisme*. Paris: Maspero.

Holloway, J. Picciotto, S. (1980), "Etat et capital: Le débat allemand sur la dérivation de l'Etat", *Critiques de l'économie politique, nlle série*. No. 10.

Humbert, H. (1981), "Agriculture, pétrole et développement au Mexique et en Algérie", *Mondes en développement*. No. 35, T. 9: 79-110.

Hymer, S. (1980), *The Multinational Corporation*. England: Cambridge university press.

Inter-American Development Bank (IDB). (1985), *Economic and social progress in Latin America*. Washington D.C.: IDB.

- Jacoby, E.H. (1975), *Transnational corporations and third world agriculture*. Vol. 6, no. 3. U.S.A.: Sage publications.
- Judet, P. (1981), *Les nouveaux pays industriels*. Paris: Les éditions ouvrières.
- Keeney, M. Florida, R.L. (1986), *Venture capital, high technology and regional development*. Columbus: Ohio state university.
- Keeney, M. Buttell, F. Kloppenburg, J. (1985), "From green revolution to biorevolution: Some observations on the changing technological bases of economic transformation in the third world", *Economic development and cultural change*. Chicago: University of Chicago: 31-55.
- King, B. (1981), "What is a SAM? A layman's guide to social accounting matrices", *World bank staff working paper*. No. 463.
- Kosminski, N. (1979), "El Estado en la formacion de capital en Mexico", *Economia informa*. Nos. 63-64.
- Lanfranco, S. (1982), *Technology, trade and transnationals in the mexican food and drinks processing sectors*. Geneva: UNCTAD, Transfer of technology division (miméo).
- Lanfranco, S. (1981), *Mexican oil, export-led development and agricultural neglect*. Toronto: Centre for research on Latin America and the Carribean (CERLAC).
- Lanfranco, S. (1980), *Food, oil and politics in mexican development*. Toronto: CALACS (miméo).
- Lanfranco, S. (1978), *The role of the oil revenue state in an agricultural economy*. Vol. 37, no. 78. Ontario: Mc Master university economics working paper.
- Leal, J.F. (1975), "The mexican state: 1915-1973", *Latin American perspectives*. Vol. 2, no. 2: 48-63.
- Lebas-Tubiana, L. Lerin, F. (1983), "Intentions et contraintes de la politique agricole mexicaine", *Problèmes d'Amérique Latine*. No. 70 (Décembre).
- Leduc, R. (1986), *Los diablos del petroleo*. Mexico: Editorial Nuestra America.
- Linck, T. (1985), "La mecanizacion de la agricultura de temporal. Cual sociedad elegir?", *Comercio exterior*. Vol. 35, no. 2.
- Lipietz, A. (1986), *Mirages et miracles: Problèmes de l'industrialisation dans le Tiers Monde*. Paris: Ed. La Découverte.
- Lipietz, A. (1980), "La double complexité de la crise", *Les temps modernes*. No. 407.
- Liusselli Fernandez, C. (1979), "Agricultura y alimentacion, premisas para una nueva estrategia", *Revista de Mexico agrario*. Vol. 12, no. 2.
- Lopez, M.O. (1985), "Vingt ans de crise agricole", *Amérique Latine - CETRAL*. No. 22: 70-72.
- Margulis, M. (1979), *Contradicciones en la estructura agraria y transferencias de valor*. Mexico: El colegio de Mexico.
- Masferrer Kan, E. (1983), *Coffee and population: Retention and return migration in Nanacatlan, Puebla, Mexico, 1979-81*. Ottawa: Université d'Ottawa.
- Mathias, G. (1979), "Etat, firmes multinationales et procès de travail en Amérique Latine", *CEP -*

nile série. No. 6.

Mattick, P. (1976), *Crises et théories des crises*. Paris: Ed. Champ libre.

Menendez, I. et al. (1983), *Inflacion, devaluacion y desarrollo rural en Mexico*. Mexico: Editorial Nueva Imagen.

Michalet, C.A. (1983), *Le défi du développement indépendant*. Paris: Éditions Rochevignes.

Michalet, C.A. (1976), *Le capitalisme mondial*. Paris: PUF.

Montavon, R. (1979), *The role of multinational companies in Latin America: A case study in Mexico*. Hampshire: Saxon house.

Montes De Oca, R.E. (1982), "Las empresas transnacionales en la industria alimentaria mexicana", dans; Echeverria Zuno, R. et al., *Transnacionales, agricultura y alimentacion*. Mexico: Ed. Nueva Imagen: 69-136.

Montes De Oca, R.E. Rello, F. (1982), "Hacia un proyecto alimentario diferente", *Comercio exterior*. No. 2.

Mooney, P. (1979), *Seeds of the earth, a private or public resource*. Ottawa: Action mutual press.

Munck, R. (1979), "State and capital in dependent social formations: The Brazilian case", *Capital and class*. No. 8.

Negri, A. (1977), "Sur quelques tendances de la théorie communiste de l'État la plus récente", *Revue critique: Sur l'État - Contradictions*. 375-427.

Norton, R. Leopold, S. (1983), *The book of CHAC: Programming studies for mexican agricultural policy*. U.S.A.: Johns Hopkins University press.

Notes et études documentaires. (1983), *Problèmes d'Amérique Latine, Le Mexique*. No. 69.

Oliveira, F. (1973), "La economia brasilena: Critica a la razon dualista", *Trimestre economico*. No. 158.

Olson, W. (1985), "Crisis and social change in Mexico's political economy", *Latin American perspectives*. Vol. 12: 7-25.

Oswald, U. et al. (1979), *Cooperativas ejidales y capitalismo estatal dependiente*. Mexico: Universidad Nacional Autonoma (UNAM).

Palloix, C. *Las firmas multinacionales y el proceso de internacionalizacion*. Madrid: Siglo XXI.

Paniagua-Ruiz, R. (1984), "Crise financière et problème de la dette: Les limites de l'intervention publique entre 1978 et 1981 au Mexique", *Revue Tiers-Monde*. (Juillet/Septembre).

Paniagua-Ruiz, R. (1983), *Etat et capital: Le cas du Mexique*. Paris: Université de Picardie (miméo).

Paniagua-Ruiz, R. (1981), *L'Etat et la régénération du ca*, Nanterre: Université de Paris X (miméo).

Paoli Bolio, F. (1982), "Petroleum and political change in Mexico", *Latin American perspectives*. No. 1: 65-77.

- Pare, L. (1980), "Le développement du capitalisme dans l'agriculture mexicaine et le processus de prolétarianisation des paysans", *Travail, capital et société*. Vol. 13, no. 1: 35-52.
- Pare, L. (1977), *El proletariado agrícola en Mexico*. Mexico: Siglo XXI.
- Pascacio, N. (1983), "Politica estatal y producción", dans; Menendez, I. et al., *Inflacion, devaluacion y desarrollo rural en Mexico*. Mexico: Ed. Nueva Imagen: 19-30.
- Pasukanis, E. (1976), *La théorie générale du droit et du Marxisme*. Paris: EDI.
- Petras, J.F. (1977), "The Latin American Agro-Transformation from above and outside and the social and political implications", *Note de recherche no 12*. Ottawa: IDIC, Université d'Ottawa.
- Poder Ejecutivo Federal. (1985), *Programa nacional de desarrollo rural integral (PRONADRI), 1985-1988*. Mexico: SARH.
- Portilla, B. (1983), "Seguridad alimentaria: Libre circulación de mercancías o fortalecimiento de la intervención estatal?", dans; Menendez, I. et al., *Inflacion, devaluacion y desarrollo rural en Mexico*. Mexico: Ed. Nueva Imagen: 137-160.
- Prebisch, R. (1982), "La crisis de capitalismo y la crisis de las teorías económicas", dans; Green, R. et al., *En torno al estado y el desarrollo*. Mexico: Ed. Nueva Imagen: 35-132.
- Prebisch, R. (1981), *El capitalismo periférico*. Mexico: Fondo de cultura económica (FCE).
- Prevot-Shapira, M.F. Rivière D'Arc, M. (1983), "Les Zapotèques, le PRI et la COCEI, affrontements autour des interventions de l'Etat dans l'isthme de Tehuantepec", *Amérique Latine*. No. 15 (Juillet/Septembre).
- Rama, R. Vigorito, R. (1980), *Transnacionales en America Latina, el complejo de frutas y legumbres en Mexico*. Mexico: Ed. Nueva Imagen y ILET.
- Rama, R. Rello, F. (1979), "La agro-industria mexicana: Su articulación con el mercado mundial", *Investigación económica*. No. 147. Mexico: UNAM: 99-126.
- Ramon Beteta, M. (1985), "La actividad de Pemex en 1984", *Comercio exterior*. Vol. 35, no. 5.
- Rastoin, J.L. (1976), *Les cent premiers groupes mondiaux de l'industrie*. Montpellier: IAM.
- Rello, F. (1986), "La agricultura con pies de barro", *Investigación económica*. No. 176. Mexico: UNAM: 213-240.
- Revel-Mouroz, J. (1980), "La politique économique mexicaine, 1976-1980", *Problème d'Amérique Latine*. Nos. 4579-4580. Paris: La documentation Française.
- Reyes Osorio, S. (1981), "El desarrollo polarizado de la agricultura mexicana", dans; Garcia, A. et al., *Desarrollo agrario y la America Latina*. Mexico: Fondo de cultura económica: 551-566.
- Reynolds, W.C. (1978), "Why Mexico's stabilizing development was actually destabilizing (with some implications for the future)", *World development*. Vol. 6, nos. 7-8.
- Rodriguez, G. Vuskovic, P. (1984), "Articulación sector agropecuario - resto de la economía en el proceso de desarrollo: Antecedentes comparativos y el caso de Mexico", *Economía Mexicana*. No 6. Mexico: CIDE: 119-136.
- Rodriguez, G. (1983), "La expansión ganadera y crisis agrícola: El papel del consumo y la

rentabilidad", *Economia Mexicana*. Mexico: CIDE.

Rodriguez, G. (1979), "El comportamiento de los precios agropecuarios", *Economia Mexicana*. No. 1. Mexico: CIDE.

Salama, P. (1984), "Tiers-Monde: Endettements - disette urbaine?", *Les cahiers du socialisme*. No. 15: 100-113.

Salama, P. Mathias, G. (1983), *L'Etat surdéveloppé des métropoles au Tiers-Monde*. Paris: La découverte / Maspero.

Salama, P. Tissier, P. (1982), *L'industrialisation dans le sous-développement*. Paris: Petite Collection Maspero.

Salama, P. (1979), "Etat et capitaliste comme abstraction réelle", *CEP*. Nos. 7-8.

Salama, P. (1976), *Un procès de sous-développement, le cas de l'Amérique Latine*. Paris: Maspero.

Salama, P. (1976), "Au delà d'un faux débat: Quelques réflexions sur l'articulation des Etats nations en Amérique Latine", *Revue Tiers-Monde*. (Octobre/Décembre).

Sanderson, S.E. (1986), *The transformation of Mexican agriculture*. New Jersey: Princeton University press.

Sanderson, S.E. (1981), "Florida tomatoes, U.S. - Mexican relations and the international division of labor", *Inter-American economic affairs*. Vol. 3, no. 35: 23-52.

SARH - CESPAL - CEPAL. (1982), *El desarrollo agropecuario de Mexico, pasado y prospectivas (13 tomos)*. Mexico: SARH - CESPAL - CEPAL.

Schmitter, P. (1974), "Still the century of Corporatism", *The review of politics*. Vol. 1, no. 36: 85-131.

Seccion Nacional. (1980), "El SAM, principio de una estrategia", *Comercio exterior*. No. 7.

Sloan, J. (1985), "The Mexican variant of corporatism", *Inter-American economic affairs*. No. 4: 3-18.

Solis, L. (1981), *Economic policy reform in Mexico, a case study for developing countries*. U.S.A.: Pergamon policy studies.

Solis-Gonzalez, J.L. (1984), "La question de l'Etat dans les pays capitalistes sous-développés: Quelques problèmes de méthode", *CEP, nlle série*.

Soria Murillo, V.M. (1983), "Caracterizacion de la crisis de 1976 y 1982 en Mexico", *Economia, teoria y practica*. No. 1. Mexico: UNAM.

Stavenhagen, R. (1981), "Capitalismo y campesinado", dans; Garcia, A. et al., *Desarrollo agrario y la America Latina* °41. Mexico: FCE: 185-198.

Stavenhagen, R. (1981), "El campesinado y las estrategias del desarrollo rural", dans; Garcia, A. et al., *Desarrollo agrario y la America Latina* °41. Mexico: FCE: 457-484.

Stavenhagen, R. et al. (1975), *Neolatifundismo y explotacion*. Mexico: Ed. Nuestro Tiempo.

Syzmanski, A. (1981), *The logic of imperialism*. New York: Praeger.

- Teubal, M. (1979), *The food crisis and the third world (a case study for Mexico)*. Mexico: Instituto Latino Americano de Estudios Transnacionales (ILET).
- Théret, B. Wieworka, M. (1978), *Critique de la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat*. Paris: Maspero.
- Tubiana, L. (1983), "Pourquoi le SAM n'a pas réussi: Contraintes internationales et financières", *Amérique Latine*. Nos. 57 et 70.
- Urencio, C. (1983), "Sector externo y desarrollo rural en un contexto inflacionario", dans; Menendez, I. et al., *Inflacion, devaluacion y desarrollo rural en Mexico*. Mexico: Ed. Nueva Imagen: 89-108.
- Vaitsos, C.V. (1981), *Elements and effects of relative bargaining power between state enterprises and transnationals*. Mexico: Instituto Latino Americano de Estudios Transnacionales (ILET).
- Vergopoulos, K. (1984), "La crise alimentaire dans le tiers-monde", *Les temps modernes*. Vol. 41, no. 459.
- Vidal, G. (1985), *Crisis, monopolis y sistema politico en Mexico*. (26), Mexico: UAM-Iztapalapa.
- Vigorito, R. (1981), *La transnacionalizacion agricola en America Latina*. Mexico: ILET.
- Villagomez, A. (1984), "Mexico y el mercado mundial petrolero: Analisis y perspectivas", *Economia Mexicana*. No. 6. Mexico: CIDE: 97-115.
- Werrebrouck, J.C. (1979), "Contribution à la théorie de la rente pétrolière", *Revue d'économie industrielle*. 3ème trimestre, no. 9.
- Wessman, J. (1984), "The agrarian question in Mexico", *Latin American research review*. Vol. 19, no. 2: 243-259.
- Whiting, V.R. (1979), *International aspects of national regulation, transnationals and the state in Mexico, 1970-1978*. Toronto: International Studies Association.
- Wionczek, M.S. (1982), *Capacidad tecnologica interna y sector energetico en los paises en desarrollo*. Mexico: El Colegio de Mexico.
- Wirth, M. (1975), "Contribution à la critique du capitalisme monopoliste d'Etat", dans; Vincent, J.M. et al., *L'Etat contemporain et le marxisme*. Paris: Maspero.
- Yates, P.L. (1981), "Mexican land reform, 1959-1969: A comment", *The economic journal*. No. 363: 745-752.
- Yates, P.L. (1978), *El campo mexicano*. Mexico: Ed. El Caballito.